

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES JURIDICTIONS MANDARINALES

Essai sur l'organisation judiciaire du Tonkin

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1938, à 14 heures

PAR

DO XUAN SANG

LAURÉAT DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE DROIT DE HANOI

LAURÉAT DU CONCOURS DES MANDARINS JUDICIAIRES

PRÉSIDENT : M. SOLUS, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. LE BRAS, Professeur.

M. ESCARRA, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938

*Then Paris
1950.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES JURIDICTIONS MANDARINALES

Essai sur l'organisation judiciaire du Tonkin

LES JURIDICTIONS MANDARINALES

Essai sur l'organisation judiciaire du Tonkin

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1938, à 14 heures

PAR

DO XUAN SANG

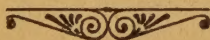
LAURÉAT DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE DROIT DE HANOÏ

LAURÉAT DU CONCOURS DES MANDARINS JUDICIAIRES

PRÉSIDENT : M. SOLUS, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. LE BRAS, Professeur.

M. ESCARRA, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938

* 48407



INTRODUCTION

§ 1. — *Présentation du sujet.*

L'établissement du Protectorat français a eu sur l'évolution de la Nation annamite des conséquences graves. Il ne nous appartient pas de dissertar sur le côté politique de la question, moins encore de porter un jugement quelconque. Dans l'ordre d'études que nous entreprenons, nous n'avons pas la prétention de discuter les faits ; ceux-ci s'imposent à nous et nous les abordons dans un esprit de froide observation et d'impartialité.

Or nous constatons que cet événement a eu pour effet de mettre la civilisation européenne en contact avec les dogmes confucéens qui longtemps servirent de lois aux fils des *Bách Viet*. C'est une étrange destinée que celle de notre pays, d'être placé éternellement au confluent des civilisations contraires ! Déjà, aux temps passés, il avait eu à endiguer, en même temps que les armées conquérantes, un double courant d'idées venant de l'Inde et de la Chine ; l'étroit couloir que la Chaîne annamitique forme avec la mer avait servi aux échanges spirituels entre les deux grands groupements ethniques de l'Asie qu'ailleurs séparaient des barrières de neige infranchissables. Aujourd'hui, c'est sur le territoire annamite que se produit une rencontre décisive de l'Occident et de l'Orient.

Orient et Occident, c'est un problème discuté et c'est un thème connu. La lutte entre les idées importées d'Europe et les traditions formant l'héritage du passé a eu lieu chez tous les peuples asiatiques et a sollicité l'attention de nom-

breux penseurs ; ils se sont plu à opposer ou à comparer les deux civilisations. De cette polémique, nous ne voulons dégager qu'une seule chose : la possibilité d'une synthèse des systèmes prétendument en conflit.

Certains auteurs ont donné à cette synthèse un aspect métaphysique ; c'est assurément un tort. En réalité, elle constitue une notion simple et presque évidente. Dès que deux hommes et à plus forte raison deux groupements d'hommes sont en présence, il y a un échange d'idées. L'esprit humain fait de curiosité et avide de perfectionnement, s'empare de toutes connaissances nouvelles et essaie de se les adapter. La synthèse idéologique n'est que la résultante naturelle des choses.

Mais nous croyons qu'elle gagne à être guidée par de judicieux principes et nous croyons à une synthèse dirigée et harmonieuse de l'Occident et de l'Orient. Au lieu d'envisager dans l'abstrait un antagonisme entre les civilisations européenne et asiatique, nous préférons, sur le terrain du concret, chercher une solution d'entente. Laisant de côté la pure spéculation philosophique, notre but sera de trouver une formule qui permettra, avec des matériaux modernes, la rénovation de notre vieille construction nationale.

Nous allons tenter de réaliser cette synthèse dans le cadre des institutions judiciaires. L'organisation de la justice annamite a reçu de nombreuses modifications du fait de l'intervention française ; à la vieille structure, se sont greffées des créations nouvelles. De là est résulté un enchevêtrement chaotique qu'il va falloir régler.

En dégageant la physionomie des juridictions mandarinales dans le passé et leur physionomie actuelle, défigurée par les apports européens, nous chercherons à concilier les

antagonismes apparents, nous trouverons un terrain d'entente aux principes opposés ; nous aurons apporté ainsi une modeste contribution à la réforme judiciaire, élément de la grande synthèse des civilisations.

Nous étudierons uniquement l'organisation judiciaire du Tonkin en laissant de côté celle des deux autres pays annamites (1). Une étude complète eût pris des proportions exagérées. D'ailleurs le Tonkin a été le berceau de la Nation. C'est sur son sol que toutes les anciennes institutions avaient pris origine. Il sut les conserver lors de la conquête. La Cochinchine, devenue colonie française par le traité de Saïgon de 1874, reçut une organisation judiciaire calquée sur la métropole. Le Tonkin et l'Annam proprement dit, pays de Protectorat, gardèrent leur justice traditionnelle. Nous choisissons de préférence les juridictions tonkinoises dont l'évolution au contact de la France a été plus rapide et dont la réforme apparaît imminente.

Dans ce cadre soigneusement délimité, nous nous proposons de faire un travail scientifique, qui ne soit pas une ébauche hâtive. Nous indiquons sans tarder les raisons qui nous encouragent à mener à bien cette étude, les nombreux intérêts que cette dernière présente. Trop heureux, si quelque lecteur insatisfait de nos efforts mais s'intéressant à la question en elle-même, songe à la reprendre avec une compétence plus large et des documents plus nombreux !

§ 2. — *Intérêts du sujet.*

L'étude des juridictions mandarinales est intéressante à de multiples points de vue.

C'est une étude de procédure et nul ne conteste l'import-

(1) Pour l'organisation judiciaire de l'Annam et de la Cochinchine, voir Ha Van Vuong : *La réforme judiciaire en Annam*. Thèse Paris 1934.

tance pratique de cette science dans la vie moderne. L'individu, à l'heure qu'il est, ne peut ignorer l'organisation des tribunaux. La procédure, autrefois discipline secondaire, est devenue un enseignement de premier ordre dans les Facultés. En France, les réformes procédurales ont toujours suscité dans l'opinion publique une vive curiosité.

Cette importance est encore plus considérable pour les peuples peu évolués au point de vue juridique, chez qui les moyens de mettre en œuvre le Droit se confondent avec le Droit lui-même. Rome n'avait connu que les actions ; la notion statique de Droit n'apparaissait pas encore ; dans tel cas, disait le Préteur, je donne une action. Ce stade ne fut pas dépassé par les Annamites, à qui l'enseignement juridique était interdit. Le magistrat étant seul détenteur des textes de la Loi, le plaignant qui venait l'implorer attendait avec effroi la sentence qui sortait de sa bouche. Le noir visage de fer du juge — selon l'expression du poète *Nguyen Du* — symbolisait une procédure qui fut autoritaire et sybilline.

De nos jours, la situation est restée la même. Pour le paysan, le Droit est toujours personnifié dans le mandarin, père et mère du peuple, qui juge et qui châtie. Les bibliothèques communales contiennent les exemplaires des Codes récents mais personne ne les déchiffre. Les brochures de vulgarisation juridique sont en nombre insuffisant. Les plaideurs, dans l'ignorance des règles d'organisation et de fonctionnement des tribunaux, sont la proie facile d'aigrefins qui, pour les dévaliser, se font intermédiaires !

A cet intérêt pratique, s'ajoute un intérêt historique.

Nous serons amené à pénétrer dans l'histoire de la Nation annamite. Dans un pays où la vieillesse est respectée, où les morts comptent autant que les vivants, on ne peut en-

treprendre quoi que ce soit sans jeter un coup d'œil sur les siècles passés. L'exploration sera périlleuse du fait de la pénurie des documents, mais nous avons la prescience de fertiles découvertes. Certains auteurs ont prétendu que la civilisation annamite n'avait été qu'une pâle copie sans originalité de la civilisation chinoise. Cette affirmation nous paraît trop simpliste pour être vraie. L'influence chinoise n'était pas l'unique ; l'Annam était pendant plusieurs siècles en contact permanent avec les Chams, peuple appartenant au groupement ethnique hindou et ce contact ne pouvait ne pas engendrer certaines conséquences. Placé entre l'Inde et la Chine, l'Annam avait rendu possible l'unité culturelle de l'Asie, thème du magistral ouvrage de M. Okakura (1) : *Les Idéaux de l'Orient*. Cette unité sombra vers la fin du xiii^e siècle, sous la poussée de l'invasion mongole. Mais de même que le Japon, l'Annam, grâce au génie de *Tran Quoc Tuan*, avait pu refouler les Barbares et devait servir, pendant plusieurs siècles, de refuge à la vieille culture asiatique, avant que ne fût venue « la Nuit de l'Asie », nuit de routine et d'ignorance dont le monde jaune ne se réveillait qu'au xix^e siècle, à l'approche des Européens.

L'influence hindoue venant tempérer l'influence chinoise et la longue période de repliement sur soi que l'Annam connut à partir du xiv^e siècle nous autorisent à croire à l'existence d'une pensée annamite, indépendante et originale.

Nos recherches sur les juridictions mandarinales au temps de *Ly*, *Tran*, *Lê* seront la confirmation ou la destruction de cette conjecture d'une portée incalculable.

(1) Okakura (Kakuzo) : *Les idéaux de l'Orient. Le réveil du Japon*. Traduction J. Serruys 1917.

Notre étude présente encore un intérêt d'actualité.

A l'heure qu'il est, l'organisation de la justice au Tonkin présente une originalité remarquable. Des tribunaux français ont été créés, conséquence de l'intervention française ; dans toutes les provinces, les tribunaux résidentiels fonctionnent à côté des juridictions mandarinales. L'existence de la Commission Criminelle ajoute à la complication.

Entre les juridictions mandarinales elles-mêmes, on constate une grande diversité. Tandis que le ministère des avocats est en principe interdit, on plaide devant la 2^e Chambre de la Cour d'Appel. Certains tribunaux provinciaux sont à composition mixte ; d'autres comportent uniquement des juges indigènes. La séparation des autorités administratives et judiciaires est incomplètement réalisée. Dans les circonscriptions, la justice est rendue tantôt par un juge spécialisé, tantôt par le mandarin administratif lui-même ; le paysan est arrivé à se demander souvent si le fonctionnaire qui juge n'est que l'adjoint temporaire du fonctionnaire qui administre.

Cet état présent chaotique appelle la réforme. Des projets sont, depuis deux ou trois années, à l'étude dans les bureaux du gouvernement. Un vœu adopté par le Grand Conseil des Intérêts économiques et financiers de l'Indochine, à sa dernière session de décembre 1937, tend à pourvoir toutes les circonscriptions, *phu* et *huyen*, de mandarins judiciaires. D'autre part, le souci de ménager des débouchés aux promotions de plus en plus nombreuses de l'Ecole Supérieure de Droit de Hanoï donne une acuité nouvelle à la campagne pour la création d'un barreau de province.

Une refonte de l'organisation judiciaire tonkinoise apparaît imminente, bientôt, suivie de remaniements dans l'organisation judiciaire de l'Indochine.

§ 3. — *Méthode et plan.*

La documentation a été pénible à cause de la pénurie des sources, surtout en ce qui concerne la partie historique. En se référant à notre bibliographie, le lecteur s'apercevra du petit nombre d'ouvrages se rapportant directement à notre sujet. Nous croyons les avoir réunis tous ou du moins les principaux. Trois remarques s'imposent :

1° Ce sont toutes des œuvres récentes ; sauf le Code de procédure des *Lê* qui date de 1777, elles sont postérieures à la conquête française. Or les juridictions mandarinales remontent au XI^e siècle !

2° Nous ne faisons pas figurer les soi-disant traités de procédure, écrits en *quoc-ngu*, parus ces dernières années — à part l'ouvrage de MM. *Nguyen van Dien* et *Nguyen huu Tien*, cité par M. Solus lui-même. Dût notre amour-propre national en souffrir, nous sommes obligé d'avouer qu'ils n'ont aucune valeur juridique. Œuvres de compilation, ils n'obéissent à aucune idée générale et la critique leur est inconnue. Ce sont surtout des brochures de vulgarisation.

3° Parmi les ouvrages traitant spécialement de la procédure indochinoise, il y a cinq thèses de doctorat (1) ; elles nous ont beaucoup servi mais nous déplorons que la partie historique y soit trop souvent négligée.

Privé de sources directes, nous sommes réduit à chercher des renseignements dans les ouvrages d'histoire, de droit général et même dans ceux qui traitent incidemment du

(1) 1° Barbanneau : *Etude de l'organisation judiciaire en Indochine*, Paris 1906.

2° Barruel : *De la substitution progressive des tribunaux français aux tribunaux indigènes en Indochine*. Poitiers 1905.

3° Goeffroy : *L'organisation judiciaire des colonies françaises*. Paris 1913.

4° Ha Van Vuong : *La réforme judiciaire en Annam*. Paris 1934.

5° Ordonneau : *Etude sur l'organisation judiciaire de l'Indochine*. Paris 1909.

droit. Ils sont assez nombreux, mais leur nombre est un inconvénient plutôt qu'un avantage. Ils se contredisent très souvent, d'où l'on infère que les détails complaisamment étalés relèvent plutôt de la brillante imagination de leurs auteurs que d'une stricte observation de la réalité.

Pour résoudre le périlleux problème de la valeur respective des sources, posé par leur extrême diversité, nous proposons la hiérarchie suivante : au 1^{er} degré, les ouvrages non-juridiques, récits d'explorateurs, de missionnaires, Souvenirs, Coutumiers, etc... ; au second degré, les ouvrages mi-juridiques, mi-littéraires où l'auteur se propose d'étudier des questions de droit tout en ne suivant pas une méthode juridique, par exemple : l'Annam d'autrefois de Pierre Pasquier ; enfin au troisième degré, les ouvrages juridiques, traités de droit indochinois, thèses ainsi que les sources historiques contrôlées,

Néanmoins, une réserve reste à faire. La plupart de nos sources sont des sources françaises, c'est-à-dire secondaires, dérivées. Les auteurs français ont puisé des documents dans les ouvrages écrits en caractères chinois. Or la langue chinoise est difficile ; étant des étrangers, ils commettent fatalement des erreurs qui se transmettent à nous automatiquement. Un travail préparatoire d'épluchage serait souhaitable. M. *Phan van Truong* (Thèse Paris 1922) s'y est livré en ce qui concerne la traduction du Code *Gia-long* de M. Philastre, œuvre fondamentale pour qui veut étudier le droit annamite. Il remarque que M. Philastre ponctue mal la phrase chinoise, laquelle a besoin d'être ponctuée par son lecteur et de plus, ne pénètre pas suffisamment le sens de certains termes. Ainsi, ce dernier traduit le titre du Code « *Hoang Viet dan luat* » par « Lois et décrets de l'Empire de Hoang Viet ». Or Viet veut déjà dire « pays des Viet »

et *Hoang* impérial. Il y a là un pléonasme certain qui n'aurait pas dû figurer en tête d'un ouvrage de traduction.

Puissent ces remarques suffire à montrer au lecteur les difficultés de notre travail et nous ménager son indulgence !

L'idée de synthèse qui sert de point de départ à notre étude nous permet d'en établir le plan ; celui-ci comprendra trois parties.

La première partie est intitulée : La justice dans le Vieil Empire. Son premier chapitre est consacré aux Principes généraux d'organisation judiciaire et son second chapitre, à l'évolution historique des juridictions mandarinales.

La deuxième partie étudiera les Apports français et la physionomie actuelle des juridictions mandarinales. Dans un premier chapitre, nous assisterons au conflit des principes : Maintien et Assimilation, conflit aux péripéties multiples auxquelles correspondent les vicissitudes des juridictions mandarinales. Dans un second chapitre, nous envisagerons l'organisation, à l'heure qu'il est, de la justice indigène tonkinoise.

La troisième et dernière partie traitera de la synthèse des idées (Chapitre I) et de la réforme judiciaire (Chapitre II).

PREMIÈRE PARTIE

La Justice dans le Vieil Empire.

CHAPITRE I

Principes généraux d'organisation judiciaire

L'observateur étranger qui pénètre pour la première fois dans le domaine des institutions judiciaires du Vieil Annam est généralement déçu ; il est tenté de croire que la justice annamite n'existait pas. En effet, il n'a pas retrouvé les pièces essentielles d'une organisation européenne ; pas de juge spécialisé : le madarin, fonctionnaire administratif, cumule les fonctions de juge ; l'assistance de l'avocat n'est pas admise, toute intervention de personnes non parties dans un procès est réprimée sévèrement ; les garanties de procédure sont peu nombreuses et illusoires. L'instance se déroule dans le mystère du prétoire ; le plaideur est seul à seul devant le magistrat tout-puissant, situation d'autant plus redoutable que tout procès, quelle que soit sa nature, se résout invariablement par une condamnation pénale.

Cette organisation est faite pour étonner les esprits imbus de la tradition du formalisme romain. L'on en vient à se demander si, dans de telles conditions, une sentence juste peut être rendue. Comment s'assurer que le magistrat soit impartial du moment que tout lui est permis ? Avec ses pouvoirs qu'aucun frein n'arrête, qu'aucune formalité ne gêne, ne serait-il tenté de favoriser l'un des plaideurs aux dépens de l'autre ou même de vendre sa sentence au plus offrant ?

La simplicité des rouages et l'absence de formalisme ne seraient-elles que des signes d'une organisation rudimentaire ? Cette conclusion hâtive est inadmissible, car l'organisation judiciaire annamite, sans être excellente, a été inspirée par des principes élevés et les juridictions mandarinales ont fait leur preuve dans l'histoire.

Le sentiment de la justice a existé en Annam au plus haut degré. Comment en peut-il être autrement ? « Même les véritables primitifs ont quelquefois un sentiment très profond de la justice », dit Girault dans son *Traité de législation coloniale*. Il explique : « On dirait que l'homme est d'autant plus froissé par le spectacle de l'iniquité qu'il est plus près de la nature. »

Ce que l'on reconnaît aux peuplades attardées du centre Afrique, on ne peut le nier à un peuple qui a derrière lui de longs siècles de civilisation. Pour nous convaincre, il suffit de citer quelques lignes d'un vieux texte de la dynastie des Lê ; il s'agit d'une instruction impériale aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire, en 1498 : « La destinée des hommes est entièrement liée à l'application de la justice ; si elle est rendue avec impartialité, le peuple est jugé équitablement selon ses actes ; si elle est mal rendue, le peuple en souffre. »

Or le peuple d'Annam avait pu s'accommoder dans toute son histoire des juridictions de mandarins. La pérennité n'est-elle par le critère suprême des institutions ?

Mais cette explication, par son évidente logique même, est susceptible de ne pas donner une entière conviction. Aussi cherchons-nous à dégager les grandes lignes de ces juridictions, les principes qui ont guidé leur création et leur fonctionnement pour expliquer le mystère du succès d'une organisation à première vue paradoxale. Nous nous

inspirons du conseil donné par un auteur averti qui a traité de la question : Sombsthay, dans son Cours d'Administration annamite, nous dit : « La justice annamite, comme celle de tous les pays du monde, vaut ce que valent les pays. Les institutions ne sont pas plus mauvaises que celles des autres pays ; elles sont appropriées à la civilisation spéciale de l'Annam. Or pour apprécier les institutions, il faut connaître cette civilisation. »

Les concepts fondamentaux de la civilisation annamite sont connus ; ce sont ceux de la doctrine confucéenne, à peine modifiés par leur intégration dans la cité des hommes du Sud. Pour Confucius, la morale est le seul secret du bonheur de l'individu et de l'ordre social. C'est pourquoi, elle est un moyen de gouvernement. Le Sage rapporte une parole de l'Empereur Yu : « La vertu est le fondement ou la base d'un bon gouvernement et ce gouvernement consiste d'abord à procurer au peuple les choses nécessaires à sa subsistance et à sa conservation..... il faut encore penser à le rendre vertueux ». Et il conclut, *Lun Yu*, livre I : « Il est rare que celui qui pratique les devoirs de la piété filiale et de la déférence fraternelle aime à se révolter contre ses supérieurs ; mais il n'arrive jamais que celui qui n'aime pas à se révolter contre ses supérieurs, aime à susciter des troubles dans l'Empire. »

En partant de cette base, on arrive à avoir du rôle de la justice une conception particulière. Sans doute, la haute fonction de la justice est de départager les hommes ; des conflits existent dans les rapports entre les individus, constatation pénible mais indispensable ; il faut admettre leur existence et chercher à les trancher de façon la plus conforme à l'idéal humain d'équité.

Mais le législateur annamite, tyrannisé par le concept de

moralité, base du système confucéen, n'admet pas que les différends puissent exister comme règle naturelle entre les hommes. Les litiges sont comme des vestiges d'une époque barbare déjà dépassée. Dans la société idéale où règnent la paix et la concorde, il ne peut y avoir de démêlés judiciaires.

L'organisation des juridictions sera inspirée par cette idée et visera à atteindre cet idéal. La justice n'a pas qu'une fonction. Elle a un fin ou plutôt une double finalité : il faut défendre énergiquement l'ordre social, l'intérêt de la collectivité contre le procès, dissolvant de l'ordre ; en second lieu, il faut faire servir la justice à l'idée-force de la moralisation de l'individu. Ce concept de finalité va engendrer des conséquences primordiales et conférer aux juridictions mandariennes une physionomie particulière.

Mais pour donner des résultats, il a besoin d'un appui. Le juge a une double mission écrasante ; il ne peut arriver à l'accomplir que s'il possède des pouvoirs étendus. Le principe de l'autorité ainsi formulé est le second principe directeur du système juridictionnel annamite.

Il conduit au troisième principe ; le juge ainsi investi peut être tenté d'abuser de son autorité ; il lui faut une restriction ; il faut que le pouvoir ait un frein, un contrepoids : ce sera la théorie de la responsabilité personnelle du juge pour les sentences qu'il prononce ; il va sans dire que cette responsabilité est pénale ; la responsabilité civile était négligée du législateur annamite, les Codes n'étant que des tarifs de coups de rotin.

Ainsi trois grandes idées : Finalité, Autorité, Responsabilité personnelle du juge régissent la vieille organisation judiciaire annamite et expliquent ses particularités. Nous consacrons à chacune d'elles une section de ce chapitre.

Nous croyons utile d'ouvrir une parenthèse. Les grands

principes d'organisation judiciaire annamite se trouvent être les mêmes que ceux de l'organisation chinoise. Ils ont une source commune : la doctrine confucéenne. Il nous arrivera très souvent de faire allusion indistinctement aux institutions des deux pays. Cependant il y eut des divergences ; l'Annam n'a pas adopté servilement les lois de la Chine, mais les a passées au crible de son génie national. Ces divergences trouvent une illustration dans la comparaison du Code des *Lê*, d'inspiration annamite, avec le Code *Gia-long*, d'adaptation chinoise. Nous aurons souvent à citer les deux Codes ensemble, l'un appuyant l'autre, mais aussi à dénoncer les différences entre leurs points de vue.

Nous ajoutons que la trilogie que nous avons cru dégager de l'étude attentive des textes n'a pas une valeur absolue. Nous n'avons pas la prétention de résumer en trois propositions une organisation de huit siècles. Le lecteur relèvera sans doute les lacunes et faiblesses de notre système. Notre seule ambition a été de tracer une esquisse qui aide à la compréhension.

SECTION I. — LE CONCEPT DE FINALITÉ.

Normalement, il y a deux parties dans chaque procès : le demandeur et le défendeur. Mais souvent, il en apparaît une troisième, la Société qui vient demander compte du préjudice qu'elle a subi en raison du fait dont est né le litige. Quand un tort grave a été commis d'individu à individu, l'ordre public en est perturbé, la collectivité a le devoir d'intervenir.

En France, l'institution des magistrats du Parquet a pour but d'y répondre. Mais le Ministère Public n'agit vraiment qu'en matière pénale. Pour les causes civiles et sauf de

rares exceptions, il est présent à l'audience comme simple conseil du tribunal, non comme partie.

Le législateur annamite a poussé plus loin le souci de défendre les intérêts de la Société. L'ordre public, véritable entité métaphysique est en jeu toutes les fois qu'un procès civil ou pénal est porté devant le juge. Il requiert une protection efficace. La collectivité est une troisième partie présente à toutes les instances. On se demande si le législateur, poussant l'abstraction jusqu'à ses dernières limites n'a pas envisagé un dédoublement de chaque procès en un premier procès entre l'ordre public perturbé et les plaideurs solidairement responsables de cette perturbation et un second procès moins important entre le demandeur et le défendeur. Il n'a pas été créé de Ministère public pour représenter la société ; mais la loi a pour elle une préoccupation constante. Elle va s'en occuper de deux manières, en prenant directement sa défense et indirectement, en cherchant à moraliser les individus pour que le nombre de démêlés judiciaires diminue et que l'ordre public soit ainsi sauvegardé.

§ 1. — *La défense de la société.*

La justice doit tendre vers un but précis, la défense de l'intérêt social. Le peuple annamite, comme tous ceux qui ont une civilisation agricole, n'a que trop tendance à intenter des procès. Or rien n'est plus dangereux : la chicane surexciterait les passions, la haine couvrirait dans les campagnes et les pires malheurs pourraient en résulter. A certains moments, des cris d'alarme ont été poussés ; dans une instruction aux magistrats recueillie dans le *Liet trieu hien chung*, nous lisons : « Comment, mandarins de la capitale et des provinces, oseriez-vous dans ces conditions

ne pas vous conformer respectueusement aux volontés de notre auguste souverain en songeant aux moyens d'arrêter cette passion des procès et de mettre un terme à ces pratiques vicieuses ? »

Ce souci constant de protéger la collectivité contre le danger résultant du tempérament processif du paysan annamite va se traduire par trois conséquences fondamentales :

La justice privée sera proscrite, car si l'ordre public est déjà troublé par l'existence des litiges, la solution par la force de ces litiges lui porterait un coup mortel.

En second lieu, la procédure ne peut être qu'entièrement inquisitoriale. Les particuliers se contentent de saisir l'autorité : celle-ci fera le reste. Le procès n'est-il pas l'affaire de la société beaucoup plus que l'affaire des parties elles-mêmes ? L'intervention des parties assistées de leurs mandataires dans la conduite de la procédure est inconciliable avec le système annamite.

La troisième conséquence sera la prohibition absolue de toute immixtion de personnes non parties dans l'instance. De même que l'avoué n'a pas été créé, l'avocat ne peut exister. Une institution qui ne se justifie que parce qu'il existe des procès provoque la méfiance du législateur-moraliste qui y voit un danger plus grave que celui résultant de l'isolement du plaideur devant le juge.

La prohibition de la justice privée remonte très loin dans l'histoire annamite. Un décret impérial portant la date de 1145 stipule : « Ceux qui auront des contestations relatives à des questions de rizières, étangs, valeurs ou objets ne doivent pas s'adresser aux personnes puissantes et influentes pour les faire trancher. Ceux qui contreviendront à ces dispositions seront punis de 80 coups de bâton et condamnés à la servitude. » La formule de l'article 353 du Code des *Lê*

(1777) est plus générale : « Ceux qui revendiqueront avec violence des terres ou des rizières seront punis d'un abaissement de deux degrés. »

Le caractère inquisitorial de la procédure ressort du rôle presque exclusif du juge dans la conduite du procès. L'instance se divise en deux phases distinctes : la saisine du juge et l'action du juge depuis ce moment jusqu'au prononcé de la peine, solution obligatoire des litiges. Le plaideur se contente de déposer une plainte. Une fois celle-ci arrivée à destination, l'appareil de la justice se déclanche et fonctionne automatiquement. C'est pourquoi le législateur se préoccupe de protéger la plainte. L'article 229 du Code des *Lé* contient trois chefs de dispositions caractéristiques : le premier prévoit le crime consistant à charger quelqu'un d'arrêter le plaignant en route et de lui enlever sa plainte ; le second augmente la peine si le crime est commis alors que le plaignant est arrivé à l'une des portes de la Ville Impériale ; le troisième punit les gardes des portes qui, ayant vu ces faits, ne les auront pas portés à la connaissance du Souverain.

La plainte peut être écrite ou orale ; dans ce dernier cas, le plaignant vient frapper sur le tambour qui pend à la porte de chaque prétoire ; il est aussitôt introduit.

Le juge est saisi obligatoirement. « Ne pas prendre en considération une plainte fondée » entraîne l'application de l'article 303 du Code *Gia-long* ; la peine sera celle du coupable diminuée de deux degrés. Le juge est encore tenu de rendre sa sentence dans un délai strictement délimité. D'après un décret impérial de 1488, il doit vider les petits procès en cinq jours et les gros procès en dix. Le Code de procédure des *Lé* (1777) contient une réglementation rigoureuse des délais de justice. Le Code *Gia-long*, plus accom-

modant, se contente de stipuler (décret 1 de l'article 302) qu'en cas de retard, le Tribunal supérieur dont relève le juge négligent adressera un rapport au gouvernement. Cependant, le décret 1 de l'article 370 stipule que « tout tribunal de la capitale chargé de juger une affaire doit terminer son jugement dans le délai d'un mois ».

Cette procédure présente deux avantages remarquables, la rapidité et la simplicité ; il faut lui en reconnaître une troisième : la gratuité. On pourrait nous objecter que le Code de Procédure des *Lê* comporte un chapitre consacré aux droits d'arec, de remerciement etc... Mais nous croyons que les frais de justice n'ont existé qu'aux environs de 1777 : ce fut une période de décadence et d'abus de toutes sortes. Dès son avènement, *Gia-long* s'empressa d'abolir cette institution critiquable et restitua la tradition de l'intégrité du juge.

Nous arrivons à la conséquence extrême du souci de protection de l'intérêt social. Toute intervention étrangère dans une instance quelconque est sévèrement réprimée. Le législateur annamite ne s'est pas élevé à la conception du défenseur. Pour lui, toute personne qui s'ingère dans les procès d'autrui ne peut être animée que d'intentions malveillantes. Cette hantise l'a poussé jusqu'à interdire l'enseignement du droit. L'article 59 du Code *Gia-long* peut prêter à controverse, mais Philastre, qui a observé consciencieusement les institutions annamites de l'époque des *Nguyen*, nous affirme que l'enseignement du droit était interdit.

Ceux qui, ayant pénétré les secrets de la procédure, cherchent à les utiliser, méritent la sévérité de la loi. Le Code *Gia-long* se croit obligé de stipuler l'impunité pour l'intervention occasionnelle, dans une pensée louable ; encore faut-il que les conseils et instructions soient donnés sans fausser

la réalité et les plaintes et mémoires, rédigés sans diminuer ni augmenter la faute. Quant à ceux qui s'occupent plus souvent des procès d'autrui, l'art. 309 les fustige sous le nom de « maîtres experts en procédure », passibles du crime d' « exciter à faire des procès ». La peine sera celle du coupable de chaque affaire avec la seule perspective, quand il s'agit de la peine capitale, de diminution d'un degré. Le décret 1 de l'art. 340 défend aux étudiants de hanter les prétoires. Le législateur va plus loin ; l'homme de loi est une calamité publique ; il faut que l'Administration veille à ses agissements et arrête le mal à sa source : « Si le fonctionnaire du lieu n'est pas capable de l'arrêter et de réprimer ses agissements, si ce fonctionnaire a seulement manqué de surveillance et ne s'est pas aperçu du fait, il sera sévèrement puni selon les règlements ; s'il a connu clairement le fait et n'en a pas rendu compte et si l'autorité supérieure, instruite, poursuit et informe, ce fonctionnaire local sera, selon le décret relatif à ceux qui ne font pas d'enquête contre les brigands et ne les arrêtent pas, mis à la disposition du ministère pour être l'objet d'une délibération et d'une décision » (art. 309, décret II).

Remarquons que le législateur annamite est logique envers lui-même. Il a eu la sagesse de ne pas adopter le 6^e décret de l'article correspondant du Code mandchou dont il s'est inspiré ; cette disposition ordonne la destruction des livres de procédure et prévoit des peines contre les imprimeurs, libraires, acheteurs et recéleurs. Le bon sens annamite fait rejeter ce texte qui condamne la connaissance juridique en elle-même. Si le peuple peut ignorer les règles procédurales, le magistrat au moins doit les connaître !

Cette divergence entre le Code mandchou et le Code *Gia-*

long est une preuve que ce dernier n'a pas été qu'une copie servile.

§ 2. — *La moralisation de l'individu.*

Le législateur croit que trancher purement et simplement un litige ne suffit pas. Il faut profiter de cette occasion pour moraliser les hommes. La tentative de moralisation va comporter trois échelons successifs. La loi, bienveillante, au début, devient d'étape en étape plus sévère. Elle protège l'innocent et le faible victimes de l'injustice mais n'a pas de ménagement pour les amateurs de chicane.

Au premier degré, il faut chercher si une solution amiable du litige est possible. La conciliation sera le préliminaire obligatoire de tout procès civil.

Au second degré, la conciliation n'ayant pu aboutir, le procès civil se transformera en procès pénal.

Au troisième degré, la procédure pénale étant indistinctement appliquée à toutes les affaires, l'accusé pourra subir la prison préventive ; mais l'accusateur lui-même sera dans une certaine mesure privé de sa liberté.

Les affaires civiles viennent en conciliation devant les autorités communales. Les Notables sont vis-à-vis de leurs administrés comme un père vis-à-vis de ses enfants. Ils doivent leur donner des conseils éclairés dans toutes les circonstances difficiles de leur vie. Sitôt qu'un litige naît entre deux habitants de la commune, ils interviennent pour qu'un procès démoralisant ne s'en suive pas. C'est pour eux un droit en ce sens qu'une contestation civile ne peut être portée directement devant le juge. Le fait de passer outre au préliminaire de conciliation entraîne pour les contrevenants une pénalité. C'est en même temps un devoir, car les autorités communales, responsables du maintien du bon

ordre, peuvent s'attirer des sanctions de l'Etat pour n'avoir pas réprimé la passion processive de leurs administrés.

La procédure de conciliation est simple et paternelle. Les deux parties sont convoquées à la maison communale, elles exposent librement leurs desiderata. Les Notables s'informent pour savoir de quel côté est la vérité et proposent un arrangement à l'amiable. Ils statuent d'après la coutume et aussi selon l'équité.

Sous la dynastie des *Nguyen*, il y eut deux étages de conciliation. Quand une première conciliation devant les autorités communales échoue, les parties viennent devant le chef ou le sous-chef de canton.

Supposons que les parties n'ont pu se concilier ; le procès est porté devant le juge. A ce moment, l'affaire civile se transforme en affaire pénale. Cette transformation est l'une des particularités marquantes de la procédure annamite. Luro, dans son livre « Le pays d'Annam » propose l'explication suivante : Le juge commence par lire le droit aux plaideurs ; lorsqu'une partie refuse de se soumettre au droit qui a été lu, il en résulte qu'elle prétend que la partie adverse a commis envers elle un délit. Nous préférons celle de Charles Fournier-Wailly : « L'une des deux parties commet une faute morale en ne reconnaissant pas la prétention de l'autre. Si c'est le défendeur qui a tort, il a commis un acte de même nature que le vol, l'objet du vol étant ici celui du litige. Si, au contraire, c'est le demandeur dont la prétention est injustifiée, il est assimilé à celui qui, usant de manœuvres artificieuses et de pièges, se sera emparé de valeurs ou d'objets d'autrui ».

C'est en effet le concept de moralité qui domine toute la matière et qui fournit la clé de l'énigme. Le procès offre un

spectacle démoralisant contre lequel il faut réagir. En troublant l'ordre public, les plaideurs ont commis une faute qui appelle une sanction. Une peine sera obligatoirement prononcée à l'issue du litige. La partie qui a le droit de son côté peut en être exemptée ; mais il n'y a aucune raison pour exonérer l'autre partie.

La transformation de la nature du procès civil est une pénalisation des plaideurs et comme la peine, dans la pensée du législateur annamite, sert à améliorer les hommes, elle constitue une tentative de moralisation.

Devant le mandarin, il n'y a plus que des affaires pénales, une procédure unique se déroule. Le demandeur devient l'accusateur et le défendeur l'accusé. Il est inutile de nous demander quel peut être le sort de ce dernier. La prison préventive existe dans tous les systèmes juridictionnels. Mais en droit annamite, l'accusateur ne peut guère se vanter d'être un privilégié. C'est chose évidente que l'accusation calomnieuse n'aura pas droit à l'indulgence de la loi ; l'article 305 du Code *Gia-long* ne laisse aucun doute à cet égard. Mais la condition normale de l'accusateur ou du plaignant est déjà propre à guérir les gens de leur passion processive. Il doit — sitôt le Tribunal saisi — se tenir à la disposition de la justice. Cela semble assez normal, mais la lecture de l'art. 372 du Code *Gia-long* est édifiante ; les magistrats sont tenus de renvoyer le plaignant aussitôt l'affaire terminée, c'est-à-dire à le remettre en liberté. Il n'était donc pas libre ! Il serait peut-être exagéré de parler d'emprisonnement, mais il existait à coup sûr un système de liberté surveillée. Les articles 308 et 311 du même Code interdisent aux femmes, enfants, vieillards et fonctionnaires de se porter eux-mêmes plaignants, sans doute parce que cette situation ne vaut rien

pour des personnes qui, par leur sexe, leur âge ou leur rang social méritent d'être respectées.

Le législateur veut faire la balance égale entre deux idées, d'une part celle que justice doit être faite, quand un droit est violé, de l'autre, celle que la loi doit poursuivre la moralisation des individus. C'est pourquoi l'accès du tribunal est libre, le magistrat se tient à la disposition des plaideurs. Par contre, le fait de saisir le juge dans une pensée de chicane ne demeurera pas impuni. Mais par là même, l'appareil de la loi est devenu redoutable. L'adage populaire « *Vo Phuc dao tung dinh* » — C'est grand malheur que de plaider — n'a fait que traduire la stricte réalité.

Il est probable que le législateur a trop penché du côté de la morale et que le caractère dangereux du recours aux Tribunaux a nui à l'intérêt d'une bonne justice. Pour le moment, nous nous abstenons de toute critique. Nous nous contentons de restituer l'esprit de la loi annamite dans son intégrité. Cependant une constatation s'impose : le système que nous avons décrit a produit tous les résultats escomptés au point de vue de la moralisation. Peu de procès civils, d'après le témoignage de Luro, arrivaient devant le mandarin. La conciliation obligatoire constituait un filtre remarquable. Les intermédiaires qui font leur profit des procès d'autrui n'existaient pas. Seuls les honnêtes gens, victimes d'injustice, osaient venir frapper au tambour qui pendait à la porte du prétoire formidable. Les Chicanneau et Comtesse de Pimbêche étaient des personnages inconnus des spectacles que les comédiens ambulants donnaient dans les villages annamites, aux réjouissances du troisième mois de l'année lunaire.

SECTION II. — LE PRINCIPE D'AUTORITÉ.

Pour que la justice puisse atteindre le double but qu'elle se propose : défense de la société et moralisation de l'individu, il faut que le magistrat ait une grande autorité ; il faut l'investir des pouvoirs les plus étendus. C'est pourquoi il possède à la fois la « *jurisdictio* » et l'« *imperium* » au plus haut degré, réunissant en sa personne les attributions du « *judex* » et du préteur des Romains. Il paraît beaucoup plus puissant que le juge dans les divers systèmes européens.

De ce principe d'autorité, nous pouvons déduire deux conséquences importantes :

Il n'y aura pas de juge spécialisé ; le juge sera le mandarin qui administre, car l'autorité, pour être forte, doit être concontrée et non dispersée dans des mains différentes.

Mais, indépendamment de l'autorité mandarinale, le juge possédera aussi des pouvoirs spéciaux, en tant que juge.

§ 1. — *L'unité d'autorité.*

Le législateur annamite n'a pas connu la séparation des autorités. Le mandarin administre et rend la justice. A tous les degrés de la hiérarchie, le juge est un administrateur. Même à la Cour, il n'y a pas de spécialisation. Le *Bo Hinh* n'est que le ministère des peines devant lequel vont les procès criminels, mais tous les autres ministères connaissent des affaires judiciaires. Enfin, au-dessus de tout, l'Empereur réalise la confusion suprême de tous les pouvoirs.

La distinction des autorités administratives et judiciaires apparaît irrationnelle à l'esprit annamite. L'autorité est par essence unique et n'est pas susceptible de se fractionner. Imaginer deux pouvoirs indépendants l'un de l'autre est

pure utopie. Par la force des choses, l'un sera primé par l'autre.

Entre l'Administration et la Justice, il y a des rapports étroits, surtout dans une Société où règne la morale, où tout converge vers le souci de perfectionner les hommes. Le législateur ne pouvait songer à un principe qui était en désaccord avec la réalité des choses et qui serait en plus susceptible d'inconvénients nombreux.

L'unité d'autorité permet d'éviter des conflits : supposons que le juge empiète sur le domaine de l'Administration et condamne certains actes administratifs ; supposons que l'administrateur contrecarre l'action du juge. Quels désordres en résulteraient ! Le peuple n'aura plus confiance dans le gouvernement quand il aura entendu des décisions contradictoires.

Le principe de l'unité simplifie les rouages administratifs ; la séparation équivaut à leur dédoublement, ce qui entraînerait un accroissement de charges budgétaires. Or l'idéal en matière d'administration n'est-il pas de faire la besogne avec le minimum de personnel et le minimum de dépenses ?

D'ailleurs, le principe de séparation poussé à ses limites extrêmes est en contradiction flagrante avec le système politique du Vieil Empire d'Annam. L'Empereur recevait un mandat du ciel de gouverner les cent familles des *Viêt* ; de ce fait, il possédait une autorité unique et absolue. Les mandarins n'étaient que ses délégués et n'avaient aucun pouvoir propre. Séparer les autorités judiciaires des autorités administratives eût conduit logiquement à l'institution d'une Cour Suprême, l'égale du Pouvoir Exécutif et que l'Empereur n'aurait pas tolérée.

Quoi qu'il en soit, le juge, étant fonctionnaire administra-

tif, va bénéficier de toutes les prérogatives attachées à cette qualité. On ne se rend pas souvent compte de l'importance du mandarinat des anciens temps. Le mandarin n'était pas un fonctionnaire comme tous les autres fonctionnaires. Aux yeux du peuple, il avait un prestige inégalable qu'il devait tant à l'autorité impériale qui l'avait investi qu'au renom qui s'attachait aux concours littéraires qu'il avait passés.

Délégué par l'Empereur pour être père et mère du peuple, il se trouvait sous la protection des articles 128, 132, 138 du Code des *Lê* et 252, 274, 275, 279, 294 du Code *Gia-long*. Le fait de lui résister, de ne pas obtempérer à ses ordres entraînait une peine de servitude, d'exil ou de mort. Il était spécialement protégé contre le délit d'outrage. Sa personne était aussi sacrée que celle du Souverain. Tout complot de meurtre dirigé contre lui était sanctionné de peines sévères, dont la strangulation et la décapitation.

Mais le mandarin était surtout le lettré, membre de l'aristocratie du mérite recrutée par voie de concours et qui fut la seule tolérée en Annam. Nos grands-pères nous parlent encore de ces concours triennaux qui préoccupaient la nation tout entière et qui, sur des dizaines de milliers de concurrents, en prenaient finalement une centaine pour en faire des chefs. Nul ne devenait mandarin sans avoir passé par là. Il y eut évidemment quelques exceptions comme il en existe à toutes les règles formulées par les hommes. Mais le principe était en général très respecté et c'est pourquoi le mandarin avait droit à des honneurs spéciaux. Partout où il allait, il s'adjudgeait la première place ; les riches particuliers n'osaient pas lui disputer la préséance ; l'argent n'avait d'ailleurs aucun pouvoir dans la vieille société annamite ; les lois somptuaires étouffaient le luxe démoralisateur.

La plaquette d'ivoire, insigne du mandarinat, avait la valeur d'un symbole. Il ne faut jamais perdre de vue le côté

morale quand on étudie les anciennes institutions de l'Empire d'Annam. Sans quoi, on s'exposerait à s'étonner de bien des choses ! M. Lasaulce dans sa thèse « La Commune Annamite et l'organisation administrative annamite » (Paris 1912) constate que la solde annuelle d'un mandarin du premier degré, première classe, sous la dynastie des Nguyen n'était que de 870 fr. à quoi s'ajoutaient 300 mesures de riz. Ils étaient acculés à la concussion, conclut-il. Sans doute un certain nombre de mandarins étaient-ils concussionnaires, mais la plupart ne l'étaient pas et tous n'étaient pas forcés de l'être. A défaut d'un traitement avantageux, l'autorité morale leur suffisait. Pour recruter ses administrateurs-juges, le législateur annamite avait spéculé, non sur les intérêts égoïstes ; mais sur l'esprit d'idéalisme des hommes ; cette spéculation a peut-être fait faillite, elle n'en garde pas moins une élévation singulière.

§ 2. — *La théorie des pouvoirs du juge.*

Le juge, en tant que tel, possède des pouvoirs spéciaux quant à la conduite du procès et quant à l'application de la loi.

Il reçoit du législateur toute latitude pour rechercher les preuves et se faire une conviction ; il n'est pas lié par des formalités minutieuses. Les instructions impériales de la période des *Lê* lui recommandent d'apporter un soin respectueux à l'exercice de ses fonctions : il ne doit « examiner et instruire les procès sans équité, citer et faire comparaître sans nécessité et dans un but de tracasserie. » Ce sont des prescriptions d'ordre général qui ne devaient pas constituer de sérieuses entraves. Pareille conclusion peut être dégagée de l'étude du Code de procédure qui se trouve adjoind au

Code des *Lê* dans le recueil *Liet trieu hiên chuông loi chi* de *Phan Huy Chu* et dont M. Deloustal a donné une traduction excellente ; on y trouve un amas impressionnant de conseils et de défenses, mais leur généralité autant que leur masse incohérente n'ont pas dû gêner considérablement la liberté d'action du juge. Le Code *Gia-long* est avare en formalités. On ne peut guère citer que les articles 371 — l'instruction doit porter sur les faits énoncés dans l'accusation — 377 — les magistrats doivent apporter tous leurs soins à la constatation des blessures — et le décret I de l'article 388 — ils doivent établir eux-mêmes la minute des jugements.

En somme, sauf les délais impartis, il n'existe pas de prescriptions rituelles qui puissent enchaîner le juge ; d'ailleurs, aucun mécanisme n'eût assuré leur observation fidèle ; les plaideurs, à la merci des magistrats, sont absolument incapables d'élever sur l'heure la moindre protestation.

Outre les éléments de conviction ordinaires, le juge dispose de la question comme moyen de probation ; des abus irréparables sont à craindre, mais même dans cette matière, il n'existe pas de réglementation précise.

D'autre part, le juge est librement convaincu ; quoiqu'une grande importance soit accordée au titre dans le Code des *Lê*, nous sommes autorisés à croire, en l'absence de textes formels en sens contraire, qu'il peut et doit statuer sur sa conviction intime.

Cette absence de formalisme est d'autant plus curieuse que les rites existaient partout ailleurs dans la vie annamite comme dans celle de toutes les nations de culture confucéenne. « Les rites, dit Confucius, c'est le moyen de régler les choses. Dans toutes les circonstances de la vie, le Sage a une manière certaine de les régler. » Le mot de Caillery sur la Chine peut aussi bien s'appliquer à l'Annam : « Le

cérémonial résume l'esprit chinois tout entier et à mes yeux le cérémonial des rites ou des cérémonies est la monographie la plus exacte et la plus complète que cette nation à part ait donnée d'elle-même au reste du monde. »

Pourtant aucun rite n'est observé pour rendre la justice ; la procédure étonne par sa simplicité.

C'est que le législateur n'a pas cru utile d'astreindre le juge à des formalités ; c'est qu'il veut lui donner des pouvoirs étendus pour mener à bien la mission qui lui est confiée. Plutôt que de prévoir ce qui doit se produire dans tel ou tel cas déterminé, il préfère s'en remettre à la conscience du juge. Ce dernier m'a-t-il pas été nourri de préceptes de morale depuis son enfance ? N'est-il pas le lettré, le Sage de la vieille cité ? En toutes circonstances, on peut croire qu'il aura le souci du bien commun et agira avec équité. Créer un formalisme ne servirait qu'à gêner son action.

Cette conception du juge autoritaire va nous permettre de contester une théorie qui veut qu'il n'eût qu'un rôle servile dans l'application de la loi. Philastre fait appel à deux principes fondamentaux : 1° Le magistrat ne doit faire autre chose que reconnaître la nature de la faute et appliquer la peine telle que la loi la prononce sans jamais pouvoir faire varier cette peine en raison des circonstances particulières du fait. 2° La peine doit toujours être exactement proportionnée à la faute. Le législateur aurait eu l'intention de faire du juge un automate et ç'aurait été la raison pour laquelle les textes législatifs furent aussi variés et aussi abondants.

Nous ne croyons pas à la valeur absolue de cette explication. En effet, le second principe est une prescription d'ordre général et le premier ne fait que consacrer le régime de la légalité ; le juge doit appliquer la loi ; la question d'inter-

prétation reste entière. Le juge reconnaît la nature de la faute, mais comment, de quelle façon doit-il s'y prendre ? il y a matière à jurisprudence. Cependant il est défendu de citer dans un jugement une sentence antérieurement rendue. Cela résulte du § 2 de l'art. 380 du Code *Gia-long* : « Les arrêts impériaux prononçant des peines, spécialement rendus dans les cas particuliers et qui m'ont pas encore été érigés en lois ne peuvent être cités et considérés comme des lois. » Philastre estime que cette disposition est inspirée par une méfiance du législateur qui craint que le juge ne cherche à embrouiller les textes. Nous croyons qu'elle est fondée plutôt sur le souci de laisser au juge l'entière responsabilité de son interprétation ; ç'eût été, pour ce dernier, se couvrir en quelque sorte que d'invoquer les précédents judiciaires.

L'idée de défiance à l'encontre du juge a été certainement exagérée. Elle est d'ailleurs inconciliable avec l'harmonie générale du système annamite. Le juge n'a aucun pouvoir propre ; il n'est qu'un mandataire du Souverain, révocable *ad nutum*. Il n'y a aucune raison pour le législateur impérial de douter d'emblée de lui.

En réalité, le juge est lié par la loi, mais l'interprète librement, à ses risques et périls.

Il a à sa disposition, certains textes d'une portée incalculable. Le Code des *Lê*, dans la section « Des délits divers », comporte deux articles intitulés « Des individus qui se rendent coupables de nombreux actes répréhensibles » et « De ceux qui font ce qui ne doit pas être fait » ; grâce à eux, commente *Phan huy Chu*, « ceux qui détiennent les lois sont toujours armés dans les cas imprévus et peuvent sévir dans les justes limites en estimant le degré de gravité de la faute commise et tous les faits non prévus dans ce Code peuvent être jugés selon les principes de la plus haute justice. En

outre, cette manière d'apprécier les faits selon l'esprit général des lois, sans être tenu par les prescriptions invariables des articles de lois eux-mêmes, constitue un instrument merveilleux de juridiction à côté des règles ordinaires ». Le Code *Gia-long* contient également un article « De ce qui ne doit être fait » et le décret 3 de son article 380 prévoit un cas où le juge peut suppléer aux lacunes de la législation.

La magistrature annamite apparaît ainsi toute puissante. Dépositaire des textes de la Loi, elle fut seule à en pénétrer l'esprit, l'enseignement du Droit étant interdit dans le peuple. L'intervention d'aucun homme de loi n'était tolérée ; la procédure se déroulait dans un mystère absolu et nul ne pouvait prévoir la sentence qui allait sortir, Minerve tout armée, de la pensée du juge. Pendant des siècles, le paysan d'Annam n'a approché son prétoire qu'en tremblant et n'a connu la Justice que personnifiée dans ce prêtre redoutable qui châtiât en officiant.

SECTION III. — THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DU JUGE.

Le juge ainsi investi peut employer son autorité à satisfaire des passions inavouées ou une haine personnelle : il attenterait trop facilement à la liberté ou à la vie des gens. Sans aller jusqu'à cette hypothèse extrême, il est humain que celui qui a le pouvoir en main tende à abuser du pouvoir. Le législateur annamite a compris le danger et a cherché un remède. C'est ainsi que furent établies à l'encontre du juge des dispositions menaçantes : tout manquement de sa part à une obligation professionnelle entraînerait l'application d'une sanction pénale.

C'est le système de la responsabilité personnelle. Il ne peut s'agir d'une responsabilité étatique, car l'Etat — en la

personne de l'Empereur — n'entend pas couvrir les abus ou les erreurs du juge ; bien au contraire, il lui fera grief d'avoir manqué à la mission à lui confiée. D'autre part, le fait de tromper la confiance impériale ne peut se liquider par une condamnation civile, il se réglera obligatoirement par le prononcé d'une peine.

Ainsi le principe d'autorité reçoit une limitation ; le législateur a donné des pouvoirs étendus au juge, mais il le punira sévèrement chaque fois qu'il s'écartera du devoir. Les garanties de bonne justice consistent non dans le formalisme de l'instance ou la présence du défenseur, mais dans les pénalités qui menacent les magistrats incapables ou de mauvaise foi.

Sans avoir la souplesse du système européen des contre-poids, ce système présente une logique impeccable : un juge qui risque au moindre écart sa carrière et même sa liberté pèsera certainement la sentence qui sortira de sa bouche. Il sera peu enclin à mal faire et devra, dans l'accomplissement de ses fonctions, déployer le maximum d'attention et le maximum d'efforts. La dignité mandarinale est prestigieuse, mais crée une responsabilité terrible. A Rome, on rappelait aussi aux magistrats que près du Capitole, il y avait la Roche Tarpéienne.

Nous envisagerons successivement les cas de responsabilité et la mise en œuvre de cette responsabilité. Nous dirons enfin quelques mots de la responsabilité de l'Empereur, premier magistrat du Pays d'Annam.

§ 1. — *Cas de responsabilité.*

Si l'on établit une comparaison entre la théorie française et l'ancienne théorie annamite de la responsabilité du juge, on voit que les deux systèmes commencent par avoir des

points de contact, puis divergent profondément. Ils admettent tous les deux une incrimination pour dol, fraude, concussion et faute lourde professionnelle. Mais tandis que, pour la simple faute professionnelle, le juge français est irresponsable, la prise à partie est en quelque sorte généralisée pour le juge annamite à l'infini : ce dernier est tenu toutes les fois qu'il y a quelque chose à dire contre sa sentence.

Passons rapidement sur les cas de dol et de fraude ; c'est une faute inexcusable aux yeux du législateur annamite. Le juge qui fait le procès sien sera condamné à la place du coupable. L'article 685 du Code des *Lê* porte que « les juges qui auront volontairement innocenté ou incriminé quelqu'un en acquittant entièrement un coupable ou en condamnant une personne entièrement innocente seront punis de la totalité de la peine (prévue pour la faute dont elle aura été à tort accusée ou innocentée) ». Ces mêmes dispositions se retrouvent presque textuellement dans l'article 374 du Code *Gia-long*.

La concussion fait l'objet d'une réglementation très complète dans le Code *Gia-long*. Il suffit de reproduire l'intitulé des articles consacrés à la matière et qui sont au nombre de six : Art. 312. Des fonctionnaires et employés qui acceptent des valeurs ; Art. 314. Accepter des valeurs après une affaire ; Art. 315. Des fonctionnaires et des employés qui écoutent des promesses de dons de valeurs ou d'objets quelconques ; Art. 316. De ceux qui, impliqués dans une affaire, sollicitent au moyen d'offres de valeur ; Art. 317. Des personnes investies d'une autorité publique qui extorquent par sollicitation ou se font prêter des valeurs ou objets par quelqu'un ; Art. 318. Des personnes de la famille (des fonctionnaires) qui sollicitent pour se faire donner. Notons que les

pénalités prévues sont modérées, contrairement à ce à quoi on s'attend. « Tout fonctionnaire ou employé qui aura accepté des valeurs sera puni en graduant la peine par la valeur du produit de l'action illicite ». Le Commentaire officiel de l'article 312 établit pour les « vers rongeurs » un tarif savant : tant d'onces d'argent, tant de coups de truong (gros rotin). Deux déductions sont possibles ; cette modération et cette tarification prouvent que le législateur s'accommode de la concussion comme d'un mal incurable... ou nécessaire, ce qui est inconciliable avec son idéal de moralité ou bien qu'il la considère, simplement et à juste titre, comme un vice peu généralisé et sans importance, ce qui met en doute l'accusation de vénalité dont on entend charger le corps mandarinal tout entier.

La faute lourde professionnelle est très aisément assimilable au dol dans le système annamite. Une erreur ne peut être tolérée de la part du magistrat éclairé quand elle produit des conséquences désastreuses pour les plaideurs ignorants. Cependant il en sera tenu compte pour la détermination de la sanction. L'art. 685 du Code des *Lê*, à la suite de la disposition que nous avons citée plus haut, contient la suivante : « Lorsqu'en prononçant une condamnation, les juges... auront incriminé ou innocenté quelqu'un par erreur, dans chaque cas la peine dont ils seront passibles sera diminuée de deux degrés ». Tel est bien l'esprit de l'art. 387 du Code *Gia-long*. Tout fait qui témoigne d'une négligence grossière, d'une incapacité notoire ou d'une légèreté impardonnable équivaudra à une faute intentionnelle amoindrie.

Nous arrivons maintenant à la faute professionnelle. Disons tout de suite qu'on ne peut apprécier cette notion à la lumière du droit moderne. En effet, le juge annamite avait

un rôle et une autorité particulières. De là découlent des obligations aussi variées que nombreuses, en fonction desquelles nous allons déterminer sa responsabilité.

Le juge est tenu en premier lieu de faire un examen minutieux de tous les cas qui lui sont soumis. Une instruction impériale de la période des *Lé* recommande aux magistrats : « Que vos enquêtes respirent la loyauté ; Efforcez-vous de discerner la nature des fautes commises, de voir s'il s'agit d'une négligence ou d'un acte volontaire, si le fait a été commis par erreur ou par préméditation ».

Le juge doit appliquer judicieusement la loi ; pour cela, il faut d'abord la bien connaître. L'article 59 du Code *Gia-long* organise un curieux système d'examen annuel de droit pour tous les fonctionnaires : « A la fin de chaque année, à la capitale comme dans les provinces, ils doivent être interrogés et examinés, chacun par l'autorité supérieure dont ils relèvent. S'il s'en trouve qui ne puissent expliquer les textes et qui n'entendent pas le sens de la loi... ils seront punis d'une retenue d'un mois de traitement ».

L'interprétation saine de la loi est garantie par le § 4 du même article. « Faire mensongèrement des interprétations inusitées » mérite la décapitation avec sursis. Cette disposition est manifestement d'une sévérité exagérée, mais il ne faut non plus la considérer à l'exemple de M. *Phan Van Truong* (Thèse Paris 1922) comme un épouvantail, une épée de Damoclès capable de paralyser tous les magistrats. Nous croyons qu'il faut mettre l'accent sur le mot « mensongèrement » : il s'agit bien d'un délit intentionnel ; le juge de bonne foi est sûr de se trouver en dehors de cette disposition... meurtrière. Nous estimons d'autre part que l'interprétation doit être personnelle, la jurisprudence ne pouvant être invoquée, et qu'elle a pour base tant l'esprit

des textes que les principes d'équité contenus dans la doctrine confucéenne.

En ce qui concerne la conduite de la procédure, le juge doit observer les délais, se montrer scrupuleux, se récuser dans les cas prévus, suivre toutes les prescriptions qui lui sont édictées par le Code. Nous avons vu que ces dernières sont très vagues : elles sont d'autant plus dangereuses, l'absence de formalisme augmente l'autorité du magistrat, mais met à sa charge une entière responsabilité.

En général, le juge doit s'acquitter de ses fonctions avec dévouement et c'est cette idée morale qui domine toute notre matière. Ayant reçu en garde la vie et la liberté des habitants de l'Empire, il se doit à la mission qui lui est confiée ; il en devient l'esclave au point que sa personnalité propre s'efface. C'est ainsi qu'il doit résider à perpétuelle demeure à son poste (art. 394 Code *Gia-long*), ne pas pousser l'amour de l'art jusqu'à entretenir des chanteuses (art. 340), ne pas acquérir des terres dans sa circonscription judiciaire, ne pas épouser une femme originaire des mêmes lieux, ne pas prêter l'oreille aux flatteries, etc... etc...

Dès lors, la notion de faute professionnelle prend une ampleur insoupçonnée ; elle s'apprécie non seulement par manquement à des prescriptions légales, mais encore par manquement à la morale ou à l'obligation de dignité. En d'autres termes, le juge n'est pas tenu à une obligation de moyen, mais à une obligation de résultat : faire régner l'Ordre et la Moralité. Pour chaque affaire en particulier, il sera responsable toutes les fois que sa sentence n'aura pas satisfait l'obscur sentiment de justice qui s'éveille dans le peuple au vu de l'iniquité d'où est sorti le procès.

§ 2. — *Mise en œuvre de la responsabilité.*

Pour assurer le bon fonctionnement des juridictions, il existe un double contrôle, contrôle a priori dû à la hiérarchie administrative et à l'institution des inspecteurs et contrôle à posteriori résultant des théories de l'appel et de la vérification des jugements.

Le mandarinat est extrêmement hiérarchisé ; une discipline absolue règne dans ses rangs ; on peut dire que c'est une armée civile, si jamais ces deux termes pouvaient être accouplés. La faute du subordonné rejait sur ses supérieurs ; ces derniers sont ainsi tenus d'une surveillance constante.

Mais la particularité de l'Administration annamite, c'est l'existence d'un Corps d'Inspecteurs qui en constitue un rouage primordial. A la Cour, de hauts fonctionnaires appelés Censeurs ont le droit de s'adresser en toutes circonstances au Souverain ; ils ont une compétence illimitée et l'impunité leur est assurée, quand même ils critiqueraient les faits et actes impériaux. Des inspecteurs mobiles sont envoyés dans les provinces ; voyageant incognito, ils peuvent observer à leur aise le travail et la conduite des mandarins qui font l'objet de longs rapports. On les choisit parmi les lettrés connus par leur probité et leur désintéressement. Les lauréats des concours qui ne veulent pas accepter un emploi rémunéré peuvent ainsi se consacrer à la chose publique. Sombsthay nous rapporte que douze seulement sur les 46 *trang nguyen* — premiers docteurs de l'Empire — acceptaient des emplois administratifs. Les autres préféreraient se consacrer à l'enseignement privé et furent probablement chargés de l'inspection mandarinale.

D'après le témoignage de nombreux auteurs, les inspec-

teurs, sous la dynastie des *Nguyen*, ont eu un rôle très actif et bienfaisant. Les juges véreux — vers rongeurs comme les qualifiait le Code — étaient démasqués impitoyablement.

Le contrôle a posteriori est également très efficace. Toutes les fois qu'une sentence est révisée, le juge est en faute.

Cette responsabilité très lourde est mise en jeu en premier lieu par la théorie de l'appel.

L'appel en droit annamite n'est pas fondé sur le souci d'assurer aux justiciables un double ou multiple examen des affaires puisque déjà la théorie de la révision des jugements remplit cet office. Il est essentiellement dirigé contre les magistrats et constitue une sorte de prise à partie automatique. Dès qu'un plaideur se plaint que justice ne lui a pas été rendue, il met en cause son jugé.

Le code de procédure des *Lê* reconnaît un droit à l'appel très large. L'appel se fait d'une juridiction inférieure à la juridiction immédiatement supérieure et ainsi de suite, l'affaire passant par plusieurs degrés de juridiction. Certains cas graves peuvent aller devant le souverain lui-même. Pour prévenir les abus, il est prévu deux limitations :

1° On ne peut « faire appel que pour des affaires graves », article 24 Code de Procédure. Le même article prévoit un premier et dernier ressort et en fixe le taux.

2° L'appel non fondé est puni d'une peine (article 685 Code des *Lê*) ainsi que de dommages-intérêts envers le juge faussement incriminé, selon un tarif établi par le Code de procédure.

Le Code *Gia-long* consacre le droit à l'appel dans ses articles 301 et 303 *in fine* ; le décret 1 de son article 375 réglemente le pourvoi devant le Tribunal des Règles. Il pousse le scrupule jusqu'à obliger les magistrats à demander au condamné ou sa famille, en cas de condamnation au travail

pénible, à l'exil ou à la mort, si le condamné accepte par écrit de se soumettre à la sentence ou s'il entend en interjeter appel.

La révision ou vérification des jugements par l'autorité supérieure est surtout en honneur dans la législation des *Lé*. Le mécanisme nous est indiqué par un décret impérial portant la date de 1717, recueilli dans le *Liet trieu hien chuong* : « A la 3^e décade du 10^e mois, les *Phu* procéderont à la vérification des jugements rendus par les *Huyen*. Dans la 1^{re} décade du 11^e mois, les *Thua Ti* vérifieront les jugements rendus par les *Phu*. Dans la 2^e décade du même mois, les *Hien Ti* vérifieront les jugements rendus par les *Thua Ti* ainsi que ceux rendus par les *Chan Thu* et *Luu Thu*.

Dans la 3^e décade, les Censeurs de *Dao* vérifieront les jugements des *Hien Ti*. Pendant cette même décade, les Censeurs vérifieront les jugements rendus par les Censeurs de *Dao*. Les jugements devront être vérifiés dans l'espace d'une décade. Cette opération terminée, les Censeurs de *Dao* et les *Hien Ti* devront transmettre sans retard à la Cour des Censeurs les registres vérifiés par eux et les registres qui leur auront été transmis par les juridictions inférieures. Dans la 1^{re} décade du 12^e mois, la Cour des Censeurs devra transmettre au Conseil du Gouvernement ses propres registres de vérification ainsi que ceux qui lui auront été transmis par les juridictions inférieures. » Nous doutons que ces dispositions aient été intégralement appliquées. Elles témoignent cependant de la préoccupation vigilante du législateur. Nous aimons à citer ici une réflexion judicieuse de Pierre Pasquier : « Il se peut que la recommandation sans cesse renouvelée aux fonctionnaires ...de veiller au bien du peuple ne soit qu'un mot, mais c'est déjà beaucoup qu'il y ait ce mot. » (*L'Annam d'Autrefois*).

§ 3. — *La responsabilité impériale.*

Nous ne pouvons clôturer cette section sans dire un mot de la responsabilité impériale. En effet, l'Empereur est le sommet de la vieille construction politique annamite et, de quelque institution qu'on parte, on arrive toujours à lui. Il est au point culminant de la hiérarchie administrative. C'est devant lui qu'on interjette l'appel suprême. Il est bien le premier magistrat du pays d'Annam.

Or ce magistrat peut-il être tenu d'une responsabilité quelconque ? ou bien peut-il agir à sa guise ? N'a-t-il d'autre borne que son bon plaisir ?

On serait tenté de le croire, car aucun texte de loi ne limite la puissance impériale. Mais ce serait une erreur, car la théorie de la fonction impériale a été dégagée dès les premiers temps dans les pays de culture confucéenne.

La monarchie n'est pas de droit divin. Elle a à sa base un mandat confié par le Ciel — *thiên mệnh* — à un homme pour gouverner l'Empire. « Le mandat du ciel qui donne la souveraineté à un homme, dit le Ta-Hio, ne la lui confère pas pour toujours, ce qui signifie qu'en pratiquant le bien ou la justice, on l'obtient et qu'en pratiquant le mal ou l'injustice, on la perd. »

L'Etat n'est pas la chose du Prince. *Xã tắc vi trong, quân vi khinh* : L'Etat est sacré, le Prince ne l'est pas. L'Empereur n'a aucun pouvoir propre. L'autorité dont il est investi doit être mise au service du Bien Public dont le Ciel est la déification ingénieuse. Magistrat suprême, il doit rendre la justice, faire régner l'Ordre et la Morale. Il n'est pas tenu par la législation positive, mais il est soumis au Droit.

S'il viole la justice, les pouvoirs qu'il a en main n'ont

plus de raison d'être et deviennent illégitimes. Dès lors, la déchéance peut être proclamée et le droit à la rébellion affirmé. Si, dans ces conditions, une sédition éclatait, elle serait justifiée, car on n'aurait plus affaire au Demi-Dieu, mais à un criminel vulgaire qu'aucune raison ne permettrait plus de soustraire à l'application des lois.

CHAPITRE II

Evolution historique des juridictions mandarinales

Si les grands principes ont été les mêmes, par contre le détail de l'organisation judiciaire a varié tout le long de l'histoire annamite. Chaque dynastie a procédé à un remaniement soit de la composition des tribunaux, soit de leur compétence, soit de leur ressort territorial. Pour restituer la physionomie exacte des juridictions mandarinales, il est nécessaire de suivre cette évolution historique.

Nous n'avons pas l'intention de faire une étude d'histoire proprement dite, ce qui, du reste, n'eût pas rentré dans le cadre de cet essai ; nous nous sommes proposé surtout de dégager les principes. Par conséquent ce chapitre sera un tableau sobre et nous passerons rapidement sur certaines questions sujettes à des controverses, intéressantes certes, mais auxquelles nous ne pouvons consacrer de longs développements.

Nous faisons dater les juridictions mandarinales de la dynastie des *Ly* ou plus précisément des *Ly* postérieurs — car il existait une autre dynastie des *Ly*, les *Ly* antérieurs qui régnaient entre 554 et 602 de notre ère. En effet, c'est sous *Ly-Nhan-ton*, en 1075, qu'eut lieu le premier concours pour le recrutement des mandarins ; les administrateurs-juges des temps passés furent essentiellement des lettrés ayant triomphé à ces joutes littéraires. La première organisation complète du mandarinat annamite datait de 1089, sous le même règne.

Certes, l'histoire d'Annam commence bien avant puisque le premier roi *Hong Bang* aurait régné vers l'an 2879 avant

Jésus-Christ. Mais nous possédons peu de données précises sur cette longue période d'environ 4.000 ans qui va de cette date au premier Empereur *Ly*. Tout ce que nous savons, c'est qu'il existe une dynastie légendaire des *Hong Bang* entre 2879 et 258 av. J.-C., une dynastie des *Thuc* entre 257 et 207 av. J.-C., une dynastie des *Trieu* entre 207 et 111 av. J.-C. Puis vint le sombre cauchemar des dix siècles de domination chinoise (111 av. J.-C. — 931 de notre ère). L'Annam indépendant reparut avec les *Khuc*, les *Ngo*, les *Dinh* et les *Lê* antérieurs qui précédaient immédiatement les *Ly*.

Nous n'avons pas cru utile de pousser des investigations dans cette période. Les *Hong Bang* furent certainement des chefs de tribus. La domination chinoise mérite d'être étudiée en tant qu'elle fit bénéficier l'Annam de la culture confucéenne mais elle est sans intérêt pour nous qui cherchons à découvrir une civilisation nationale. Pour la même raison, nous négligeons la période intercalaire des *Khuc*, *Ngo*, *Dinh*, *Lê* pour arriver immédiatement aux *Ly* ; c'est que l'Annam ne s'était pas encore complètement affranchi de l'influence chinoise. L'armée annamite avait bouté l'envahisseur hors du territoire, mais la pensée annamite restait captive. L'indépendance culturelle ne commençait qu'avec les premiers Empereurs *Ly*.

Des *Ly* à la veille de l'intervention française, huit cent cinquante-huit ans, nous comptons sept dynasties : *Ly*, *Tran*, *Hô*, *Lê*, *Mac*, *Tay son* et *Nguyen*. En négligeant les *Hô*, *Mac* et *Tay son* dont les courts règnes n'ont pu se signaler par d'importantes réformes judiciaires, il nous reste à étudier 4 dynasties.

Notre première section sera consacrée aux juridictions mandarinales sous les Empereurs *Ly* et *Tran*. Notre

deuxième section étudiera ces juridictions sous les Empereurs *Lê*. Enfin l'organisation judiciaire des *Nguyen* fera l'objet de notre troisième et dernière section. A l'intérieur de chaque section, nous suivrons un plan identique : § 1. Des juridictions et leur compétence ; § 2. Des magistrats et des auxiliaires de la justice ; § 3. De la législation et de la procédure applicables.

SECTION I. — LES JURIDICTIONS MANDARINALES SOUS LES EMPEREURS LY ET TRAN (1010-1400).

Ce fut une période heureuse que celle qui s'écoula entre 1010 — avènement de *Ly Thai To* — et 1400 — mort du dernier Empereur *Trần*. Mille ans de contact avec l'Empire du Milieu avaient valu à l'Annam une belle culture philosophique et littéraire ; le voisinage du Champa lui faisait connaître la civilisation hindoue. La pensée bouddhique, venant directement du Sud ou indirectement par le Nord, corrigeait le manque de profondeur et la rigidité de l'éthique confucéenne. Les armées de *Ly thuong Kiet* et de *Tran quoc Tuan* garantissaient la paix annamite. L'Empire connut la prospérité ; pendant que le travail cyclopéen des digues du Fleuve Rouge était entrepris, les pagodes et les temples dédiés à Confucius couvrirent le delta tonkinois et de nombreux étudiants se pressèrent à l'entrée du Collège National de *Thang-Long*. Des œuvres littéraires, historiques et juridiques, premiers enfantements du génie annamite, parurent...

Ces beaux jours devaient avoir une fin tragique. En 1400, profitant de la minorité de *Tran thieu dê*, *Ho qui ly* s'empara du trône ; il ne sut pas défendre le pays et une nouvelle domination chinoise commença et dura treize ans. *Lê loi* libéra le territoire, mais entre temps, l'envahisseur avait

accompli une sinistre besogne. Toute la bibliothèque des *Ly* et des *Tran* avait été enlevée ! Un trésor national d'une centaine de volumes fut ainsi perdu, dont le Livre des peines de *Ly thai Ton*, les Lois pénales de la dynastie des *Tran* et 30 tomes de l'Histoire d'Annam de *Le van Huu*. Ces œuvres eussent témoigné d'une pensée annamite originale, différente de la pensée chinoise, et c'est peut-être là la raison qui expliquait le geste criminel de l'envahisseur !

Que sont-elles devenues ? Furent-elles l'objet d'une destruction systématique ou seulement reléguées dans quelque musée où elles devenaient la proie des vers ?

Nous nous proposons de faire plus tard un voyage à la recherche de ces malheureuses captives, mais nous ne conservons pas l'espoir de retrouver leur trace. La Chine a été depuis ravagée par tant de guerres et ses bibliothèques sont à nouveau saccagées dans le conflit sino-japonais qui dure encore.

En tous cas, les œuvres volées doivent être actuellement considérées comme perdues. Privé de sources directes, nous devons nous contenter des renseignements donnés par le *Liet trieu hiên chuông* de *Phan huy Chu* et les ouvrages d'histoire *Dai Viêt sử Ký* de *Ngô sĩ liên*, *Khâm định Viêt sử Thông Giám Cương Mục* et *Viêt Nam sử lược* de *Tran trong Kim*.

§ 1. — *Les juridictions et leur compétence.*

Nous devons tout d'abord dire quelques mots de la justice communale.

La commune annamite jouissait à cette époque d'une autonomie très large ; cela tient probablement à des causes historiques. La féodalité des Douze Seigneurs — *Thập nhị sử quân* — venait à peine d'être réprimée et laissait des

traces. En 1010, l'Empereur *Ly Thái Tổ* fut en quelque sorte élu par les dignitaires ; il respecta les chefs locaux qui ne disparurent que graduellement. Lorsque les communes furent rattachées directement au gouvernement impérial, celui-ci avait dû leur conserver le pouvoir d'administration intérieure.

Du reste, nous avons des preuves certaines : 1° jusqu'à *Ly Nhân Tông* (1072) les rouages administratifs étaient réduits au minimum. Les autorités locales avaient des pouvoirs considérables. 2° Sous *Trần Nhân Tông* (1284), comme l'armée mongole se concentrait face à la frontière de *Lạng Sơn*, l'Empereur convoqua au palais de *Điền-Hong* les notables de toutes les communes pour leur demander le parti à prendre : ils optèrent pour la guerre. Cette consultation prouve qu'il existait une certaine indépendance communale.

La juridiction communale est la conséquence de cette autonomie. Elle était assurée par les notables qui étaient de vieux chefs de famille. En effet, les textes portent qu'à la consultation de *Điền-Hong* furent convoqués les *bô lão* : vieillards. L'Assemblée des Notables fut une réunion de pères de famille et la justice communale une extension de la justice du pater familias. Elle devait avoir au début une compétence illimitée puis, sa compétence pénale fut restreinte au profit des Tribunaux impériaux. Sous les *Trần*, elle ne conservait plus que la compétence civile à quoi s'ajoutait la connaissance de quelques infractions peu graves. Elle appliquait les règlements communaux et la coutume orale.

Quant aux juridictions mandarinales, nous savons que l'organisation judiciaire se confondait avec l'organisation administrative et que l'Empire était divisé en provinces et en circonscriptions ; il y avait donc trois étages de tribu-

naux : le tribunal de la circonscription, le tribunal de la province et la juridiction suprême de l'Empereur.

A. — *Le tribunal de la circonscription.*

C'est dans l'organisation du mandarinat de 1089, sous *Ly Nhan Ton*, qu'on vit apparaître le *Tri phu*, le *Phan phu* et le *Tri chau*. Le *Tri phu* administrait une grande circonscription et le *Phan phu* ou le *Tri chau*, une petite circonscription, laquelle dépendait théoriquement de la grande.

Chaque circonscription a un tribunal à juge unique, siégeant au chef-lieu. Ce tribunal avait une compétence pénale, d'abord limitée aux cas graves et qui s'élargit par la suite au détriment de la juridiction communale. Il réglait les affaires qu'il avait à juger par le prononcé d'une peine. L'habitude en fut conservée ; quand, plus tard, les causes civiles furent portées devant lui, ces dernières prirent une tournure pénale ; il n'eut d'ailleurs à sa disposition que des textes répressifs. C'est peut-être là la cause profonde de la transformation, devant le mandarin, de l'affaire civile en affaire pénale que nous avons justifiée dans le § 2 de la deuxième section du chapitre 1^{er} par l'idée de moralisation de l'individu.

B. — *Le tribunal de la province.*

En 1242, *Tran Thai Tôn* divisa le pays en 12 *lô*-provinces. Sous les *Hô*, le nom se changea en *trân*. A la tête du *lô*, se trouvait le *Chanh An Phu Xu*, gouverneur assisté d'un adjoint, le *Pho An Phu Xu*.

Le gouverneur était « *judex unus* » du tribunal de la province siégeant au chef-lieu et servant de tribunal d'ap-

pel aux tribunaux de circonscription, à cause du principe hiérarchique.

La compétence était la même que celle des tribunaux inférieurs, « *ratione materiae* ». Le ressort territorial était celui de la province.

C. — *La juridiction suprême du Souverain.*

La justice ne comportait pas d'organisme particulier à la Capitale ; elle se confondait avec les autres services administratifs. Les affaires avant d'être soumises au Souverain étaient instruites par les grands dignitaires qui pratiquement jugeaient à sa place. Cependant l'histoire a montré plusieurs Empereurs s'intéressant à la justice ou la rendant eux-même : *Ly Thai Ton*, *Ly Thanh Ton*, *Tran Thai Ton*.

Le tribunal du Souverain avait une compétence illimitée ; il servait de tribunal d'appel à toutes les autres juridictions et connaissait de toutes les causes, quelles que fussent leur nature et leur importance. Le système de justice retenue était en harmonie avec l'idée d'un mandat du ciel confié à l'Empereur.

§ 2. — *Des magistrats et auxiliaires de la justice.*

Les concours littéraires servaient au recrutement des administrateurs-juges, les mandarins. Le premier en date dans l'histoire d'Annam eut lieu en 1075, sous le règne de *Ly Nhan Ton*. Les candidats subissaient trois épreuves sur les lettres et la philosophie de Confucius. Dix lauréats furent proclamés dont le 1^{er} fut *Le Van Thinh*. Le grade de docteur ne fut conféré que sous *Tran Thai Ton* (1232). En 1247, furent créés les titres de *trang nguyen*, 1^{er} docteur de l'Empire ; *bang nhon*, 2^e docteur, et *tham hoa*, 3^e docteur. *Le Van Huu*, l'historien que nous avons cité, fut reçu *bang*

nhon cette même année. Sous les *Ho*, une épreuve de mathématiques fut ajoutée au concours. L'enseignement qui préparait à ces compétitions se donnait soit dans les écoles privées soit au Collège National, le *Quoc tu Giam* des *Ly* ou le *Quoc hoc Vien* des *Tran*.

Le mandarinat comportait neuf degrés d'après l'organisation de 1089. Sous la dynastie des *Tran*, l'avancement était très lent : en règle générale, il fallait 10 ans pour avancer d'un degré et 15 ans pour passer d'une fonction à la fonction immédiatement supérieure. Cependant les guerres continues avaient amené une grande familiarité entre les mandarins et le Souverain ; à l'issue des banquets, ils se tenaient la main pour chanter et n'observaient pas le rigide protocole des dynasties postérieures.

L'inspection mandarinale fonctionnait sous les *Ly*, à l'exemple de l'institution correspondante en Chine. Dans la liste des dignitaires de la Cour des Empereurs *Tran*, nous voyons apparaître les Censeurs : *Ngũ sú*.

Quant aux auxiliaires de la justice, les traités d'histoire n'en font pas mention. Certainement, il existait des greffiers et scribes auprès des tribunaux, mais nous ne savons pas s'ils étaient déjà élevés à la dignité de fonctionnaires ou s'ils n'étaient que les employés privés des magistrats.

§ 3. — *De la législation et de la procédure applicables.*

Au cours de la première année *Minh-Dao* (1042), sous le règne de *Ly Than Ton*, fut rédigé le *Hinh Thu* — Livre des Peines. Tout ce que nous savons de ce Code de la dynastie des *Ly* vient du passage suivant du *Liet trieu hien Chuong* : « Avant cette mesure, les affaires judiciaires s'étant accrues en nombre considérable, les magistrats, par une application étroite du texte de la loi, s'efforçaient d'en augmenter les

rigueurs, commettant ainsi des injustices et des excès. L'Empereur fut touché de cet état de choses et ordonna au *Trung thú* de fixer les lois pénales ». Celles-ci étaient douces et même l'étaient trop pour une époque où le gouvernement avait besoin de fermeté pour réprimer la féodalité qui couvait sous la cendre. Cette douceur était due à l'influence bouddhique ; les Empereurs, fervents religieux, étaient enclins à l'indulgence, ainsi qu'il ressort de l'anecdote suivante : Dans le courant de l'été de 1064, l'Empereur *Ly Thanh Ton* rendait la justice au palais *Thien Khanh*, la princesse *Dong Thien* se tenait à ses côtés ; l'Empereur, montrant la princesse, dit aux mandarins : « Les sentiments d'un père et d'une mère que j'ai pour mon peuple ne le cèdent en rien à mon amour pour ma fille, mais le peuple ne les connaît pas, c'est pourquoi il viole les lois. J'en suis profondément affligé. A partir de ce jour, je désire que toutes les fautes, légères ou graves, soient jugées avec la plus grande indulgence. »

Nous ne savons rien des règles de procédure suivies devant les tribunaux à cette époque, mais nous conjecturons qu'elles étaient fort simples et qu'une entière latitude était laissée au juge pour la conduite du procès.

Sous la dynastie des *Tran*, « la 6^e année *Kien trung* de *Tran Thai Ton* (1230), dit *Phan Huy Chu*, on arrêta le Code Pénal de l'Empire en examinant et en fixant les lois des dynasties antérieures. » D'après le *Cố sử sao*, les lois pénales des *Tran* étaient excessivement cruelles. La peine des voleurs consistait à avoir les doigts de pied coupés ou à être écrasés par les éléphants. La rudesse de cette époque de guerres continuelles avait déteint sur la législation. D'autre part, l'influence du bouddhisme décroissait en faveur de

l'influence de l'éthique confucéenne qui inclinait à la sévérité.

La 13^e année *Thien ung chinh binh* sous le même règne (1244), furent fixées les règles d'application des lois pénales. Tous les textes ont été perdus, mais nous ne croyons pas qu'il y eût des différences avec la procédure en usage sous les *Ly*.

SECTION II. — LES JURIDICTIONS MANDARINALES SOUS LES EMPEREURS LÊ (1428-1788).

Le règne des *Lê* fut coupé en deux périodes par l'usurpation des *Mac*. En 1527, *Mac Dang Dung* fit tuer *Le Cung Hoang* et s'empara du trône. Mais quelques fidèles soutinrent *Le Duy Ninh*, neveu du défunt et rétablirent la dynastie à *Thanh Hoa*. Les *Lê* et les *Mac* luttèrent avec des alternatives de succès et de revers de 1527 jusqu'en 1592 où les usurpateurs furent vaincus et chassés définitivement de la capitale. Mais, comme la victoire était l'œuvre du général *Trinh Tung*, celui-ci sous le titre héréditaire de *Chua* — Seigneur — détint toute la réalité du pouvoir, ne laissant à l'Empereur qu'une autorité nominale. Une dynastie de *Chua* se superposa ainsi à la dynastie impériale et ce régime dualiste qu'on peut rapprocher du Shogunat japonais dura 200 ans jusqu'au moment où il fut balayé par la révolte des *Tây Son*.

Avec la période des *Lê*, nous assistons à un développement harmonieux des institutions judiciaires annamites. Comme sources législatives, nous possédons le Code des *Lê* et un Code de procédure contenu dans la compilation de *Phan Huy Chú*. Quant aux sources historiques, en dehors des ouvrages que nous avons consultés pour composer la 1^{re} section de ce chapitre, nous mentionnons les récits des

missionnaires et un excellent traité de C.-B. Maybon : Histoire moderne du Pays d'Annam.

§ 1. — *Les juridictions et leur compétence.*

La juridiction communale perdit de son importance sous le règne des *Lê*. En effet, la centralisation s'était renforcée ; l'indépendance des communes était à son déclin. *Lê Thai To* rétablit les *xa-quan*, fonctionnaires communaux qui existaient momentanément sous les *Tran* ; *Lê Than Ton* les remplaça par les *xa-truong*, nommés par les chefs de circonscription. La tutelle mandarinale s'exerça constamment et ne se relâcha que vers l'époque *Long Duc* (1732-1734) où le choix du *xa-truong* fut confié à l'élection ; cet affaiblissement du pouvoir central était consécutif aux troubles qu'engendrait la mauvaise administration du *Chua Trinh Giang*.

En fonction de cette évolution, la justice communale perdit toute compétence pénale sauf la connaissance de petites infractions. Au point de vue civil, elle tendait à devenir un simple organisme de conciliation. Le *xa-truong* finit par ne plus proposer qu'un arrangement à l'amiable ; les parties pouvaient ne pas s'y soumettre et venir devant le chef de circonscription ; c'est alors que l'affaire se transformait en affaire pénale. L'Assemblée des Notables, sous le régime du Code de procédure de 1777, n'avait plus de pouvoir juridictionnel.

Par contre la justice mandarinale se développa et se compliqua. Nous pouvons discerner des juridictions d'exception à côté des juridictions de droit commun.

A. — *Juridictions de droit commun.*

Il y a quatre degrés de juridiction ordinaire, d'après l'article 1^{er} du Code de procédure.

Au 1^{er} degré, était le tribunal du *huyen* (petite circonscription), à juge unique, siégeant au chef-lieu.

Le deuxième degré était constitué par le tribunal du *phu* (grande circonscription), également à juge unique et siégeant au chef-lieu.

Au troisième degré, se trouvait le tribunal du *thua ti*. Son juge, le *thua chinh su*, était le contrôleur des services secondaires de la province et de la justice.

La Cour des Censeurs formait le 4^e degré.

Cependant les affaires d'homicide commises par vengeance ou à l'occasion d'un acte de fornication ou dans une rixe étaient portées en 1^{er} ressort devant le *quan phu* qui les jugeait d'accord avec le *quan huyen* (art. 2 C. Pr.). D'autre part, le *thua ti* connaissait directement des contestations de terres et rizières portant sur les questions de bornage et de délimitation territoriale ainsi que des plaintes en dénonciation d'intrigues au sujet des élections privées des chefs de village (art 4 C. Pr.).

Pour les affaires présentant un caractère exceptionnel de gravité, on pouvait aller plus loin que la Cour des Censeurs. « Elles pourront, dit l'art. 1^{er} *in fine*, être portées en appel devant le Conseil du Gouvernement par voie de mémoire contenant engagement d'acceptation de responsabilités pénales ». L'article 26 ajoutait : « Quand les plaideurs ne se soumettront pas aux arrêts rendus par le Conseil de Gouvernement, il leur sera permis, les jours de Conseil des Affaires d'Etat, de présenter un mémoire pour faire appel et solliciter une nouvelle décision ; mais ils devront s'engager à accepter une forte peine en responsabilité pénale » ; c'était la peine capitale ou la servitude.

Enfin, le juge suprême pouvait être saisi, à la dernière extrémité, par le « recours aux cloches » — art. 27 — ; le

plaideur agitant la clochette du bureau de la porte gauche du palais ; il s'agit du palais du *Chua* — Seigneur — car l'Empereur n'avait plus qu'une autorité nominale, au moment où fut promulgué le Code de procédure.

B. — *Juridictions d'exception.*

Ces juridictions très nombreuses ressortaient d'une série d'articles du Code de procédure. Elles allaient toutes en appel devant la Cour des Censeurs, sauf de rares exceptions. Elles remplaçaient donc les 1^{er} et 2^e degrés ordinaires, après quoi la procédure se continuait, uniforme jusqu'à l'appel au juge suprême.

1° L'article 3 a trait à la situation spéciale de la capitale *Thang Long* (Hanoï actuel) : Dans la zone des quartiers classés, le *quan huyen* jugeait en 1^{er} ressort, le *Phu Doãn* en 2^e ressort ; ce dernier constituait le 1^{er} ressort dans la zone des quartiers des habitants non classés. Appel des affaires ainsi jugées pouvait être porté successivement devant la Cour des Censeurs et le Conseil du Gouvernement.

Des cas spéciaux étaient prévus : Les actes de spoliation commis par des personnages puissants et les extorsions commises par la corporation des comédiens étaient, sans distinction de quartiers, de la compétence du *Phu Doãn* en 1^{er} ressort (art. 9). D'autre part, les affaires ayant trait aux abus de pouvoir et d'autorité commis par les nobles et puissants, aux exactions en grains ou en argent commises par les surveillants généraux..., etc... (art. 10) étaient déferées immédiatement à la Cour des Censeurs.

2° L'article 7 a trait à la situation spéciale des territoires de *Thai Nguyen*, *An Quang*, *Thanh Hoa*, *Tuyen Quang*, *Hung Hoa*, *Lang Son*, *Cao Bang* où les *Chan ti* cumulaient les fonctions de *thua-ti* et *hien ti*. Dans ces territoires où il

y avait un *quan-huyen*, celui-ci formait le premier ressort, le *chan quan*, le second. Là où il n'y avait pas de *quan-huyen*, le *chan quan* était saisi directement.

3° La juridiction du *Chan ti* connaissait en premier ressort des affaires de vol et de brigandage..... de recel et de détention d'armes..... etc..... (art. 5).

4° Les procès concernant les questions de digues, routes et canaux d'irrigation étaient instruits et jugés de concert par le *Chan thu* et le *Thua ti* (art. 5 *in fine*).

5° Le Tribunal du *Hien ti* (contrôle des services provinciaux) connaissait des exactions commises par les surveillants généraux, les taxes illégalement exigées par les postes de surveillance..... etc..... (art. 6).

6° Les plaintes concernant les exactions commises par les percepteurs à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, etc... (art. 11) relevaient en premier ressort du Département des Finances, en deuxième ressort du Ministère des Finances et enfin du Conseil du Gouvernement.

7° Les plaintes relatives aux militaires étaient jugées en premier ressort par le Département de la guerre, en deuxième ressort par le Ministère de la guerre et enfin par le Conseil du Gouvernement (art. 12). Le Ministère connaissait directement de certains cas spécifiés par l'art. 13.

8° Les affaires ayant trait aux habitants qui s'emparaient des rizières attribuées à titre de traitement aux ambassadeurs en mission... etc.., (art. 14) étaient jugées en premier ressort par le Département des Travaux, en deuxième ressort par le Ministère des Travaux et enfin du Conseil du Gouvernement.

9° Les contestations entre bonzes..., l'usage de faux diplômes de bonze relevaient en premier ressort du Départe-

ment des Rites, en deuxième ressort du Ministère des Rites et enfin du Conseil du Gouvernement.

10° La dernière juridiction d'exception était le Conseil des membres de la famille du Souverain, compétent pour les affaires où les membres de la famille du Souverain étaient intéressés. Appel pouvait être interjeté devant le Conseil du Gouvernement (art. 16).

§ 2. — *Les magistrats et auxiliaires de la justice.*

Le recrutement se faisait par le même moyen que sous les dynasties précédentes. *Lê Thai Ton* décida qu'il y aurait des concours régionaux tous les 5 ans et des concours à la capitale tous les 6 ans. A partir de 1442, les docteurs eurent leurs noms gravés sur des stèles. *Lê Thanh Ton* posa de nouvelles règles : les candidats reçus au concours de la capitale devaient passer par une nouvelle série d'épreuves devant le Souverain. Furent organisées en même temps les cérémonies de la proclamation des noms et du retour triomphal des lauréats.

Ce système de recrutement se maintint sous le gouvernement des *Chua* jusqu'à *Trinh Giang* (1729-1740) où il suffisait de verser 1.800 ligatures pour être *Tri huyen* et 2.800 pour être *Tri phu* ! C'était l'époque de la décadence.

Lê Thanh Ton régla également le statut du mandarinat. Les mandarins recevaient des terres en émoluments et une somme d'argent par an. Ils pouvaient prétendre à la retraite à 65 ans d'âge. Par contre les sujets concussionnaires étaient l'objet d'une sévère répression.

Le *Chua Trinh Cuong* institua l'examen professionnel, à plusieurs années d'intervalle ; ceux qui ne pouvaient le passer étaient rétrogradés. Les mandarins retraités pouvaient percevoir pour leur compte des impôts annuellement comme

suit : mandarins du 1^{er} degré, 400 ligatures ; mandarins du 2^e degré, de 250 à 300 ; mandarins du 5^e degré, 100 ligatures.

Sous *Trinh Giang* on eut également à déplorer l'avancement tarifié, au moyen du versement d'une somme d'argent.

L'inspection mandarinale était très en honneur sous les *Lê*. En outre des contrôleurs provinciaux et des inspecteurs en mission, il faut signaler la forte organisation de la Cour des Censeurs qui était en même temps une juridiction importante. Elle se composait du *Do ngu su*, président, du *Pho do ngu su*, vice-président, du *Thiêm dô ngu su*, vice-président adjoint, — tous les trois qualifiés membres supérieurs de la Cour — et des *Giam sát ngu su* et *De hình giam sát su*, censeurs, mandarins du 7^e degré 1^{re} classe. Elle constituait le rouage intermédiaire entre les services administratifs des provinces et le Souverain. Notons encore que le nombre des censeurs de *Dao* (province) finit par se dédoubler (deux par *Dao*).

Quant aux auxiliaires de la justice, nous trouvons les greffiers. Ils étaient fonctionnaires impériaux du cadre subalterne, recevaient une solde et pouvaient, d'après un décret de *Le Thanh Ton*, prétendre à la retraite à 60 ans d'âge. Le Code des *Lê* prévoit pour eux de nombreux cas de responsabilité conjointement et solidairement avec les magistrats.

§ 3. — Législation et procédure applicables.

Le *Liet trieu hien chuong* rapporte que la 1^{re} année *Thuan Thien*, *Le Thai To* chargea ses ministres de discuter et de fixer les lois et les règles relatives aux plaintes et procès. Il y eut ainsi une première codification, sans succès, semblait-il.

D'après le *Cang Muc*, la 14^e année de *Hong Duc* (1483), l'Empereur *Le Thanh ton* ordonna au grand chancelier du pavillon de l'Est *Than Nhan Trung*, au vice-président de la Cour des Censeurs *Quách Đình Bao*, aux reviseurs du pavillon de l'Est *Do Nhuan* et *Dào Cù* et au secrétaire de l'Académie royale *Dam-van-Lê* de rassembler tout ce qui concernait le gouvernement de la dynastie régnante. Cette compilation se composa de 100 volumes et eut pour titre « *Thien-Nam du ha tap* ». L'Empereur écrivit lui-même la préface. Malheureusement cet important ouvrage fut perdu pendant la période de l'usurpation des *Mac*. Après la restauration des *Lê*, les *Chua* firent rechercher ce qui en restait et ne purent en recueillir qu'environ 2 dixièmes. L'exemplaire découvert par M. Maître en décembre 1908 n'est pas le *Thien-Nam du ha tap*, mais correspond au *Quoc triêu diêù luật*, en 6 livres, imprimé la 38^e année de *Canh Hung* (1777). Il fut intitulé — faute d'appellation plus précise — le Code des *Lê* et traduit par M. Deloustal.

C'est la même année de *Canh Hung* que furent revisées les règles d'information des procès. Nous ne possédons pas les textes en original mais reproduits dans la compilation de *Phan Huy Chú*. Ce Code de procédure fut également traduit par M. Deloustal qui réunissait les deux traductions sous le titre : *La justice dans l'Ancien Annam*.

L'œuvre de M. Deloustal est plus qu'une simple traduction ; dans les annexes, l'auteur a étudié les principales institutions annamites.

Elle se présente comme suit : 1^o Le Code des *Lê*, 721 articles, est divisé en trois livres : Livre I : Nombre et Règles des peines ; Livre II : Règlements sur les fonctions publiques ; Livre III : Lois civiles ; à la suite du Livre III se trouvent des dispositions générales sur les lois que l'on ne

retrouvera pas dans le Code *Gia-long* ; le Code comporte quatre appendices sur les successions, l'adoption, la vente et le nantissement des terres, le *Huong-hou*.

2° Le Code de procédure se compose de 31 chapitres portant sur les règles générales et les procédures particulières en matière de rixe, fornication, homicide..., etc...

Pour l'appréciation générale de la valeur législative des *Lê*, nous ne pouvons en ce qui concerne le Code des *Lê*, que citer celle de M. Maître (1) : « Assurément, ce Code est tout pénétré d'idées chinoises, il reproduisait fidèlement les divisions du Code des *Tang*, prototype de tous les recueils ultérieurs et en avait gardé plus d'un article. Mais c'est le Code chinois modifié par des siècles d'histoire et par une série ininterrompue d'innovations partielles ».

Quant au Code de procédure, à travers l'amas des prescriptions et défenses que contiennent les 31 chapitres, nous croyons pouvoir dégager cette idée que tous les grands principes ont été connus du législateur annamite et que la procédure, quoique minutieuse dans certains cas, n'est pas en somme formaliste et laisse au juge une grande liberté d'appréciation et d'action. C'est ce que postule par ailleurs la théorie très lourde de la responsabilité du juge contenue dans les deux Codes. Si ce dernier n'avait eu qu'un rôle mécanique et servile dans l'application de la loi, on ne comprendrait pas que de si lourdes pénalités aient été suspendues sur sa tête.

(1) Voir préface du livre de M^r Deloustal. *La justice dans le Vieil Annam*, par M^r Maître.

SECTION III. — L'ORGANISATION JUDICIAIRE DES NGUYÈN
JUSQU'À L'ÉTABLISSEMENT DU PROTECTORAT

Règnes de *Gia-long* (1802-1819), de *Minh Menh* (1820-1840)
de *Thieu Tri* (1841-1847) de *Tu Duc* (1847-1883)

C'est la période que l'on connaît le mieux. Nous nous excusons de ne pouvoir citer toutes les sources tant françaises qu'annamites ; elles sont trop nombreuses et parfois aussi... contradictoires. Nous mentionnerons les principaux ouvrages au fur et à mesure de notre développement.

§ 1. — *Les juridictions et leur compétence.*

Sous les Empereurs *Nguyen*, la justice communale avait cessé d'exister. M. Jobbé Duval (*La Commune Annamite*) croit qu'une véritable instance et non une simple procédure de conciliation se déroulait devant les Notables, mais la majorité de la doctrine (1) est en sens contraire. D'après ces auteurs, les notables ne connaissaient au pénal que les petites infractions réprimées de peines légères ou d'amendes. Au civil, ils constituaient le 1^{er} étage de conciliation. Appel pouvait être fait de leur sentence arbitrale devant le chef ou sous-chef de canton ; si les parties ne pouvaient se mettre d'accord, l'affaire allait devant le mandarin et se transformait en affaire pénale.

Cette disparition de la juridiction communale correspondait au mouvement de régression de l'indépendance de la commune. Si l'Empire avait présenté, du moins jusqu'au début du règne des *Lê*, la « forme constitutionnelle d'une fédération de communes avec un gouvernement central monarchique et une administration locale démocratique », se-

(1) Voir Luro, *le Pays d'Annam-Sombsthay*, Cours d'administration annamite.

lon l'expression de M. *Nguyen huu Giai* (La personnalité de la commune annamite. Thèse Paris 1937), il n'en fut plus de même sous les *Nguyen. Gia-long*, dans son œuvre d'unification, accentuait la centralisation et *Minh Mênh* devait intervenir jusque dans la gestion des terres communales.

La justice fut monopolisée par les tribunaux de mandarins qui comprenaient les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

A. — *Juridictions de droit commun.*

Il y eut trois degrés de juridiction ordinaire :

1° Au premier degré se trouvait le tribunal de la circonscription. La distinction entre le *phu* et le *huyen* subsistait, mais ce dernier relevait directement de la province. Donc le 1^{er} degré fut indifféremment le *quan phu* ou le *quan huyen*. Ce « judex unus » était assisté du greffier *dé-lai* ou *lai-muc* et des scribes *Nho*. Il était compétent en toutes matières, sauf si l'affaire était d'une particulière gravité ou mettait en cause des habitants d'une autre circonscription. A cause du respect hiérarchique, il ne pouvait connaître des affaires où étaient impliqués des mandarins d'un grade supérieur au sien. Enfin il devait se récuser quand le procès intéressait ses parents, amis ou anciens professeurs. Dans tous ces cas, l'affaire était instruite et jugée directement par les mandarins provinciaux.

2° Le Tribunal de la province formait le deuxième degré de juridiction. Il se composait dans les grandes provinces du *Tong Doc* assisté du *Quan Bo* et du *Quan An*, dans les provinces moyennes du *Tuan phu* et du *Quan An*, dans les petites provinces, du *Quan Dao* seul ou du diumvirat le *Quan Bo* et le *Quan An*.

Etudions le cas d'une grande province ; il y en avait 5 au

Tonkin. Le *Tong doc* était le chef de la province ; il présidait le Conseil des Mandarins, correspondait avec la Cour ; il n'avait pas de bureau. Le *Quan Bo* ou *Bo chanh* était le chef du service administratif ; il avait sous ses ordres le *phien ti* : cinq bureaux correspondant aux ministères autres que celui des Peines et dirigés par un *thông phán*. Le *Quan An* ou *An sát* était le chef du service judiciaire au criminel et possédait un bureau, le *Niet ti*, dirigé par un *Kinh-lich*.

La juridiction provinciale n'était pas composée par la réunion effective de ces mandarins, mais par leur simple collaboration. Le *Quan An* était plus spécialement chargé des affaires criminelles et le *Quan Bo*, des affaires administratives. Le *Tong doc* semblait se contenter le plus souvent d'un rôle de surveillance, mais tous les jugements étaient établis en son nom et revêtus du visa de ses deux collaborateurs. Au cas où l'un d'eux était absent, se récusait ou était soupçonné de partialité et dessaisi, le visa de l'autre suffisait.

Nous avons vu les cas de saisine directe de la juridiction provinciale ; en règle générale, elle était compétente en deuxième ressort, sur appel des parties ou en vertu de la théorie de la révision des jugements.

3° Le troisième degré était constitué par le tribunal du ministère. Ce n'était pas celui du Ministère de la justice seul ; d'ailleurs le *Bo Hinh* ne l'était pas à proprement parler ; Silvestre traduit ces deux mots par Tribunal au Ministère des Peines. Il connaissait des crimes et délits de droit commun, mais les autres ministères étaient également compétents pour juger les faits répréhensibles portant atteinte à l'une de leurs attributions ; ainsi le Ministère des Finances était compétent pour les affaires financières et civiles, l'In-

térieur pour les procès de fonctionnaires, la Guerre pour les procès intéressant les soldats et *tram*, les Rites pour les litiges d'ordre cultuel, les Travaux publics, pour les contestations entre les entrepreneurs et l'Etat.

Chaque ministère était composé d'un *thuong thú*, ministre, des deux *Tá, Húu Tham Tri*, conseillers de gauche et de droite, de *Thi lang*, conseillers adjoints. Il se subdivisait en directions et bureaux dirigés par des *lang trung* ou *chu su*.

Pour qu'une affaire reçût une solution en dernier ressort et fût suivie d'exécution, il fallait l'unanimité de voix dans le Tribunal du ministère ; sinon il fallait en référer à l'Empereur en conseil aulique.

Enfin, pour les cas d'une gravité particulière, on pouvait faire appel au Suzerain en frappant sur le tambour suspendu en dehors de l'enceinte impériale.

Ainsi était saisi le *Dai li thi*, Tribunal d'appel à la justice du souverain que Philastre distinguait du Tribunal des Règles puisque celui-ci était composé du Ministre des peines, du grand Censeur et du Président du Tribunal d'appel à la justice du Souverain.

B. — *Juridictions d'exception.*

On peut les ranger sous 6 rubriques :

1° Le Tribunal des Règles précité statuait en dernier ressort sur la peine de mort.

2° Les Censeurs qui contrôlaient l'administration formaient aussi un tribunal pour examiner les jugements condamnant à la peine capitale.

3° Le *Tam phap toà*, tribunal des trois règles, formé de la réunion du tribunal d'appel à la justice du Souverain, du tribunal des Censeurs et du tribunal du ministère des peines

tenait des assises d'automne pour reviser les condamnations à mort avant de les soumettre à la sanction impériale.

4° Le Conseil du *Co mat* (conseil secret) avait des pouvoirs juridictionnels spéciaux en ce qui concernait les affaires de rébellion et celles où étaient impliqués des mandarins supérieurs.

5° Le Conseil du *Tôn Nhan* était compétent pour les procès concernant les membres de la famille impériale.

6° Les juridictions militaires comprenaient les tribunaux militaires, les juridictions des citadelles et la juridiction du *Kham Sai*.

Les tribunaux militaires étaient visés par l'article 310 du Code *Gia-long* qui fixait leur compétence. Les délits commis à l'intérieur des citadelles relevaient à *Huê* du Tribunal du *Ho Thanh* et dans les provinces du Tribunal du *Bang Ta*. Enfin le *Kham Sai*, délégué extraordinaire envoyé par le Souverain pour combattre les rebelles, recevait de lui une épée, symbole du pouvoir absolu sur la vie des habitants de l'Empire. Il pouvait *tiên trâm, hâu táu*, faire trancher la tête aux criminels tout d'abord, en référer à la Cour par la suite. C'était une juridiction éminemment exceptionnelle.

§ 2. — *Les magistrats et auxiliaires de la justice.*

Les règles concernant le recrutement et celles formant le statut du mandarinat étaient restées les mêmes sous les *Nguyen*. Les examens régionaux avaient lieu au Tonkin tous les trois ans, à *Hanoï* ou *Nam Dinh*, dans le camp des lettrés, le 15^e jour du 8^e mois de l'année lunaire. Par une curieuse régression, les mathématiques avaient cessé de figurer au programme et les candidats devaient uniquement exercer leurs talents sur des dissertations philosophiques et

sur des compositions poétiques. Les titres de *trung nguyên*, *bang nhon*, *thâm hoa* ne furent plus décernés aux concours devant le Suzerain.

Les licenciés et docteurs, après un stage dans l'Administration, furent nommés les premiers *Tri huyen* et les seconds, *Tri phu*.

*Minh mên*h réorganisa le mandarinat tout en adoptant la distinction traditionnelle en mandarinat civil et militaire, chaque ordre comprenant 9 degrés subdivisés en deux classes. En 1839, fut fixé le régime de la solde en argent, mesures de riz et en gratification « *xuan phuc* ». Les chefs de circonscription reçurent une « prime pour l'intégrité ».

D'après Pierre Pasquier, ceux-ci avançaient très lentement en règle générale, ne permutaient presque jamais et vieillissaient dans leurs circonscriptions.

L'inspection mandarinale était dans ses grandes lignes telle qu'elle l'avait été sous le règne des *Lê*.

Les auxiliaires de la justice, les greffiers, avaient comme précédemment le statut de fonctionnaires subalternes. Débutant comme scribes ou secrétaires stagiaires, ils passaient par les grades de *de lai*, *lai muc*, etc... Ils avançaient lentement et ne devenaient presque jamais mandarins. Ceux qui terminaient leur carrière comme *Kinh lich* ou *thong phan* (Chef du bureau du *Quan An* ou du *Quan Bo*) pouvaient s'estimer heureux.

Quant à l'exécution des sentences judiciaires, elle était assurée par les autorités administratives ; il n'existait pas de personnel spécialisé pour cette fonction.

§ 3. — *Législation et procédure applicables.*

D'après Philastre, Schreiner et Silvestre, la législation de cette époque se composait : 1° Des cinq King que Philastre

traduit par livres classiques et Schreiner, livres canoniques.

2° Des statuts de l'Empire. 3° Des règles de 6 ministères.

4° Du Code *Hoàng Viet Dan Luât*.

Remarquons que le Code des *Lê* en était exclu ; en tous cas, il ne pouvait avoir qu'une valeur coutumière.

M. *Tran Van Chuong* (Thèse Paris 1922) refuse aux King la force de lois. Les statuts de l'Empire étaient soit les Rites des *Trinh*, soit le *Dai Nam Hoi Dien* ; ce dernier formait une vaste compilation de 90 volumes dont l'impression avait duré 8 ans. Mais il s'agit là des recueils de purs règlements administratifs et il en est de même des *Luc khoa chuong An* (*Règles des 6 ministères*).

Il convient de ne retenir que le *Hoang Viet Dan Luat* plus connu sous le nom de Code *Gia-long*, promulgué en 1812.

Dans la préface, le Souverain prétendait avoir ordonné à de hauts fonctionnaires de la Cour « de prendre pour base les ordonnances et les statuts des anciennes dynasties, d'examiner les lois de *Hong Duc* et de la dynastie chinoise des *Thanh*, de prendre ou de rejeter, de peser, d'ajuster et spécialement de se borner à un assemblage codifié et mis dans un ordre convenable. » En réalité, si cet ordre avait été donné, il ne fut guère suivi. Le Code *Gia-long* fut une copie à peu près textuelle du Code pénal de la dynastie mandchoue. Le fonctionnaire responsable eut au moins cette excuse, c'est qu'il était un militaire, non un juriste : *Nguyen Van Thanh*, général en chef de l'armée du centre.

Les matières du Code — 22 tomes, 398 articles — sont classées en 6 catégories correspondant aux 6 ministères. Le tome I est consacré aux renseignements généraux, les tomes II et III, aux dispositions préliminaires, le tome XXII, aux faits assimilés et comparés aux cas prévus par les lois.

Chacun des articles est suivi d'un commentaire officiel et

éventuellement d'un ou de plusieurs décrets le complétant dans les cas d'espèces.

Le Code *Gia-long* se signale, quant au fond, par la variété des dispositions et l'absence de principes généraux et abstraits, quant à la forme, par un manque d'ordre et de méthode.

Il a été traduit en anglais par Sir Stauton et en français par M. Aubaret et M. Philastre ; il a fait l'objet des commentaires de MM. Philastre, Silvestre, *Phan Van Truong*.

C'est également un Code de procédure ; il n'institue aucun formalisme ; les règles qu'il pose sont simples et laissent une grande latitude au juge pour conduire le procès et se former une conviction.

DEUXIÈME PARTIE

Les Apports français et la physionomie actuelle des juridictions mandarinales.

CHAPITRE PREMIER

Les apports français.

L'intervention française date de 1858. Le corps expéditionnaire de l'amiral Rigault de Genouilly s'attaqua d'abord à Tourane puis débarqua en Cochinchine. Après quatre ans de guerre, un traité fut signé à *Saïgon*, le 5 juin 1862 par lequel l'Empire d'Annam céda à la France les trois provinces de *Gia-Dinh*, *Bien-Hoa* et *My-Tho*. Il y eut une première conquête du Tonkin, en 1873, aboutissant à un autre traité de *Saïgon* du 15 mars 1874 qui reconnut la souveraineté de la France sur la Cochinchine tout entière et un protectorat dissimulé sur le reste de l'Empire ; l'inobservation de certaines clauses importantes par la Cour de *Huê* entraîna une nouvelle expédition au Tonkin, suivie de l'attaque de la Capitale. Un traité signé à *Huê* le 6 juin 1884 vint renforcer celui de 1874 et établir un protectorat plus étroit sur le Tonkin.

De 1874 à nos jours, soixante quatre années d'influence française ont valu au Tonkin une transformation intéressante. Toutes les institutions ont plus ou moins évolué ; partout les idées d'Europe ont pris souche et ont modifié la structure traditionnelle. L'action de la France s'est fait sentir directement par des textes de loi et indirectement par le colon français. D'autre part, la population locale elle-

même par sa réaction devant telle ou telle conception importée a pu favoriser son implantation ou déterminer son échec.

Si nous cherchons à classer les tendances diverses qui ont influé sur l'évolution tonkinoise, nous verrons qu'elles se réduisent à deux groupes ; d'une part, tendances à maintenir l'état antérieur des choses et de l'autre, tendances à assimiler les institutions locales aux institutions françaises.

Deux grands principes : Maintien et Assimilation régissent ainsi la politique du pays protecteur et l'attitude du peuple protégé. Dans chaque domaine, ils se sont exercés en sens contraire et la réforme a été la résultante de leur antagonisme. Il en a été ainsi dans le domaine judiciaire. Deux idées étaient en conflit, d'une part, la conservation des juridictions mandarinales, de l'autre, leur suppression et leur remplacement par des juridictions françaises ; selon que l'une ou l'autre de ces conceptions l'emporta, une nouvelle phase se dessina dans l'évolution de l'organisation judiciaire du Tonkin.

Nous consacrons la première section de ce chapitre au Conflit des principes et la deuxième section aux Phases de l'évolution judiciaire.

SECTION I. — LE CONFLIT DES PRINCIPES :

MAINTIEN ET ASSIMILATION

Ce conflit s'est présenté sous deux formes ; d'un côté, il y eut une controverse doctrinale ; les auteurs discutaient sur la valeur respective des principes et déterminaient la meilleure politique à suivre ; de l'autre, le gouvernement protecteur et le peuple protégé ont pu avoir des préférences personnelles et envisager les choses à un point de vue diffé-

rent. Il importe d'étudier séparément le conflit doctrinal et la position prise par les parties en présence.

§ 1. — *Le conflit doctrinal.*

Le maintien des juridictions locales a été présenté par les auteurs comme le corollaire d'un principe plus général, le maintien des institutions indigènes de droit privé.

En effet, l'intervention d'un peuple dans la vie politique d'un autre peuple suppose la prise en main par le premier de tous les leviers de commande ; le peuple colonisateur doit s'assurer la direction de l'Administration, de l'armée, des finances, en un mot des institutions locales de droit public. Mais la même nécessité ne s'impose pas en ce qui concerne les institutions de droit privé ; celles-ci ne sont que la traduction de l'état social des indigènes, de leurs besoins économiques, de leurs conceptions morales et religieuses. Le peuple colonisateur n'a aucun intérêt à y porter atteinte ; toute tentative de transformation se heurterait à des résistances violentes ou créerait un état de trouble latent. D'ailleurs, par quoi remplacerait-on ce que l'on voulait supprimer ? Les institutions d'Europe ne pourraient sans inconvénient être transportées aux colonies ; les lois ne sauraient convenir dans un milieu pour lequel elles n'ont pas été faites. Une raison de bon sens commande le respect de la législation indigène.

Or, si cette législation indigène est maintenue, il n'est rien d'aussi logique que conserver les juridictions indigènes pour l'interpréter et en assurer l'application.

Ce maintien se justifie encore par de multiples intérêts :

Intérêt de la justice civile tout d'abord ; le juge local présente sur son collègue français l'appréciable avantage de mieux connaître les us et coutumes et le justiciable indi-

gènes. Luro décrit le magistrat annamite : « un mandarin instruit, âgé, versé dans la connaissance des mœurs, des prescriptions rituelles, des livres canoniques ;... quand il tranche suivant sa loi les procès civils, il a pour lui la science des coutumes traditionnelles, l'expérience profonde des mœurs et la connaissance individuelle des justiciables ».

Par contre le magistrat français ignore pour la plupart du temps la langue annamite. L'assistance de l'interprète s'impose. Traduire, dit-on, c'est trahir et trahir la pensée des plaideurs au moment où elle a besoin d'être étalée sans artifice devant le juge constitue un danger grave. D'autre part, ne faut-il craindre que le traducteur, intermédiaire obligatoire, ne s'entende avec l'une des parties au détriment de l'autre ?

Le magistrat français ne peut connaître à fond les us et coutumes indigènes ; sa conscience professionnelle lui fait une obligation de les étudier mais l'absence des textes et des traductions est un handicap sérieux. Souvent il est obligé d'avouer indirectement son impuissance. Parlant de la coutume annamite, M. Bourayne affirme « nous sommes obligés de la connaître et nous la connaissons ». Mais immédiatement après, il souhaite l'adjonction aux tribunaux de deux notables au courant des us et coutumes ; l'étude, dit-il, en serait alors aisée et la loi serait mieux comprise ; l'on ne serait pas obligé « comme aujourd'hui » de s'y initier « au fur et à mesure des besoins de juger ».

De même que la connaissance de la langue et celle des us et coutumes, la connaissance du caractère des justiciables est une chose qui s'apprend à la longue. Le juge européen ne saurait y parvenir durant son court séjour colonial et serait-il arrivé à ce stade que le hasard d'un déplacement rendrait son labeur inutile. Sans ajouter foi aux auteurs

qui prétendent qu'il a tendance à mépriser la coutume indigène et à la transgresser à tout instant, il faut remarquer que le climat tropical le rend aisément nerveux et irritable, moins apte à l'examen de certains cas embrouillés qui exigent un esprit pondéré et calme. « A ce point de vue, dit Girault, des races moins agitées ont chance de fournir de meilleurs juges ».

En second lieu, intérêt pour le justiciable. La justice française est coûteuse ; les frais de justice ont été dénommés à juste titre un impôt sur la détresse des plaideurs ; l'assistance judiciaire ne peut constituer qu'un palliatif insuffisant. Or nous avons vu que la justice annamite est gratuite par essence ; à cet avantage, elle joint la simplicité et la célérité. Le mandarin-juge, père et mère du peuple, a reçu la mission de veiller sur les justiciables et toute négligence de sa part fait l'objet de peines sévères ; cela explique la confiance aveugle qu'on a en lui et qui ne pourrait exister à un même degré à l'égard du magistrat étranger, fraîchement débarqué et qui est par ailleurs irresponsable en dehors des cas de prise à partie.

Le maintien des juridictions locales présente enfin un grand intérêt pour le peuple colonisateur. En conservant à l'élite indigène le débouché de la magistrature, il évite des mécontentements susceptibles de créer des troubles graves. Le métier de départager les hommes est considéré comme l'un des plus nobles dans tous les pays ; il est injuste d'en faire le monopole des étrangers et ce serait déclarer implicitement les autochtones incapables de juger leurs compatriotes ; jamais une telle idée n'est entrée dans la ligne de conduite d'aucune nation colonisatrice.

M. Girault fait remarquer que tout jugement rendu en matière civile mécontente au moins le plaideur qui n'a pas

obtenu gain de cause ; « dans l'intérêt des Européens, il vaut mieux que ce soit un juge indigène qui porte le poids de ce mécontentement ».

La substitution des tribunaux français aux juridictions locales nécessiterait un accroissement considérable de dépenses. Pour faire venir le magistrat européen, il faut le rétribuer autrement que son collègue indigène recruté sur place. Cette charge ne pourrait être supportée par les budgets médiocrement alimentés des colonies et protectorats et la métropole serait mise dans l'obligation de fournir des subventions.

D'autre part, les précédents historiques ne sont guère encourageants. Le décret du 25 mai 1881, organisant la substitution en Cochinchine a été critiqué par l'unanimité de la doctrine ; les tribunaux nouvellement créés ayant des effectifs réduits, les magistrats devaient effectuer de fréquents déplacements et ne pouvaient se consacrer aux affaires ; les plaideurs ignorant la procédure française ne savaient où s'adresser. Partout, pour trancher les différends, apparurent des arbitres indigènes, formant une juridiction irrégulière et occulte, en marge de la loi. L'exemple cochinchinois condamnait par avance une tentative qui serait faite au Tonkin.

En conséquence, il est de sage politique de conserver les juridictions locales. Le principe du maintien reçoit cependant quelques atténuations ; M. Girault veut réserver au colonisateur le droit de surveiller les juges indigènes et d'intervenir dans l'organisation judiciaire. Ainsi un tribunal supérieur européen ou mixte doit être institué pour recevoir les appels des échelons inférieurs maintenus tels quels. M. Solus développe cette idée et parle de « maintien de juridictions spéciales indigènes. »

Prenant le contre-pied de la doctrine précédente, la théo-

rie de l'assimilation tend à la suppression pure et simple de la justice indigène. Elle s'inspire d'une double idée : danger résultant du maintien de l'organisation judiciaire traditionnelle et désir de faire bénéficier les indigènes de l'organisation métropolitaine.

Les auteurs prétendent (1) que, très souvent, les autorités locales rendent la justice d'une manière non satisfaisante. La partialité et la concussion sont des vices très répandus. Un tel état de choses ne peut durer sans qu'il en résulte des inconvénients pour l'évolution générale ; l'activité économique d'un pays est commandée par le fonctionnement de son service judiciaire. Quand la répression des torts n'est pas assurée, la sécurité juridique n'existe pas et les transactions commerciales iront se ralentir.

Ce serait une maladresse de la part du gouvernement colonisateur de conserver aux juges locaux la plénitude de leurs pouvoirs. Ils continueraient à opprimer leurs compatriotes comme dans le passé et seraient tentés de croire que tout leur est permis. Le droit de trancher les litiges et en ce qui concerne les magistrats répressifs, le droit de punir confèrent à ses détenteurs un prestige d'autant plus considérable que l'indigène ignore la séparation des pouvoirs et autorités et le mécanisme des contre-poids. Si les juges locaux étaient anti-français, on s'apercevrait bien vite quelle arme redoutable on avait laissée entre leurs mains ! En favorisant leurs partisans et en frappant ceux qui ne professent pas les mêmes idées, ils pourraient contrecarrer sérieusement l'œuvre de la colonisation.

Pour se maintenir, le gouvernement colonisateur doit mettre la main ou du moins instituer un contrôle étroit sur

(1) Voir Bouïnais et Paulus. *L'Indochine contemporaine*.

le service judiciaire ; la logique conduirait à substituer ses propres tribunaux aux juridictions indigènes. Ayant la mission de maintenir l'ordre, il doit avoir tous les moyens pour le faire. Il doit être juge du degré d'énergie avec lequel il importe de poursuivre la répression des infractions. S'il laissait ce soin à d'autres, il faillirait à sa tâche.

A côté de cet argument qui intéresse uniquement le gouvernement colonisateur, les auteurs invoquent un second qui serait l'intérêt des indigènes eux-mêmes.

L'organisation judiciaire française est perfectionnée ; elle est le fruit de plusieurs siècles d'évolution ; l'expérience des Cours et tribunaux a contribué à sa perfection autant que les dissertations de jurisconsultes.

Il s'agit d'en faire bénéficier aux indigènes ; la colonisation n'est concevable que si l'on procure à ces derniers certains avantages matériels et moraux. La justice française est le plus beau présent qu'on puisse leur offrir.

La substitution des tribunaux français aux juridictions locales est plus qu'un système logique ; elle est dictée par la mission civilisatrice qu'assume le peuple colonisateur. Elle est par ailleurs une application particulière du principe général de l'assimilation des indigènes.

Les peuples colonisés ou protégés sont vis-à-vis de la métropole comme des enfants mis en tutelle ; ils parviendront forcément à un âge où ils s'émanciperont ; ils ne peuvent être considérés éternellement comme des mineurs. La sécession est une hypothèse normale ; au lieu de chercher à empêcher l'inévitable, ne vaudrait-il pas mieux envisager les choses avec calme et sénérité. Il faut chercher à attacher les indigènes à la métropole de façon que des liens moraux et sentimentaux subsisteront, quand la domination politique aura cessé. Il faut créer une communauté de culture et de

pensée entre les diverses parties à l'Empire et, à défaut d'unité géographique, réaliser l'unité morale. La substitution aussi rapide que possible des institutions françaises aux institutions indigènes est un moyen excellent pour créer une solidarité impériale. Par là même, elle constitue la meilleure défense des possessions, colonies ou protectorats.

En prévoyant les conséquences de cette politique, certains auteurs se sont élevés jusqu'au lyrisme ! Commentant la promulgation des lois françaises en Cochinchine, Bouïnais et Paulus (L'Indochine contemporaine) s'écrient : « Heureuse mesure qui substitue aux Codes annamites... des lois fondées sur une connaissance profonde de la nature humaine, sur des principes philosophiques élevés et écrits par des criminalistes éminents ! Huit mille exemplaires de la loi traduits et imprimés en *quoc-ngu* ont été répandus dans les communes et vulgarisent nos idées morales à mesure que l'instruction des Annamites devient plus générale. C'est là une mesure qui produira des résultats merveilleux dans les esprits affamés de justice et qu'il convenait bien aux fils de la Révolution Française de répandre à pleines mains ».

§ 2. — *Position des parties en présence.*

Si, après avoir envisagé la controverse doctrinale, nous abordons le terrain des réalités pratiques, nous verrons que le dilemme Maintien ou Assimilation ne se résout pas uniquement par des considérations logiques mais encore par des arguments de politique pure ou des arguments de circonstances. Ceux-ci ont exercé une influence considérable sur l'action du gouvernement protecteur et sur l'attitude du peuple protégé, commandant ainsi à l'évolution judiciaire

tonkinoise. Pour en avoir une idée exacte, il nous faut déterminer la position des deux parties en présence.

Quel a été le comportement du gouvernement français ? La réponse semble aisée ; la France, tenue au Tonkin par un traité de protectorat, a une obligation de maintenir la justice mandarinale. Dès lors, quel que soit le mérite de la doctrine de l'assimilation, elle ne saurait lui donner la préférence.

Pourtant il en fut autrement. Bien que le traité fût régulier et ratifié par le Parlement, il ne fut guère observé ; une politique très nette d'assimilation était pratiquée jusqu'au moment où elle fut dénoncée comme dangereuse par les jurisconsultes et ce n'est alors qu'un revirement se dessina dans le sens contraire. L'inobservation de l'engagement contracté en 1884 tenait à une double cause : une raison d'ordre historique et une raison de prestige.

En 1884, le gouvernement français pouvait choisir entre l'annexion du Tonkin et l'établissement du Protectorat. Il adopta la deuxième solution non par conviction mais presque à contre-cœur. La conquête tonkinoise s'était heurtée en effet à de graves difficultés... parlementaires. On était au lendemain de la guerre franco-allemande. L'opinion publique en France était surexcitée par les clauses draconiennes du traité de Francfort. Tous les yeux étaient tournés vers l'Alsace et la Lorraine ; peu de personnes s'intéressaient aux possessions d'outre-mer ; l'entreprise coloniale était en ce moment jugée vaine et ruineuse. Il fallait d'ailleurs ménager les susceptibilités de l'Angleterre qui ne voyait pas avec plaisir les Français s'installer à proximité de l'Inde. La conquête du Tonkin fut décidée de la seule initiative de l'Amirauté de Cochinchine. En 1873, Francis Garnier profita de l'incident Dupuis pour s'emparer de *Hanoï* et de

plusieurs provinces limitrophes. Mais la métropole était hostile à une aventure en Extrême-Orient et le traité de 1874 restitua les territoires conquis, se contentant de stipuler la souveraineté de la France sur la Cochinchine et un protectorat dissimulé sur l'Annam proprement dit et le Tonkin. Il fallut une nouvelle expédition et la mort tragique du colonel Henri Rivière pour déterminer l'opinion publique. Cependant, il existait à la Chambre des Députés une opposition puissante et les crédits pour le Tonkin, rejetés par la Commission, furent votés finalement à une voix de majorité ! A peine s'était-on décidé à ne pas abandonner l'entreprise, au moins voulait-on lui donner la moindre extension possible afin de ne pas trop engager de dépenses. Ce fut une raison budgétaire qui décida de la politique du Protectorat. On en a la preuve certaine dans le fait qu'au cours de l'enquête parlementaire ouverte sur la question du Tonkin, M. le Myre de Villers évalua à 15 millions de francs les dépenses du Protectorat et à 100 millions celles de l'annexion.

Dès lors, quand l'opinion publique commença à s'intéresser aux colonies, il se produisit un glissement naturel vers une politique d'annexion ; le traité de 1884, inspiré par des raisons de circonstances ne pouvait être scrupuleusement observé. Il n'était pas question d'une violation flagrante mais on voulait, par des moyens détournés, arriver au même résultat. La méthode fut indiquée par M. Harmand qui signa les préliminaires de paix de 1883, en tant que Commissaire général de la République française en Indochine. Il faut, dit-il, « écarter du gouvernement et de l'Administration non pas par la violence et l'abus de la force, mais par des procédés naturels d'élimination prudente ou par la transformation des fonctions dangereuses quand elles

sont effectives en fonctions purement honorifiques, les hauts mandarins pour leur substituer des agents français choisis avec soin et ne se contentant plus de contrôler mais dirigeant réellement les fonctionnaires indigènes subalternes nommés pas nous au nom de la Couronne » (cité par M. Charles de Pincé : *Le protectorat de la France en Annam, au Tonkin et au Cambodge. Revue politique et parlementaire*, tome XVIII, p. 646).

L'inobservation du traité de 1884 était due d'autre part à la politique de prestige des Résidents. Les Résidents furent des fonctionnaires français placés auprès des mandarins annamites pour une mission de surveillance ; ils étaient de simples contrôleurs et n'étaient pas destinés à remplacer l'administration locale. Cela résultait des termes du rapport précédant le décret du 28 janvier 1886 : « Le gouvernement français veut utiliser l'organisme relativement perfectionné qui existe dans le royaume annamite et le faire fonctionner dans le sens de nos idées et des progrès que nous voulons faire réaliser dans ce pays. » En ce qui concernait le domaine de la justice, une circulaire de Paul Bert en date du 30 août 1886 aux résidents et vice-résidents dit expressément : « Vous n'interviendrez pas directement dans l'administration de la justice indigène, mais vous suivrez ses actes avec soin afin de faire prévaloir l'esprit de modération et de sage tolérance qu'inspire notre politique. » Une autre circulaire du Résident général du 15 juillet 1888 précisa leur rôle en matière judiciaire ; ils devaient « suivre attentivement la marche de la justice indigène, se faire exactement renseigner sur la suite qui a pu être donnée aux procès criminels intentés aux individus accusés d'avoir voulu attenter à la sécurité des personnes. »

Mais les Résidents ne voulurent pas se cantonner dans les

attributions qui leur étaient dévolues ; ils désobéirent sciemment aux ordres reçus et dépassant la fonction de contrôle, intervenant activement dans les affaires réservées aux mandarins ; ils en arrivèrent à tout décider à leur place. Ils croyaient qu'étant les représentants de la France, ils devaient avoir en toutes occasions le dernier mot à dire. Conserver le pouvoir de décision aux mandarins leur semblait une faiblesse et un danger grave. Ils étaient persuadés que ces derniers étaient incapables d'administrer eux-mêmes ou le faisaient dans des conditions déplorables, qu'en tous cas l'autorité qu'on leur laissait pourrait un jour se retourner contre le gouvernement colonisateur. C'est pourquoi les Résidents devaient se substituer à eux et apparaître comme les véritables détenteurs de l'autorité aux yeux de la population locale.

Cette politique de prestige devant la faible résistance des mandarins eut pour résultat de les dépouiller graduellement de tout pouvoir et de les réduire à des fonctions honorifiques ; en matière de justice, ils en étaient arrivés à modeler entièrement leurs sentences sur les suggestions autoritaires voire sur les ordres du Résident !

Qu'on ne nous accuse pas d'exagération ! Nous n'avons rendu compte que de l'exact état des choses et nous nous appuyons, ce faisant, sur le témoignage d'auteurs avertis ayant traité de la question. A tout hasard, nous mentionnons celui de M. Charles de Pincé, déjà cité. Commentant les fluctuations de la politique française en Annam-Tonkin, il conclut : « Au milieu de ces fluctuations, apparaît un fait indéniable, c'est que l'impulsion donnée d'en haut n'est jamais suivie qu'autant qu'elle s'exerce dans le sens des idées du protectorat le plus étroit. Si elle tend à revenir en arrière, les représentants de l'autorité française dans les

provinces, les Résidents résistent et opposent leur force d'inertie. Ainsi s'explique que, malgré tout, l'évolution du protectorat se maintient et se poursuit, plus ou moins contrariée, avec plus ou moins de rapidité, vers un régime où la part des fonctionnaires français dans l'administration grandit de plus en plus, où celle des mandarins diminue de jour en jour ».

L'ingérence des Résidents dans l'administration de la justice tonkinoise fut prouvée de façon indiscutable par le document suivant : il s'agit d'un rapport rédigé par M. Raoul Raffray, président de la Chambre indigène de la Cour d'Appel du Tonkin sur l'invitation de M. le Procureur Général Dubrueil et à destination du Ministre des Colonies, en 1906. Nous nous contentons d'en extraire deux passages substantiels. « Dans la plupart des provinces, le magistrat indigène est le plus souvent annihilé par l'ingérence à peu près constante des Résidents ; dans les affaires judiciaires, ces derniers leur dictent ou leur imposent trop fréquemment leurs décisions ». Plus bas, nous lisons : « Je pourrais vous rechercher et retrouver encore certains jugements qui ont été, non plus seulement inspirés ou imposés, mais rédigés complètement en français, jugements que le mandarin n'avait plus qu'à reproduire en caractère chinois après traduction ».

Quant à la position prise par le peuple protégé devant le dilemme Maintien ou Assimilation, nous allons envisager successivement l'attitude de la Cour de *Hué*, celle de l'élite locale et celle de la population locale.

La Cour de *Hué* était partie contractante au traité de 1884 ; elle avait le droit et le devoir de veiller à son application intégrale. En toute logique, elle aurait dû être partisan résolu de la thèse du maintien des juridictions man-

darinales. Cependant, elle ne s'était fait remarquer que par une passivité étonnante. Jamais elle n'éleva de protestation contre les empiétements du gouvernement français. Par son inaction, elle laissa s'accomplir ce que M. Jean de Galembert appelait « la politique de M. Harmand » (1). Celle-ci consistait à séparer le Tonkin de l'Annam proprement dit afin de le soustraire à l'obédience royale. Rappelons les diverses étapes de cette politique : En 1883, les préliminaires de paix du 25 Août distinguaient entre le protectorat étroit du Tonkin agrandi des provinces de *Thanh-Hoa*, *Nghe An* et *Ha Tinh* et le protectorat relâché de l'Annam proprement dit amputé encore de la province de *Binh Thuân*. En 1884, le traité de *Hué* restitua les provinces précédemment détachées mais maintint le principe de la différenciation. En 1886, fut créé le *Kinh luoc*, vice-roi qui pouvait traiter directement avec les représentants de la France au Tonkin. Onze ans plus tard, cette fonction fut supprimée et ses attributions, confiées au Résident Supérieur. En 1925, à la mort de S. M. *Khai dinh*, intervint une convention par laquelle seuls les règlements concernant les rites ou les règles constitutionnelles du royaume feraient désormais l'objet d'ordonnances royales. Toutes les autres questions concernant la justice et l'administration seraient réglées par arrêtés des chefs du protectorat.

Le Tonkin se trouvait ainsi complètement détaché de la Cour de *Hué* et cette situation se continuait même depuis le retour de France de S. M. *Bao Dai* et bien que des changements importants fussent réalisés en Annam. La convention de 1925 fut en effet dénoncée, mais l'ordonnance du

(1) Jean de Galembert. *Les Administrations et les Services Indochinois*, pages 33 à 36 (édition 1924).

24 octobre 1933 confirma au Résident Supérieur au Tonkin l'attribution des pouvoirs du *Kinh luoc*.

La politique Harmand avait abouti ; l'inaction du gouvernement annamite était la conséquence inévitable de son manque de prestige.

Depuis la mort de S. M. *Tu Duc*, de grandes crises ne cessaient de bouleverser la dynastie : *Hiep Hoà* périt, assassiné ; le règne de *Kien Phuc* dura 3 mois, celui de *Dong Khanh*, 3 ans ; *Ham Nghi*, *Thanh Thai*, *Duy Tan* furent déposés ; S. M. *Khai Dinh* entretenait de bonnes relations avec la France mais n'eut pas de politique personnelle. Pendant toute cette période, l'entourage des Souverains n'avait compté aucune de ces grandes figures mandarinales qu'on voyait jadis. Les dignitaires, vénérables lettrés peu au courant des idées nouvelles, avaient la sensation d'être dépayés dans un monde qui se modernisait et s'étaient abstenus de ne rien faire. *Hué* s'endormit dans une léthargie ininterrompue. Il a fallu le retour de S. M. *Bao Dai* et l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe ministérielle de M. *Pham-Quynh* avec M. *Bui bang Doan* comme ministre de la Justice pour que la vie reprît à la capitale et que la voix du gouvernement annamite se fit entendre dans les discussions politiques.

Quant à l'élite locale, elle avait évidemment intérêt à la conservation des juridictions mandarinales qui ouvraient un débouché sérieux aux jeunes intellectuels. Cependant elle n'avait guère été un ardent défenseur du principe du maintien. La classe des mandarins était restée inactive, quoique certaines mesures eussent porté atteinte à ses prérogatives. La cause en était dans la tutelle étroite qu'exerçait le gouvernement français. Séparés de la Cour de *Hué*, les man-

darins ne connaissaient plus comme chef suprême que le Résident Supérieur et le principe d'autorité, vestige de l'Ancien Régime, les maintenait dans une discipline absolue.

Jusqu'à la fin de la Grande Guerre, ils constituaient la seule élite du pays ; depuis, il s'est formé une élite intellectuelle composée d'étudiants diplômés de diverses écoles de France ou d'Indochine et une bourgeoisie d'argent, fruit des années de prospérité. Ce furent ces éléments jeunes qui lisaient les journaux et revues parus en langue annamite et occupaient les sièges de la Chambre des Représentants du peuple. Or ils s'étaient signalés par une hostilité à peine déguisée contre le mandarinat accusé de concussion et d'oppression. Englobant dans une même réprobation les nouveaux mandarins judiciaires, ils en étaient venus à souhaiter la substitution des tribunaux français aux juridictions mandarinales. Cependant une partie éclairée a compris qu'à côté des questions de personnes, il y avait une question de principe et que l'existence de quelques sujets concussionnaires et véreux ne suffisait pas pour condamner une institution. En ce qui concernait plus particulièrement le mandarinat judiciaire, on s'était laissé leurrer surtout par une querelle de mots. En effet, que le juge s'appelât mandarin ou non, cela ne pouvait avoir aucune importance. Il s'agissait surtout de savoir si les Annamites pouvaient devenir magistrats et juger équitablement leurs compatriotes. On avait fini par le comprendre. Nous n'avons pas été surpris de voir, à la dernière session du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers de l'Indochine, les délégués de la Chambre des Représentants du Peuple du Tonkin formuler le vœu pour que toutes les circonscriptions soient à l'avenir pourvues de mandarins judiciaires.

Enfin la population tonkinoise avait pu, par sa réaction devant les mesures législatives, manifester son opinion ; on pouvait distinguer deux courants d'opinion successifs. Il y eut tout d'abord un mouvement de désaffection envers les juridictions mandarinales ; en effet les mandarins ayant une besogne administrative écrasante ne pouvaient se consacrer à la fonction judiciaire ; certains étaient corrompus et à juste titre, détestés ; de là, il résultait des abus graves. De l'autre côté, les tribunaux français nouvellement créés à Hanoï et Haïphong bénéficiaient du prestige des institutions d'Europe ; par leur organisation excellente, par les garanties assurées aux justiciables, surtout par la présence des défenseurs, ils l'emportaient indiscutablement sur la justice mandarinale. Les paysans venaient devant eux toutes les fois que cela était possible. Dans les contrats, les clauses de soumission à la loi française et d'attribution de compétence aux tribunaux français se multipliaient.

Pendant cet enthousiasme fut de courte durée ; les plaideurs firent connaissance avec les frais de justice qui, avec la crise, devenaient exorbitants ! On renonçait à plaider les petits procès civils. D'autre part, les prétoires français étaient hantés par les agents d'affaires que les vieilles lois impériales frappaient d'ostracisme. Ces intermédiaires, bénéficiant d'une quasi-immunité, constituaient un fléau redoutable : ils induisaient les justiciables en erreur, les berçaient des espoirs les plus insensés et par mille autres artifices diaboliques, les dépouillaient de leur avoir. C'est pourquoi un mouvement de réaction se dessina en faveur de la justice traditionnelle. La création des mandarins judiciaires recrutés parmi les docteurs et licenciés en droit a contribué pour beaucoup à ce juste revirement.

SECTION II. — LES VICISSITUDES DES JURIDICTIONS
MANDARINALES.

Les tendances assimilatrices ou conservatrices que nous avons vu exercer sur l'évolution de la justice mandarinale ont eu des fortunes diverses pendant cette période qui va de 1874 à nos jours. Si nous ne tenons compte que des grandes lignes de l'évolution, nous voyons apparaître assez nettement trois phases : une première phase qui va de 1874 à 1897, pendant laquelle l'organisation antérieure fut maintenue dans son intégralité ; une deuxième phase de 1897 à 1917, pendant laquelle d'importantes réformes furent réalisées dans le sens de l'assimilation ; enfin une troisième phase de 1917 à nos jours, qui est une phase de réorganisation judiciaire dans une pensée de transaction entre les principes du maintien et de l'assimilation.

§ 1. — *Première phase : Maintien intégral de juridictions
mandarinales (1874-1897).*

Le principe du maintien des institutions locales fut affirmé de façon solennelle par les traités de protectorat.

Le traité de 1874 établissant entre l'Annam et la France « paix, amitié et alliance perpétuelles » stipulait dans son article 2 que « Son Excellence le Président de la République française reconnaît la souveraineté du Roi d'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toutes puissances quelles qu'elles soient, lui promet entière indépendance et s'engage à lui donner sur sa demande et gratuitement l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité. » Rien n'était changé à l'administration intérieure du Royaume ; le protectorat, extrêmement dissimulé, ressortait de la lecture de l'article 3, mettant la politique étrangère

de l'Annam sous le contrôle de la France. Le traité de 1884 (1) reconnaissait au Roi l'exercice de la souveraineté intérieure ; il lui conservait la direction de l'Administration du Royaume ; les autorités annamites étaient maintenues. Le gouvernement français se bornait à un droit de contrôle s'exerçant par des Résidents placés auprès des mandarins chefs de province.

Le maintien de l'organisation administrative et judiciaire se trouvait encore affirmé par de nombreux textes de décrets : décret du 1^{er} novembre 1901, art. 17 du décret du 1^{er} décembre 1902 et art. 10 du décret du 31 août 1905 (1).

De 1874 à 1897, le principe fut appliqué rigoureusement ; l'autorité française exerçait un simple droit de regard sur le fonctionnement des juridictions mandarinales. Le contraire eût été d'ailleurs impossible. On était aux premiers temps de l'occupation ; la pacification du pays s'avérait longue et difficile. Les Résidents se consacraient à leur besogne de répression de la piraterie ; sans doute avaient-ils déjà la ferme intention de se substituer aux mandarins, mais ils se heurtaient pour le moment à une impossibilité matérielle. Le rapport précédant le décret du 27 janvier 1886 portant organisation du protectorat traduisait cet état d'esprit ; après avoir constaté l'impossibilité actuelle d'une intervention active dans l'administration indigène, ce texte disait : « Plus tard, à mesure que notre autorité s'assoira et que l'influence de notre civilisation pénétrera davantage dans les pays placés sous notre tutelle, nous serons conduits à exercer notre action dans un certain nombre de branches, dans la justice, l'instruction, les impôts, etc... ».

(1) Consulter Recueil général des actes relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'Indochine Arrighi de Casanova.

La seule entorse à l'organisation judiciaire traditionnelle fut la création des tribunaux de résidence et plus tard des tribunaux français dans les concessions.

L'article 16 du traité de 1874 portait que les contestations entre Français ou entre Français et Etrangers seraient jugées par le Résident français ; les contestations entre Européens et Annamites seraient tranchées d'un commun accord d'après l'équité par le Résident et un juge annamite. Par application de ce texte, le décret du 17 août 1881 organisait les tribunaux de résidence appliquant la législation en vigueur en Cochinchine. Le décret du 10 février 1886, dans son article 2, conférait aux vices-résidents chefs de poste les mêmes attributions juridictionnelles qu'aux Résidents ; son article 3 stipulait que la procédure à suivre serait celle applicable devant les tribunaux consulaires de l'Extrême-Orient. Appel des jugements rendus en matière fonctionnelle et en premier ressort en matière civile et commerciale était porté devant la Cour de Saïgon.

Le traité de *Hué* du 6 juin 1884, dans son article 10, élargit la compétence des tribunaux de résidence ; ceux-ci pouvaient trancher non seulement les contestations entre Européens, mais encore les contestations entre Européens et Annamites, sans adjonction de magistrat indigène.

En 1888, le décret du 8 septembre créa à *Haïphong* et *Hanoi*, déclarés postérieurement concessions françaises par ordonnance royale, des tribunaux réguliers composés de magistrats de carrière et relevant de la Cour de Saïgon. Ces tribunaux étaient compétents pour toutes affaires civiles, commerciales, correctionnelles ou de simple police, à l'exception de celles dans lesquelles ne seraient en cause que des indigènes ou assimilés (art. 3) ; de même, ils devaient juger tous les délits commis au préjudice d'une personne

autre qu'un indigène ou assimilé (art. 4). Leur compétence *ratione personae* devait être élargie par le décret du 15 septembre 1896 : les articles 6 et 11 vinrent décider que, sur le territoire des concessions, la justice française connaîtrait de toutes les affaires civiles, commerciales ou correctionnelles, quelle que soit la nationalité des parties en cause ou des prévenus. Les cours criminelles (art. 3) connaîtraient d'après les mêmes règles de compétence des crimes commis par les indigènes. Quant aux contraventions commises par ces derniers sur ces mêmes territoires, elles seraient (art. 12) jugées par le Résident-Maire qui pouvait recourir aux pénalités édictées par le Code Annamite.

Il y eut ainsi coexistence de la justice française avec la justice mandarinale. Les Tribunaux de mandarins continuaient à fonctionner selon les règles traditionnelles ; l'autorité française se contentait d'une surveillance lointaine. Cependant ce contrôle devint plus effectif grâce à la création du *Kinh Luoc*. L'ordonnance du 3 juin 1886 portait nomination du *Kinh Luoc*, vice-roi, spécialement chargé de l'administration des provinces du Tonkin ; il était le délégué des 6 ministres de la Capitale et le dépositaire de tous les pouvoirs royaux sauf le pouvoir législatif. En matière judiciaire, il était investi de toutes les prérogatives appartenant aux différents ministères et au Roi lui-même quant à l'examen, l'approbation et l'exécution des jugements. La création ou plus précisément le rétablissement du *Kinh Luoc* avait pour but de rendre l'administration du Tonkin indépendante de la Cour de *Hué* et de permettre à l'autorité française d'exercer sur le pouvoir local une action plus décisive.

A partir de ce moment, nous nous acheminons vers un contrôle de plus en plus étroit. L'ordonnance du 17 janvier

1889 créa des tribunaux mixtes composés du *Quan An* et du Résident de la province pour juger les pirates et les miliciens accusés de complicité de piraterie. Comme il y avait un juge français, les jugements prononcés furent soumis à l'approbation du Résident Général. Cette mesure fut généralisée par les circulaires des 5 octobre et 5 décembre 1891 ; non seulement les jugements des tribunaux mixtes, mais tous les jugements indigènes soumis par les *Tong Doc* à l'approbation du *Kinh Luoc* durent être adressés au Résident Général pour approbation.

En 1897, le *Kinh Luoc* fut supprimé. Le Résident Supérieur hérita de toutes ses attributions et devint le Chef de la justice locale. Les mandarins furent placés sous ses ordres ; au contrôle succéda pour eux un assujettissement direct. C'était la fin de l'autonomie des juridictions mandarinales. Une nouvelle phase allait commencer.

Commentant l'ordonnance de suppression du *Kinh Luoc*, M. Paul Doumer, dans son rapport sur la situation de l'Indochine, écrivait : « L'autorité française devenait juge en appel, avec le concours des mandarins précédemment attachés au Cabinet du *Kinh Luoc*, des procès civils et criminels en matière purement indigène ». M. Barruel (Thèse Poitiers 1905) estimait qu'à cette date, la substitution de la justice française à la justice annamite était presque accomplie.

§ 2. — *Deuxième phase : Réformes dans le sens de l'assimilation (1897-1917).*

Le gouvernement français profitait des dispositions de l'ordonnance de 1897 pour introduire des réformes importantes dans l'organisation de la justice mandarinale.

Il y eut une courte période de 1897 à 1901 où le Résident

Supérieur exerçait les attributions judiciaires du *Kinh Luoc*. Deux mesures importantes furent prises :

Une circulaire du 1^{er} juin 1900 instituait un contrôle plus efficace sur les juridictions mandarinales, s'élevait contre l'abus des incarcérations prolongées et de la détention préventive, interdisait l'emploi du rotin comme moyen d'instruction et posait en principe qu'aucun châtiment corporel ne pourrait être appliqué sans jugement régulier.

Un arrêté du 1^{er} mars 1900 instituait une Commission Supérieure pour le contrôle des jugements rendus par les tribunaux mixtes et les juridictions mandarinales. En faisaient partie le Chef du service des affaires indigènes, le fonctionnaire chargé spécialement de la justice à la Résidence Supérieure et trois hauts mandarins. La Commission était saisie par le Chef du Protectorat, soit d'office, soit sur l'appel des parties. Elle statuait sur pièces et émettait des avis, en fait et en droit, sur les jugements qui lui étaient déferés.

Le décret du 1^{er} novembre 1901, au nom du principe de la séparation des pouvoirs, vint enlever au Résident Supérieur ses pouvoirs judiciaires pour les attribuer partie au Procureur Général près la Cour d'Appel de l'Indochine, partie à une Commission d'Appel ; en même temps, il confirma la suppression des peines corporelles. « J'estime, s'exprimait le rapporteur du décret, que le Gouvernement de la République ne saurait tolérer plus longtemps l'application aux indigènes de châtiments corporels, soit comme moyen d'instruction, soit comme pénalité. »

En vertu de ce décret, les juridictions mandarinales furent placées sous la direction du Procureur Général devenu Chef de la justice indigène. Une Commission d'Appel fut chargée du contrôle des jugements rendus ; elle était composée de

trois conseillers à la Cour d'Appel de l'Indochine et de deux hauts mandarins ayant voix délibérative ; elle statuait sur pièces ; saisie soit d'office, soit sur requête des parties par le Procureur Général, elle rendait des décisions définitives et exécutoires à sa diligence.

Une réforme plus importante fut réalisée par le décret du 31 août 1905 remplaçant la Commission d'Appel par une Chambre de la Cour d'Appel ; ce fut la quatrième Chambre, chargée exclusivement des appels des affaires indigènes ; siégeant à Hanoï, elle était composée d'un Vice-Président de la Cour d'Appel, de deux Conseillers et de deux mandarins ayant voix délibérative. Comme il s'agissait cette fois d'une véritable juridiction, les parties reçurent le droit de la saisir directement. Mais ce droit appartenait également et en toutes matières au Procureur Général ; tous les jugements de tribunaux indigènes devaient lui être expédiés dans la huitaine de leur prononcé ; il les renvoyait pour exécution ou en cas d'improbation, les soumettait à la juridiction d'appel. Celle-ci statuait tant en fait qu'en droit et sur pièces, sauf faculté, si elle le jugeait nécessaire, d'entendre les parties ou d'ordonner toute mesure nouvelle d'instruction. Ses décisions étaient définitives et exécutoires à la requête du Procureur Général.

Ce régime devait fonctionner jusqu'en 1917. Avant d'envisager son fonctionnement pratique, nous croyons utile de résoudre un problème soulevé par M. Habert, Directeur de l'Administration de la justice en Indochine, dans son étude sur la Justice indigène au Tonkin (Publication de la Direction des Services judiciaires de l'Indochine — Exposition coloniale internationale, Paris 1931). Les décrets du 1^{er} novembre 1901 et du 31 août 1905, pris sans l'adhésion du gouvernement annamite auraient-ils été nuls au regard du

droit interne de l'Annam ? En effet le Roi conservait l'exercice de la souveraineté intérieure et l'ordonnance de suppression du *Kinh Luoc* n'avait pas concédé à la France le droit de légiférer en matière d'organisation judiciaire. D'ailleurs le *Kinh Luoc* n'avait jamais été investi du pouvoir législatif ; ses attributions étaient d'autre part transférées par l'ordonnance de 1897 non au gouvernement français, mais au Résident Supérieur pris en tant que représentant du Roi d'Annam.

En conséquence, nous croyons que les décrets précités avaient été pris en violation du traité de 1884. M. Habert explique que, s'agissant de mesures transitoires, on n'avait pas cru nécessaire de les soumettre à la sanction de la Cour de Hué. Quoi qu'il en fût, nous voyons dans ce fait une preuve de l'inobservation du principe du protectorat. Nous en avons une autre dans l'ingérence de fait des Résidents dans l'administration de la justice mandarinale.

Le document que nous avons cité dans le paragraphe second de la 1^{re} section de ce chapitre concernant cette ingérence date de 1906 ; c'est en effet à ce moment que, la pacification étant venue, les Résidents intervenaient de plus en plus fréquemment dans les attributions des mandarins et arrivaient à les dépouiller de tous leurs pouvoirs. A une situation de droit, s'ajoutait ainsi une situation de fait très grave. A la lecture des textes, on pouvait croire que rien n'était changé dans l'organisation des juridictions mandarinales, hormis l'institution d'un organisme de contrôle ; en réalité les mandarins n'étaient plus maîtres de leurs sentences ; à la justice traditionnelle se substituait une justice résidentielle occulte ; de nombreux inconvénients en résultaient.

En 1913, le Gouverneur Général M. Sarraut entreprit de

réorganiser cet état de choses. Trois solutions étaient possibles : retour à l'organisation antérieure, suppression pure et simple des juridictions mandarinales et leur remplacement par des tribunaux français comme en Cochinchine, enfin, créer des tribunaux mixtes. C'était cette dernière solution qui fut adoptée.

Les travaux de refonte judiciaire furent entrepris en même temps que ceux d'une codification générale de la législation tonkinoise ; ils furent tous achevés vers 1914 et par souci de légalité, présentés à la sanction du roi d'Annam ; avec un retard dû à la guerre qui éclata en Europe la même année, le projet de réforme fut ratifié en 1916 et fit l'objet de l'ordonnance royale du 16 juillet 1917.

§ 3. — *Troisième phase : Refonte de l'organisation judiciaire (1917-1938).*

L'ordonnance royale du 16 juillet 1917, rendue exécutoire par arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine pris le même jour, prescrivait la mise en application au Tonkin, à partir du 1^{er} janvier 1918, du code d'organisation des juridictions indigènes et des Codes de Lois pénales, de Procédure pénale et de Procédure civile et commerciale.

L'esprit de la réforme fut de réaliser une transaction entre les principes du maintien et de l'assimilation. On ne pouvait songer à conserver l'organisation antérieure qui s'avérait attardée devant l'évolution très rapide du pays ; d'autre part, il s'agissait de mettre en vigueur une législation nouvelle inspirée de principes européens et il était à craindre que les mandarins, vieux lettrés réfractaires aux idées modernes, ne pussent la comprendre et en assurer une correcte application. Mais, doter le Tonkin d'une organisation judiciaire calquée sur celle de la Métropole appa-

raissait comme une entreprise impossible. L'expérience de la Cochinchine avait en somme abouti à un échec ; la politique « d'assimilation intégrale » faisait l'objet de vives critiques de la part des auteurs ; les milieux officiels eux-mêmes s'en émurent. Dans un discours prononcé le 15 septembre 1905 devant le Conseil Colonial de la Cochinchine, le lieutenant-gouverneur M. Rodier reconnaissait « la nécessité d'entrer prudemment mais franchement dans la voie du rétablissement des juridictions indigènes ».

En conséquence, ce fut une formule de transaction qui prévalut au Tonkin ; on conserva les anciens rouages, mais on chercha à les moderniser ; cette pensée ressortait avec une grande netteté de l'allocution prononcée par M. Sarraut, Gouverneur général, lors de la cérémonie qui eut lieu à Hué, en présence du Roi, à l'occasion de la promulgation de l'ordonnance du 16 juillet 1917. « Avec l'enrichissement général et la multiplicité des voies de communication, les rapports entre les individus devenaient plus intenses et plus complexes et plus nombreuses aussi, les causes de controverses et de conflits. L'ancienne procédure ne suffisait plus pour assurer un règlement équitable des litiges portés devant les juges et ceux-ci, même les plus consciencieux — et c'est le plus grand nombre — se montraient impuissants à donner aux justiciables toutes les garanties d'une bonne justice. L'archaïsme des institutions judiciaires ne pouvait que trop servir les calculs de tels mandarins reprochables, qui, habiles à éviter tout contrôle, exerçaient sur leurs administrés les plus blâmables exactions. Votre Majesté a déjà, en quelques édits retentissants, flétri publiquement ces pratiques illicites. Ce ne sera pas le moindre mérite de la réorganisation des tribunaux du Tonkin et de la codification des règles d'une procédure destinée à

garantir les droits et la dignité des justiciables que de permettre, plus efficacement que par le passé, la répression de semblables abus... ».

La principale réalisation fut la transformation du tribunal provincial en tribunal mixte. La juridiction supérieure d'appel avait déjà ce caractère ; c'était la 4^e chambre de la Cour d'Appel de l'Indochine, composée d'éléments français et annamites. L'article 12 de l'ordonnance de 1917 vint décider que le tribunal provincial se composerait désormais d'un juge français président et d'un mandarin, assesseur. Le magistrat français apportait avec lui les connaissances juridiques, la formation professionnelle, les qualités d'impartialité et d'intégrité ; l'élément annamite représentait la connaissance des us et coutumes et de la mentalité des justiciables.

Le tribunal de circonscription resta exclusivement une juridiction indigène ; on n'aurait pu, à cause de la pénurie du personnel, le pourvoir de juge français ; mais on se contenta de réduire sa compétence à celle d'une justice de paix en France.

La procédure resta inspirée des principes annamites qui présentaient une simplicité plus grande et assuraient une justice plus rapide. Le juge saisi par voie de requête, continua à diriger le procès du début à la fin et à tenir la main à l'exécution du jugement. Celle-ci fut assurée, soit par un fonctionnaire local investi des fonctions d'huissier, soit par un notable instrumentaire. Il n'était pas créé d'officiers ministériels. L'assistance de l'avocat restait interdite devant les tribunaux de circonscription et de province ; mais devant la juridiction du 3^e degré, les parties pouvaient recourir au ministère d'un avocat-défenseur.

Le principe de l'unité d'autorité subsistait : le juge du

1^{er} degré était le chef de circonscription ; ceux du 2^e degré, le Résident et le plus haut mandarin de la province. Mais le principe de la spécialisation du juge apparaissait dans le système des suppléances de l'article 12 de l'ordonnance ; Art. 12, alinéa 1^{er} : « Le Tribunal du deuxième degré de juridiction est présidé par l'Administrateur chef de la circonscription (province) ou par son adjoint en qualité de Président suppléant, ou par un magistrat du Service judiciaire de l'Indochine, provisoirement détaché pour remplir cette fonction » ; Alinéa 2 : « Il comprend, en outre, le plus haut fonctionnaire indigène de la province ou, à son défaut, un juge suppléant désigné par le Gouverneur général sur la proposition du Résident supérieur ». L'alinéa 4 du même article introduit la séparation entre l'instruction et le jugement : « Dans les provinces les plus importantes, il sera adjoint au Président du tribunal un fonctionnaire de l'administration indigène ayant au moins le grade de *Quan-An* qui remplira, sous la direction du Président, les fonctions de juge d'instruction. Ce juge d'instruction ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte participer aux délibérations du tribunal ».

Les Codes promulgués en 1917 avaient été intentionnellement rédigés dans une forme simple et accessible à tous ; le succès qu'ils obtinrent auprès de la population incita le gouvernement à entreprendre un travail de revision pour leur donner une forme définitive en comblant les lacunes et en amendant les imperfections constatées par l'usage. Ce travail commença en 1919, sous la direction de M. le Président de chambre Clayssen. Les textes révisés firent l'objet des ordonnances des 2 juillet 1920, 16 juin et 5 août 1921 ; la nouvelle organisation judiciaire fut rendue exécutoire à partir du 1^{er} mai 1922 par arrêté du Gouverneur

général du 2 décembre 1921. Le système de suppléance fut étendu à la juridiction du 1^{er} degré. Le mandarin administratif, chef de circonscription pouvait être remplacé par un juge spécialisé.

En 1923, l'idée de séparation des autorités administratives et judiciaires gagna du terrain avec l'ordonnance du 7 juin portant création d'un corps de mandarins judiciaires. D'après ce texte, les fonctions d'assesseur au tribunal provincial pourraient être indifféremment attribuées soit à un juge appartenant au corps des mandarins judiciaires, soit au plus haut fonctionnaire administratif de la province ; un membre du cadre judiciaire ferait fonctions de juge d'instruction ou de juge enquêteur au civil.

Cette réforme eut peu de succès. Le statut du mandarinat judiciaire offrait de médiocres perspectives d'avancement ; par contre les conditions d'accès étaient difficiles. De 1923 à 1929, il y eut en tout pour le nouveau cadre quatre demandes d'admission.

Un nouvel essai fut entrepris par un arrêté du 20 septembre 1929 du Résident Supérieur agissant en vertu de la convention du 6-11-1925. L'intention du législateur fut de créer progressivement un cadre complet de juges indigènes à qui serait laissée la présidence des tribunaux provinciaux. Néanmoins, pour sauvegarder le prestige des autorités administratives, le système de suppléance fut conservé devant les premier et second degrés de juridiction.

En 1936, une ordonnance royale prescrivit le recrutement exclusif des mandarins judiciaires au concours parmi les licenciés et docteurs en droit. En application de ce texte, un premier concours eut lieu vers la fin de la même année.

Notons que la juridiction supérieure d'appel des affaires

indigènes, constituée par la 4^e chambre de la Cour d'Appel de l'Indochine, est devenue, depuis le décret du 19 mai 1919 créant deux Cours d'Appel distinctes, à Saïgon et à Hanoï, la 2^e chambre de la Cour de Hanoï.

CHAPITRE II

La physionomie actuelle des juridictions mandarinales.

Fidèle au plan que nous avons suivi pour étudier les juridictions mandarinales dans le passé, nous divisons ce chapitre en trois parties : Section I : Les juridictions et leur compétence ; Section II : Les magistrats et le personnel auxiliaire de la justice. Section III : La législation et la procédure applicables.

SECTION I. — LES JURIDICTIONS ET LEUR COMPÉTENCE.

La base de notre étude est le Code d'organisation des juridictions annamites du Tonkin, exécutoire depuis le 1^{er} mai 1922.

L'article 1^{er} du Code pose la distinction entre la justice mandarinale et la justice française : « Au Tonkin, hors des territoires des villes de *Hanoï* et *Haïphong*, la justice est administrée entre sujets annamites non justiciables des tribunaux français par les tribunaux dont la compétence et le fonctionnement sont fixés par le présent acte. La compétence de ces tribunaux s'exercera à la condition que le litige, quel que soit son caractère civil, commercial ou pénal, n'intéressera pas, en même temps qu'un sujet annamite, l'administration française du protectorat sous les différentes formes de ses services, un européen ou assimilé, un étranger quelle que soit sa nationalité, un sujet français et généralement tout indigène non sujet annamite ». Ainsi les tribunaux mandarinaux sont *ratione personae* exclusivement

compétents en ce qui concerne les Annamites. Toute personne d'une autre nationalité échappe à leur juridiction.

Le principe de la dualité des justices ressort d'autre part des articles 108 et 110 du décret du 16 février 1921 fixant la compétence des juridictions françaises. Les rapports entre les deux justices sont réglés par le décret du 16 septembre 1922. C'est le Procureur général, directeur de l'Administration judiciaire de l'Indochine qui est le chef de la justice mandarinale au Tonkin. Le personnel judiciaire annamite est placé au point de vue administratif sous l'autorité des Résidents Chefs de province et du Résident supérieur ; au point de vue technique, il relève du contrôle du Procureur général.

Le Code d'organisation judiciaire a conservé l'ancienne dénomination des degrés de juridiction : le tribunal de la circonscription est le premier degré, le tribunal provincial, le second degré, la deuxième chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï* constitue le troisième degré de juridiction correspondant au tribunal du ministère de l'organisation antérieure. Cette appellation risque d'induire en erreur ; il n'existe pas dans la réalité trois degrés de juridiction ; la deuxième chambre connaît en appel des causes déjà jugées par le tribunal de la province mais non celles jugées en premier ressort par le tribunal de la circonscription. D'autre part, il n'existe pas d'appel sauf en un cas particulier de cette dernière juridiction à la juridiction provinciale. Aussi nous nous proposons d'abandonner cette terminologie défectueuse des degrés de juridiction.

Nous consacrons un premier paragraphe au tribunal de la circonscription, un second au tribunal provincial, un troisième à la deuxième chambre de la Cour d'Appel. Dans un quatrième paragraphe, nous étudierons la Commission

Criminelle, juridiction d'exception que certains auteurs rangent parmi les tribunaux français mais que nous revendiquons pour la justice mandarinale.

§ 1. — *Le tribunal de la circonscription.*

Dans la division administrative actuelle, il existe trois catégories de circonscriptions : le *phu*, grande circonscription, le *huyên*, petite circonscription et le *chau*, circonscription de la Haute-Région ; le *huyên* relève directement des autorités provinciales et n'a plus avec le *phu* aucun lien de subordination.

Chaque *phu*, *huyên* ou *châu* possède un tribunal dont le ressort est celui de la circonscription. Le Code prévoit que, s'il y a lieu, il pourra être institué dans une même circonscription plusieurs tribunaux par arrêté du Gouverneur Général pris sur la proposition du Résident Supérieur. Ce tribunal — dit du premier degré de juridiction — comporte un juge unique qui est le plus souvent le chef administratif de la circonscription, cumulant de plein droit ses attributions propres avec les fonctions judiciaires ; celles-ci peuvent cependant être assumées par un juge spécialisé, d'un grade moins élevé, ayant titre de président suppléant. Les audiences doivent être au nombre de deux au moins par semaine, au siège du juge ; elles sont publiques et peuvent se tenir tous les jours, même les dimanches et fêtes, le matin ou l'après-midi, à la commodité des justiciables.

En matière civile, le juge de la circonscription est à la fois un conciliateur et un juge.

Comme conciliateur, il possède un registre spécial sur lequel il transcrit les actes de conciliation que lui font parvenir les chefs, sous-chefs de canton et les autorités communales. Il concilie lui-même les affaires qui viennent di-

rectement devant lui ou qui lui sont transmises par les juges provinciaux ; il s'agit de causes rentrant dans leur compétence, mais, avant d'être jugées, elles sont renvoyées pour conciliation devant le tribunal de circonscription. C'est le système français de la grande et de la petite conciliation, le juge de la circonscription étant assimilé à un juge de paix.

Quand la tentative réussit, il est dressé un procès-verbal ayant la valeur d'acte authentique, sur un registre à ce destiné ; une copie en sera transmise au tribunal provincial et versée dans ses archives. En cas d'insuccès, le juge dresse un procès-verbal sommaire qu'il signe et fait signer par les parties ; si l'affaire est de sa compétence, il procède au jugement ; si elle est de la compétence de la juridiction supérieure, il lui transmet sans délai la requête introductive d'instance, accompagnée du procès-verbal de non-conciliation et d'un rapport contenant son avis.

Comme juge, il connaît en premier et dernier ressort et jusqu'à la valeur de trente piastres :

1° des contestations civiles et commerciales donnant lieu à des actions mobilières et personnelles,

2° des actions en paiement de loyers et fermages et d'une façon générale de toutes les contestations entre bailleurs et locataires,

3° des demandes en résiliation de baux ou de locations pour défaut de paiement des loyers ou fermages, soit à cause de l'insuffisance de bestiaux ou d'ustensiles nécessaires à l'exploitation, soit à cause de la destruction de totalité ou partie de la chose louée,

4° des contestations relatives aux litiges entre ouvriers agricoles loués au jour, au mois ou à l'année et leurs employeurs,

5° des actions pour dommages faits aux champs, aux fruits ou aux récoltes par l'homme ou par les animaux,

6° des contestations entre voyageurs et aubergistes, entre voyageurs et entrepreneurs de transport par terre ou par eau,

7° des actions en paiement des frais exposés devant sa propre juridiction.

En cas de pluralité de demandes de la part d'un même demandeur et que chacune est inférieure à 30 \$, mais que le total représente un chiffre supérieur, la loi et la jurisprudence décident que le juge doit se déclarer incompétent ; il en est de même si le chiffre du litige n'étant pas clairement exprimé dans la demande, un examen ultérieur révèle qu'il est supérieur au taux limitatif. Cependant, au cas où, à une demande principale inférieure à 30 \$, s'oppose une demande reconventionnelle supérieure à ce chiffre, le juge restera compétent.

Le premier et dernier ressort est une innovation intéressante du Code d'organisation judiciaire ; dans le régime précédent, tous les jugements, de quelque importance qu'ils fussent, devaient être transmis au Procureur Général pour être, si bon lui semblait, déferés à la juridiction supérieure d'appel. La réforme opère un désencombrement considérable des bureaux du chef de la justice mandarinale. Comme il s'agit de causes de minime importance, l'essentiel, c'est la célérité ; le juge peut les trancher uniquement en équité ; il n'est pas à craindre qu'il commette de graves erreurs.

Il n'y a pas de compétence à charge d'appel et par là, le tribunal de la circonscription se sépare de la justice de paix française. Au delà d'une valeur de 30 \$, il faut nécessairement aller devant le tribunal provincial. Entre ces deux

juridictions, il existe une séparation presque absolue ; le seul point par où elles communiquent est la conciliation.

En matière pénale, le juge de la circonscription est à la fois juge de simple police et officier de police judiciaire.

Il connaît de toutes les contraventions de simple police et sans appel sauf en cas de prononcé d'une peine d'emprisonnement.

Il recherche et poursuit les auteurs des crimes et délits commis dans le ressort de sa juridiction. Il est responsable de l'exécution des ordres des autorités supérieures relativement à tous les actes de police judiciaire en matière indigène.

§ 2. — *Le tribunal provincial.*

Chaque province possède, à son chef-lieu, un tribunal provincial dit du deuxième degré de juridiction et dont le nom indique le ressort territorial. Il est composé de deux juges, un Président et un Assesseur. D'après l'ordonnance du 16 juillet 1917, le Président doit être un juge français ; c'est l'Administrateur-Résident de France ou son adjoint ou encore un magistrat du cadre judiciaire de l'Indochine provisoirement détaché pour en faire les fonctions. Depuis l'arrêté du 20 septembre 1929, ce poste peut être confié à un mandarin de préférence judiciaire du grade d'*An Sat* ou de *Tuan Phu* et siégeant en qualité de Président suppléant. L'assesseur est le plus haut mandarin administratif de la province ou son remplaçant. Il a voix délibérative, mais la voix du Président est prépondérante dans la délibération préparatoire du jugement. Un mandarin judiciaire ou à défaut administratif du grade de *Tri Phu* ou d'*An Sat* assume les fonctions de juge d'instruction et de juge enquêteur au civil. En aucun cas et sous aucun prétexte, il ne peut prendre part aux délibérations du tribunal.

En matière civile, le tribunal provincial correspond au tribunal français de 1^{re} instance. Il connaît en premier et dernier ressort :

1° de toutes les actions dont connaît le tribunal de la circonscription ou plus exactement du même genre d'actions à condition qu'elles excèdent la valeur de 30 \$ et ne dépassent pas 100 \$,

2° des actions immobilières dans lesquelles la valeur du fonds est inférieure à 30 \$.

En premier ressort, à charge d'appel devant la deuxième Chambre de la Cour de Hanoï, il connaît :

1° de toutes les actions, dont les matières sont les mêmes que celles jugées en premier et dernier ressort par le tribunal de la circonscription mais dont la valeur excède 100 \$,

2° des actions immobilières dont l'objet dépasse 30 \$,

3° des causes dont la valeur demeurera indéterminée,

4° des actions, quelle qu'en soit la valeur, ayant trait à des questions de compétence ou à des affaires de culte,

5° des actions intéressant l'état ou l'identité des personnes.

La valeur des actions civiles se détermine par les titres produits ou s'il y a accord entre les parties, par leur déclaration commune ; en cas de désaccord en matière immobilière, le Président du tribunal provincial envoie l'affaire au juge de la circonscription de la situation de l'immeuble pour une estimation sans frais. Le renvoi à la juridiction inférieure a lieu toutes les fois qu'il appert que le procès est de la compétence de cette juridiction. Il s'effectue encore pour conciliation ou en vue d'un examen préalable.

En matière pénale, les juges provinciaux ont une compétence très large qui dépasse celle du tribunal correctionnel français ; ils connaissent en dernier ressort des juge-

ments du tribunal de la circonscription en matière de contravention ; il s'agit des jugements comportant une peine d'emprisonnement. En premier ressort, à charge d'appel devant la 2^e Chambre de la Cour de Hanoï, ils connaissent des délits correctionnels et des crimes ; c'est une prérogative redoutable car ils peuvent prononcer la peine capitale ; la compétence criminelle est illimitée et le contrôle de la Cour d'Appel statuant sur pièces risquerait d'être illusoire ; c'est pourquoi il est institué à la 2^e Chambre une section spéciale pour les crimes ; d'autre part l'instruction des appels criminels se fait en audience publique.

§ 3. — *La 2^e Chambre de la Cour d'Appel de Hanoï.*

Une juridiction spéciale d'appel siège à Hanoï et constitue une partie de la Cour d'Appel, la deuxième chambre, composée d'un Président de chambre, d'un conseiller et d'un haut mandarin. Cette composition fixée par le décret du 16 février 1921 est différente de celle prévue par l'article 15 du Code d'organisation judiciaire (un Président et deux mandarins). Il y a là une antinomie qui devra disparaître dans un prochain travail d'harmonisation des textes.

Les arrêts sont rendus valablement par les trois juges susmentionnés ; toutefois, pour assurer le fonctionnement des diverses sections de la Chambre indigène, deux mandarins sont spécialement affectés au service de la Cour ; ce sont des *Tong Doc* ou *Tuan Phu* du cadre administratif en attendant que des mandarins judiciaires atteignent ces grades.

Le ressort de la 2^e Chambre comprend le territoire du Tonkin tout entier, à l'exception des villes de *Haiphong* et *Hanoï*. Ce tribunal dit « du 3^e degré de juridiction » est à la fois une Cour d'Appel et une Cour de Cassation.

Comme juridiction d'appel, il connaît des appels des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux provinciaux, tant en matière civile qu'en matière pénale.

Comme Cour de Cassation, il connaît

1° des demandes en annulation formées contre les jugements des tribunaux de circonscription et de province rendus en dernier ressort tant en matière civile qu'en matière pénale,

2° des demandes en revision, en matière pénale sous les conditions qui sont indiquées au Code de procédure pénale,

3° des règlements de compétence, des renvois d'un tribunal à un autre et des autres procédures dont la connaissance lui est attribuée par les Codes ou les lois spéciales.

Interdit devant les juridictions inférieures, le ministère des avocats est autorisé devant la 2° chambre de la Cour d'Appel.

§ 4. — *La Commission Criminelle.*

Nous croyons devoir consacrer un développement à cette juridiction d'exception qu'est la Commission Criminelle. Les auteurs la rangent d'ordinaire parmi les juridictions françaises (Voir M. Morché : *La Justice française*. Publication de la Direction des Services judiciaires de l'Indochine. Exposition coloniale internationale. Paris 1931). Ils disposent sur ce point des arguments précis : La Commission criminelle n'est pas prévue ou instituée par une ordonnance royale mais par le décret du 15 septembre 1895 dans ses articles 23 à 33 ; elle est d'autre part composée uniquement de magistrats français. Cependant elle présente des attaches avec la justice mandarinale ; elle constitue un moyen expéditif de répression qui s'inspire de la juridiction des *Kham-Sai* ; elle descend directement des tribunaux mixtes

créés par l'ordonnance du 17 janvier 1889 et composés du *Quan An* président et du Résident de la province commissaire du gouvernement français. Nous la considérons comme une forme particulière de juridiction mandarinale dont le gouvernement du Protectorat se serait approprié.

En cas de crimes et délits intéressant la sécurité du Protectorat ou le développement de la colonisation commis par des sujets annamites ou assimilés justiciables des tribunaux français, un arrêté du Gouverneur général peut dessaisir la justice ordinaire et renvoyer l'affaire devant une Commission criminelle ; celle-ci est composée d'un Administrateur de 1^{re} classe, du Résident de la province où le fait incriminé s'est produit, du Procureur de la République du ressort ou lorsque la juridiction siège en dehors des villes de Hanoï et Haïphong d'un magistrat nommé sur la désignation du Directeur des Services judiciaires, enfin d'un capitaine nommé sur la désignation du Commandant Supérieur des troupes. A ces juges s'adjoint un greffier choisi parmi les commis-greffiers de la Cour. La Commission se réunit sans délai. En attendant le Résident de la province commence une information sommaire sur place. L'instruction est dirigée par le Président de la Commission ; après sa clôture, l'accusé a trois jours pour préparer sa défense. Le 4^e jour, la Commission se réunit de nouveau. La question de culpabilité ne peut être résolue qu'à la majorité. La majorité est encore nécessaire dans la délibération qui fait suite sur les circonstances atténuantes et sur l'application de la peine. La sentence est exécutoire dans les 24 heures à moins que le condamné ne déclare se pourvoir devant le Conseil de Protectorat. Dans ce cas, le Gouverneur général sur l'avis conforme du Conseil de Protectorat statue sur le pourvoi par un simple arrêté qui, dans l'hypothèse du

rejet, pourra ordonner l'exécution immédiate. Si un texte a été violé, l'arrêt est cassé et l'affaire, renvoyée devant une autre Commission Criminelle.

Aux termes de l'article 16 du décret du 5 mars 1927 promulgué par arrêté du 27 avril 1927, en matière pénale, s'il y a eu recours en grâce en faveur du condamné, la transmission du recours au Président de la République est obligatoire. En cas de condamnation à mort et qu'il n'y ait pas de recours en grâce, le Gouverneur général saisit le Conseil privé, le Conseil d'administration ou de protectorat. Il est sursis à l'exécution et fait appel à la clémence du Chef de l'Etat, si dans le Conseil consulté, deux membres au moins sont de cet avis.

La Commission Criminelle constitue pour le Gouverneur général une arme terrible qui lui permet une répression immédiate des mouvements insurrectionnels.

SECTION II. — LES MAGISTRATS ET LE PERSONNEL AUXILIAIRE DE LA JUSTICE.

L'intitulé contient en lui-même le plan de la section.

§ 1. — *Les magistrats.*

Les magistrats qui siègent dans les diverses juridictions mandarinales appartiennent soit au cadre des administrateurs ou juges français, soit au cadre des mandarins administratifs, soit au nouveau cadre des mandarins judiciaires. Nous nous contentons de mentionner purement et simplement les administrateurs et les juges français ; les traités de droit colonial contiennent, en ce qui les concerne, des développements abondants. Citons l'ouvrage volumineux de M. Jean de Galembert, les Administrations et les Services publics indochinois, dont la dernière édition revue et aug-

mentée date de 1931 : c'est le bréviaire des candidats aux divers concours administratifs en Indochine.

Nous ne nous étendrons non plus sur les mandarins administratifs puisqu'ils doivent être progressivement exclus des fonctions judiciaires. Notons que depuis le retour de France de S. M. *Bao Dai*, les conditions de recrutement se sont profondément modifiées. A l'heure actuelle, l'admission dans le cadre s'obtient uniquement au concours. Pour y participer, il faut produire un diplôme de licencié de l'enseignement supérieur français ou indochinois et justifier de bonnes vie et mœurs. Toutefois par mesure transitoire, les bacheliers, diplômés de l'enseignement primaire supérieur depuis 4 ans et fonctionnaires ayant travaillé le même nombre d'années dans l'administration annamite ou du Protectorat peuvent concourir jusqu'en 1938. Aucune majoration de points ni aucun privilège ne sont accordés aux détenteurs d'un diplôme de droit.

Le mandarinat judiciaire est régi par l'arrêté du Résident Supérieur au Tonkin du 20 septembre 1929 et une ordonnance royale du 23 juillet 1936.

L'arrêté de 1929 pose le principe de l'équivalence entre les mandarins administratifs et judiciaires : mêmes grades, mêmes soldes. La dénomination est identique mais on fait suivre les titres *Tri huyen*, *Tri phu*, etc., du qualificatif judiciaire. Il y a une seule différence : au grade administratif de *Bo Chanh* correspond le grade judiciaire d'*An-Sat*. Le grade supérieur de *Tong Doc* peut être conféré aux mandarins du nouveau cadre.

L'ordonnance de 1936 prescrit le recrutement exclusif au concours parmi les licenciés et docteurs en droit. Les épreuves sont les mêmes que celles du concours des mandarins administratifs. Elles portent sur l'histoire d'Annam,

le droit civil et pénal indochinois, la procédure civile et pénale, le droit administratif, l'économie politique et la législation financière indochinoises. Le concours comprend trois compositions écrites et une épreuve orale comportant un exposé en annamite de 15 minutes et deux interrogations de 15 minutes en français. Les lauréats pourvus de la licence sont nommés *tri huyen tu phap* stagiaires ; ceux pourvus du diplôme de docteur en droit, *tri phu tu phap* stagiaires. La durée du stage est de deux ans.

Les mandarins judiciaires sont placés au point de vue administratif sous l'autorité des Résidents Chefs de province et du Résident Supérieur. Ils sont notés par eux et en dépendent pour l'avancement et quant à la discipline. Au point de vue technique, ils relèvent du Procureur général, Chef de la justice mandarinale. Le contrôle du Procureur général s'exerce par le moyen des instructions ou conseils et par la voie de l'appel.

Tous les juges, assesseurs et suppléants annamites des tribunaux du Tonkin bénéficient d'un privilège de juridiction. Prévenus de crimes ou de délits, ils sont justiciables de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel. Les autorités administratives ou judiciaires doivent transmettre au Chef de la justice indigène toutes les plaintes et dénonciations les concernant ; c'est le Chef de la justice indigène qui donne son avis permettant de saisir directement la 2^e Chambre ; il est investi sur ce point d'un pouvoir souverain de décision.

§ 2. — *Le personnel auxiliaire de la justice.*

Ce personnel auxiliaire comprend les avocats, les greffiers, les interprètes et les huissiers.

Le ministère de l'avocat est interdit devant les tribunaux provinciaux et de circonscription en vertu du principe an-

namite de la prohibition des intermédiaires. Cependant il est autorisé devant la 2^e Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï*.

Le statut des avocats est régi par le décret du 25 mai 1930 portant institution de deux barreaux en Indochine et le décret du 24 juillet 1931 modifiant le précédent, tous les deux promulgués par l'arrêté en date du 12 septembre 1931 du Gouverneur Général. Les conditions de l'inscription au tableau ont été modifiées en partie par le décret du 24 mars 1936.

D'après la législation actuellement en vigueur, pour pouvoir s'inscrire au tableau, il faut :

1° être soit citoyen français, soit sujet français indochinois, soit protégé français indochinois ;

2° être âgé de 26 ans accomplis ;

3° être pourvu du diplôme de licencié délivré par une faculté de droit d'Etat ;

4° avoir exercé effectivement pendant 5 ans au moins comme avocat stagiaire dans un cabinet d'avocat inscrit en Indochine, avec résidence dans la colonie. Ce délai est réduit à trois ans si l'avocat stagiaire justifie, soit avoir été inscrit au stage pendant deux ans près d'un barreau en France ou dans les colonies françaises, soit avoir exécuté effectivement deux années de cléricature dans une étude d'avoué en France ou dans les colonies françaises ;

5° avoir satisfait aux épreuves de l'examen de stage ;

6° justifier de sa moralité.

Il est prévu une dispense du stage et de l'examen de fin de stage pour les magistrats ayant exercé des fonctions judiciaires pendant cinq années en Indochine soit au siège, soit au Parquet, près des Cours de *Saïgon* ou *Hanoï* ou des tribunaux ressortissants. Toutefois les magistrats démis-

sionnaires ne pourront s'inscrire dans un délai de 3 ans au barreau près la Cour d'Appel à laquelle ils appartiennent au moment de leur démission. Les avocats près d'une Cour d'Appel ou d'un tribunal soit de la Métropole, soit d'un territoire relevant du Ministère des Colonies, qui ont effectivement exercé leur profession pendant 10 ans, les avoués près les tribunaux de 1^{re} instance qui ont exercé pendant le même délai, sont dispensés du stage, s'ils justifient d'une année de séjour en Indochine. Ils passent l'examen de fin de stage qui est réduit pour eux à des épreuves de droit civil et de procédure civile indigènes.

Pour demander l'admission au stage, le postulant doit être âgé de 21 ans au moins ; il est tenu de fournir au Conseil de l'Ordre son diplôme de licencié en droit, les pièces justificatives de sa qualité, soit de citoyen français, soit de sujet ou de protégé français indochinois, son état-civil ainsi que son extrait de casier judiciaire. Une enquête sur la moralité est faite par les soins du Conseil de l'Ordre.

Les greffiers auprès des diverses juridictions mandarinales n'appartiennent pas à un seul et même cadre. Auprès de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel, ces fonctions sont assurées par les commis-greffiers du cadre français local ; ils sont recrutés au concours parmi les citoyens, sujets ou protégés français pourvus du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent. Auprès des tribunaux provinciaux, nous trouvons des secrétaires-greffiers et des greffiers du cadre indigène du Protectorat ; seuls les greffiers près des tribunaux de circonscription sont des fonctionnaires relevant — théoriquement du moins — du gouvernement annamite ; ils sont les auxiliaires des mandarins. Le bureau du chef de circonscription en comprend deux à l'ordinaire : le *thua phai*, chargé de la besogne administrative et le *luc su*, greffier du

tribunal. Cette différence de dénomination marque simplement une division du travail ; il n'existe pas deux statuts différents ; ils sont tous du cadre des *thua phái* titulaires des degrés subalternes du mandarinat et placés sous l'autorité directe des mandarins. Ils sont recrutés au concours parmi les certifiés d'études primaires franco-indigènes ; les lauréats sont nommés *thua phái* de 5^e classe ; il existe un concours spécial de *thua phái* de 3^e classe ouvert aux diplômés de l'enseignement primaire supérieur et aux bacheliers.

Près la 2^e Chambre de la Cour d'Appel et les tribunaux provinciaux ayant comme président un juge français, les interprètes forment la liaison entre les justiciables et le magistrat qui ne connaît pas la langue locale. Pour assurer le service des audiences, ils doivent être assermentés ; ils appartiennent au cadre des secrétaires-interprètes ou bien ils sont des secrétaires ou commis des résidences du Tonkin, provisoirement détachés pour en faire les fonctions.

Il n'est pas créé de charges d'huissier en dehors des territoires de *Haïphong* et *Hanoi*. Les citations, notifications, commandements ainsi que les saisies sont assurés par des autorités communales. Cependant un fonctionnaire local peut être désigné par l'autorité provinciale pour remplir les fonctions d'huissier. C'est ainsi qu'un arrêté résidentiel de la province de *Ha Dong* institue huissiers les *thua phái* des *phu* ou *huyen*, dans le ressort de leurs circonscriptions.

SECTION III. — LÉGISLATION ET PROCÉDURE APPLICABLES.

Les juridictions mandarinales appliquent 4 Codes, les Codes pénal et de procédure pénale, les Codes civil et de procédure civile et commerciale.

Nous diviserons cette 3^e section en deux paragraphes :

§ 1. La codification pénale et la législation pénale ; § 2. La codification civile et la législation civile.

§ 1. — *Codification pénale et législation pénale.*

Dès 1901, l'autorité française est intervenue pour interdire les châtiments corporels. Le décret du 31 août 1905 procédait à la transformation des peines corporelles en peines plus appropriées aux mœurs modernes ; la rigueur excessive des peines du Code *Gia-long*, dit le rapport de présentation, heurtait trop violemment les idées d'humanité et de justice que la civilisation française devait toujours faire prévaloir. Ainsi la décapitation pure et simple remplaçait la mort lente, la strangulation et la décapitation suivie d'exposition de la tête ; la décapitation avec sursis était changée en travail pénible à perpétuité ou à temps ; aux peines du *truong*, du rotin, de la cangue, de la marque se substituait l'emprisonnement de 1 jour à 5 ans.

En 1917, fut promulgué un nouveau Code pénal de 232 articles, formant l'annexe IV de l'ordonnance du 16 juillet de la même année, « C'est, dit le Gouverneur général Sarrault, une synthèse soigneusement élaborée des défenses contenues dans les lois traditionnelles du royaume et des principes du droit répressif français ». Il fut soumis en 1919 à un travail de revision et le Code définitif en 328 articles fut mis en application à partir du 1^{er} janvier 1923 en vertu de l'arrêté du Gouverneur général du 23 juin 1922.

Le Code pénal tonkinois a sa base dans le Code Gialong mais il réalise par rapport au droit ancien trois innovations fondamentales :

1^o la suppression des dispositions tombées en désuétude ou archaïques,

2° l'atténuation de la rigueur excessive du droit pénal sino-annamite,

3° la méthode française appliquée dans l'aménagement du plan, la forme des articles, la classification des infractions, etc...

Le Code de procédure pénale promulgué en 1917 et formant l'annexe III de l'ordonnance royale du 16 juillet comportait 100 articles ; révisé en 1919, il comprend sous sa forme définitive 211 articles ; il est mis en application en 1923 en même temps que le Code Pénal.

Il constitue une reproduction améliorée et complétée des dispositions faisant l'objet du Corps d'instructions de 1912. Ce dernier est un recueil de règles de procédure tirées du Code *Gia-long* ; réuni par les soins du Procureur général-chef de la justice indigène, il fut ratifié par arrêté du Gouverneur général du 25 janvier 1912.

Le Code de procédure est donc le résultat d'une refonte des règles traditionnelles annamites. Cette refonte a obéi à trois idées générales visant :

1° à supprimer toute complication inutile,

2° à corriger les formes archaïques,

3° à assurer des garanties efficaces aux inculpés en protégeant la liberté individuelle et en mettant un terme aux abus de la détention préventive.

Remarquons que le régime pénal tonkinois est absolument indépendant de la Cour de *Hué* ; même le droit de grâce, prérogative du souverain a été délégué au gouvernement français en la personne du Gouverneur Général (articles 116 et suivants du Code de Procédure Pénale) avec cette seule réserve que le Chef de l'Union indochinoise doit prendre l'avis du Souverain, toutes les fois qu'il statue sur le recours d'un condamné à la peine capitale.

§ 2. — *Codification civile et législative civile.*

Le Code de procédure civile et commerciale est antérieur au Code Civil ; il fut promulgué en 1917 en 110 articles formant l'annexe II de l'ordonnance royale du 16 juillet ; révisé en 1919, il comprend à l'heure actuelle 373 articles ; il est mis en application au 1^{er} janvier 1923 par arrêté du Gouverneur Général du 23 juin 1922.

Il a sa base dans le Corps d'instructions de 1912 qui contient en même temps que les règles de procédure pénale les règles de procédure civile. Il consacre les grands principes annamites : introduction de l'instance par voie de requête, préliminaire de conciliation, instruction à la diligence et sous la direction du juge, célérité de la justice etc... L'art. 210 fait échec à la gratuité de la justice mais les frais sont fixés à un tarif extrêmement modéré par l'arrêté du 13 avril 1922.

Le Code Civil tonkinois est le plus récent de tous les Codes puisqu'il date de 1931.

Auparavant, les tribunaux se contentaient de faire usage du Code *Gia-long*, traduit en français par M. Philastre ; les principes juridiques qui y sont contenus ont fait d'autre part l'objet d'une condensation savante de la part de M. Silvestre dans ses « Considérations sur l'étude du Droit annamite ». En 1903, M. Deloustal publiait un recueil traduit en français des Ordonnances royales rendues postérieurement à la promulgation du Code *Gia-long*. Les magistrats s'aidaient encore de la masse du *Hoi Dien*, compilation de 90 volumes. Le Code des *Lê* découvert par M. Maître et traduit par M. Deloustal servait comme source coutumière de droit.

Les travaux de codification commencèrent en 1917. Un

arrêté du Gouverneur Général en date du 7 juillet 1917 réunissait une Commission spéciale chargée d'élaborer un Code Civil. Les efforts de cette Commission eurent pour résultat la confection du Livre I du Code Civil relatif aux Personnes et aux Biens et qui fut promulgué à *Ha Dong*, province-type.

En 1927, un arrêté du Résident Supérieur, M. Robin, en date du 30 août créa un Comité Consultatif de Jurisprudence annamite, composé de membres français et de membres indigènes mandarins et notabilités. Le rôle du Comité était d'éclairer les décisions de l'autorité administrative ou judiciaire sur les questions dont la solution exigeait la connaissance des lois, des coutumes annamites et d'émettre des avis sur la véritable coutume, sur l'évolution du droit et des mœurs. La séance d'ouverture eut lieu le 17 juillet 1928 à Hanoï, à la Résidence Supérieure. Les avis du Comité furent groupés dans un recueil comme sous le nom de Recueil des Avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite. Ce sont autant de réponses aux 324 questions posées. C'est une œuvre considérable qui constitue une source capitale pour la connaissance du Droit Coutumier. Elle permettait de réaliser une codification définitive.

En 1930, une Commission de quelques membres présidée par M. Morché fut réunie à l'effet d'élaborer un projet de Code. Elle termina ses travaux en 1931. L'arrêté du Résident Supérieur du 30 mars 1931 promulgua à compter du 1^{er} juillet de la même année le « Code Civil à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin ».

Le rapport de présentation des travaux au Résident Supérieur indique l'esprit général du Code : ne pas porter atteinte aux institutions fondamentales du Droit annamite tout en les adaptant au progrès de la civilisation et des mœurs. Pour la détermination de ces institutions, la Com-

mission s'est inspirée de la coutume plutôt que du Code *Gia-long*. Quant aux matières où il y a obscurité ou lacune de la coutume, elle s'est référée au Code Civil français.

Le Code comporte un titre préliminaire sur la publication, les effets et l'application des lois.

Le Code proprement dit comprend 4 livres :

Livre I : Des personnes ;

Livre II : Des biens .

Livre III : Des obligations et contrats ;

Livre IV : Des preuves

et un titre final contenant des dispositions transitoires, au total 1455 articles.

Il est rédigé en deux langues officielles, française et annamite. A la suite du titre final, se trouve un lexique comportant l'explication des mots techniques et leur traduction en annamite.

Le Code Civil tonkinois a une importance primordiale car il constitue une première étape vers une codification générale du droit des pays annamites.

Il a déjà fait l'objet de quelques réformes de détail ; on prévoit des retouches sérieuses dans l'avenir.

TROISIÈME PARTIE

La Synthèse Idéologique et la Réforme Judiciaire

CHAPITRE PREMIER

La synthèse idéologique.

Lorsque Rudyard Kipling affirmait que l'Orient et l'Occident ne peuvent jamais se rencontrer, il a commis une erreur, erreur car la rencontre a eu lieu dans la réalité, erreur d'autant plus grave qu'elle est antinomique avec la notion même du progrès. Deux hommes, deux peuples peuvent être perpétuellement en conflit, mais les idées ne s'opposent qu'en apparence et se concilient toujours dans le temps. Il n'en peut être autrement que s'il y avait une double conception de la vérité. Or la vérité étant unique, ses manifestations, diverses à première vue, finissent par se confondre.

Imaginer dans l'abstrait un antagonisme est œuvre stérile et dangereuse, stérile, car elle n'est susceptible d'aucun résultat pratique, dangereuse, car elle va à l'encontre de l'évolution qui tend à l'unification de la pensée humaine. L'effort humain doit chercher plutôt à faciliter le contact des idées de façon à activer le travail de synthèse qui se produit naturellement en présence des principes contradictoires.

Que des modifications profondes se soient produites dans l'organisation judiciaire tonkinoise, cela est un fait ; rien ne sert de déplorer la transformation d'une justice qui, si elle a fait des preuves au cours de l'histoire, n'est plus à l'heure actuelle en rapport avec l'évolution du pays. Puis-

qu'un retour en arrière est impossible, il ne faut pas nous attarder à regretter le passé, mais nous devons chercher résolument à préparer l'avenir. De la justice française et de la justice mandarinale qui coexistent l'une à côté de l'autre sur le territoire tonkinois, il faut dégager les principes les plus judicieux et réaliser une synthèse qui commandera à la prochaine réforme judiciaire.

Nous ne devons pas nous laisser décourager par les antinomies apparentes. Le sentiment de la justice est le même chez les peuples européens et asiatiques, car le contraire serait une absurdité. Les différences dans l'organisation judiciaire ne tiennent lieu qu'à des différences dans les institutions sociales et les mœurs ; loin de les déplorer, il faut croire qu'elles servent à quelque chose, en ce sens qu'elles nous offrent le spectacle de deux manifestations d'une idée unique : départager les hommes selon l'idéal humain d'équité. Dans ces conditions, une étude comparative est susceptible de renseignements précieux, car les deux systèmes judiciaires français et annamite, loin de s'opposer, ne peuvent que se compléter logiquement.

En réalisant leur synthèse, nous nous approprierons de principes, fruits de siècles d'une double évolution et nous aurons fait collaborer à une même œuvre des jurisconsultes européens et asiatiques qui, chacun de son côté, ont travaillé pour doter l'humanité de l'ordre et de la paix.

Nous faisons œuvre d'idéologie pure ; nous ne nous soucions pas si elle est susceptible de résultats pratiques ; notre deuxième chapitre sera en quelques sorte une application des théorèmes que nous aurons dégagés ; pour le moment, le domaine de la théorie est celui où nous nous cantonnons.

Nous faisons passer les deux systèmes judiciaires au cri-

ble de la critique ; nous dégagerons de chacun d'eux ce qui pourra être utilisé ; nous les ferons corriger l'un par l'autre et notre nouveau système s'enrichira de tout ce qui fait leur beauté et leur efficacité.

La première section de ce chapitre est consacrée à la critique du système judiciaire annamite, la deuxième section, à la critique du système judiciaire français. La synthèse des principes fera l'objet de la troisième et dernière section.

SECTION I. — LA CRITIQUE DU SYSTÈME JUDICIAIRE ANNAMITE.

Nous savons que l'organisation judiciaire annamite est bâtie sur trois grands principes : finalité, autorité, responsabilité personnelle du juge et que, telle quelle, elle a fonctionné pendant plus de huit siècles. Pour connaître sa valeur exacte, nous devons successivement déterminer la valeur des principes et faire la critique du fonctionnement en général.

§ 1. — *La valeur des principes.*

Le législateur annamite assigne à la justice un double but : défense de la société et moralisation de l'individu. Départager les hommes est pour lui moins important que lutter contre les tendances à la chicane. La haine des procès a inspiré toute l'organisation judiciaire ; elle explique la proscription de la justice privée et le caractère inquisitorial de la procédure ; ces principes se retrouvent dans les systèmes européens ; mais la prohibition des intermédiaires apparaît moins défendable ; le plaideur dont la fortune ou la liberté est en jeu n'a évidemment pas toutes les connaissances, toute la lucidité et la présence d'esprit nécessaires pour défendre sa cause. Il est à craindre qu'il ne s'attarde sur des détails insignifiants et ne néglige les argu-

ments qu'il importe de produire ; ceci est vrai surtout quand c'est pour la première fois qu'il se présente devant le prétoire ! Nous arrivons à cette conséquence curieuse que, des deux adversaires, c'est le chicaneur qui a les meilleures chances, ayant sur le novice la supériorité de l'expérience ! L'intervention de l'avocat est précieuse : l'affaire présentée par un professionnel apparaît plus claire au juge. Il y a un intérêt pour la justice autant que pour les plaideurs.

Si l'on peut concevoir les parties livrées à elles-mêmes dans une instance civile, la même conception n'est plus défendable dès qu'il s'agit de procès criminels. La sensibilité humaine répugne à voir un accusé seul, sans défenseur, effondré sous le poids de l'accusation et condamné d'avance par la réprobation de l'auditoire.

La seule objection qu'on pourrait élever, c'est que le ministère d'avocat est payant. Devant les assises françaises, le verdict du Jury ne fait souvent que traduire le talent du défenseur. Dès lors, un accusé qui peut se payer un avo-réputé est plus avantagé qu'un accusé pauvre. Nous savons que les grands maîtres du barreau français sont souvent commis par l'assistance judiciaire. Il n'en reste pas moins qu'instituer des défenseurs payants, c'est créer un certain privilège au profit de la fortune. On peut répondre qu'il s'agit là d'un mal bénin en face d'un grand avantage, en tous cas, d'un moindre mal comparé à celui qui résulte de l'isolement des plaideurs devant le juge.

Néanmoins, la sévérité de l'article 309 du Code *Gia-long* se justifie en partie par le caractère extrêmement processif du peuple annamite. Il fallait réprimer les excitations à la chicane. Il a fallu que cet article cessât de s'appliquer pour voir le fléau réapparaître. Nous rendons hommage aux avocats de *Hanoï* qui ont apporté leur talent et leur dévoue-

ment au service des justiciables. Mais nous ne pouvons ne pas blâmer certains agents d'affaires et rabatteurs de triste célébrité ; véritables faiseurs de ruines, ils ont pu, à l'ombre de l'impunité, accomplir leurs méfaits et ainsi enrichis, devenir dans la société annamite des personnages considérables. Les lettrés, contempteurs du progrès, regrettaient la mémorable disposition du Code *Gia-long* ; dans sa distribution équitable : tant de coups au principal coupable de chaque affaire, autant à l'excitateur « à faire des procès », elle eût permis de casser sur le plus novice, une centaine de lattes de bambou.

Le souci de moralisation des individus conduit en premier lieu au principe de la conciliation préalable ; c'est un principe excellent qui fut conservé dans le Code de procédure civile tonkinoise ; notons toutefois que la conciliation des autorités communales et des chefs et sous-chefs de canton, autrefois obligatoire est devenue à l'heure actuelle une simple faculté.

Mais la transformation des procès civils en procès pénaux choque les esprits modernes ; elle constitue la méconnaissance de la séparation du civil et du pénal, principe à la base du droit européen. L'évolution se fait dans le sens du respect de la personne humaine ; le châtiment corporel n'est plus en harmonie avec les idées actuelles ; de même qu'on ne se représente plus l'instituteur armé du rotin, on ne peut plus concevoir le Code uniquement comme un tarif de coups.

Le sentiment de dignité humaine est d'autant plus heurté par la condition que la loi annamite faisait aux plaideurs. Introduire une plainte en justice équivalait à courir un grand risque : la prison pour sûreté de la comparution devant le juge ! Dans ces conditions, ne faut-il pas craindre que les

victimes d'injustices ne préfèrent souffrir en silence plutôt que recourir aux tribunaux ?

En somme, le législateur a atteint son but, celui de raréfier les procès, mais ce fut en sacrifiant la justice elle-même. Si personne n'ose se plaindre, n'est-ce pas là un encouragement pour les malfaiteurs ? L'oppression des *potentiores* sur les *humiliores* n'est-elle pas indirectement protégée par la loi ? L'ordre social est plus perturbé par l'existence de méfaits impunis que par le spectacle des démêlés judiciaires. En exagérant la défense de la société, le législateur est allé à l'encontre de ses propres intérêts.

On voit le grief qui est fait en général contre tout système philosophique ou juridique sino-annamite ; c'est que son auteur regarde la société avec des yeux d'idéaliste et ne se rend pas suffisamment compte de la réalité des choses. Il se laisse emporter par les idées, sans se demander si elles sont susceptibles, à côté d'avantages, de graves inconvénients. Ainsi partant d'un principe indiscutable à savoir que les procès doivent être aussi raréfiés que possible, il a tiré une série de conséquences extrêmes, dont les unes sont excellentes mais dont les autres sont franchement à rejeter.

Le principe d'autorité a été lui aussi exagéré. Certes, la conception d'un juge investi de pouvoirs étendus n'a rien qui soit contraire aux libertés publiques ; elle est la condition nécessaire du maintien de l'ordre et de la paix intérieure. Les magistrats sans pouvoir, c'est le commencement de l'anarchie. L'unité d'autorité concentre dans les mêmes mains l'administration et la justice ; elle est susceptible d'inconvénients mais n'est pas un danger en elle-même ; on conçoit qu'une personne puisse exercer cette double fonction, sans être portée au despotisme ; l'abus de pouvoir est un spectre moins menaçant dans une société où règne

la Morale ; le mandarin est un lettré formé à la sévère école confucéenne et on peut lui accorder une certaine confiance.

D'un autre côté, les pouvoirs spéciaux du juge en ce qui concerne la conduite du procès et l'application de la loi paraissent en harmonie avec l'inspiration générale du système annamite.

Mais le législateur a eu le tort de pousser trop loin l'idée du juge autoritaire ; il est arrivé à supprimer tout ce qui eût pu gêner son autorité. De là, il résultait une situation extrême : devant le magistrat tout-puissant, le plaideur isolé, livré à sa merci. Si le juge rendait sa sentence en conscience, tout irait pour le mieux ; mais dans le cas contraire, le résultat serait un désastre. Pour que la première éventualité fût toujours réalisée, le législateur accumulait les précautions : le recrutement était rigoureux ; nul ne devenait mandarin de la vieille Cité annamite sans être initié dès l'enfance aux règles de l'éthique ; la mission de père et mère du peuple dépassait la portée d'une fonction pour devenir un véritable sacerdoce ; enfin le juge avait un rang éminemment élevé pour qu'ayant tous les honneurs, il ne fût accessible à aucune tentation. La solde était dérisoire, qu'importe, les questions matérielles ne pouvaient entrer en ligne de compte, les valeurs morales étaient seules à être considérées.

Ce fut une tentative d'élever une classe d'hommes au-dessus de tous les autres hommes avec mission de les diriger ; à ces élus, on pouvait confier les attributions les plus étendues ; on faisait confiance à leur dévouement et à leur désintéressement. Ce fut une spéculation sur la vertu. Or toute spéculation de ce genre tombe en général en faillite ; il faut compter aussi avec les faiblesses humaines. Un second reproche peut être fait au système annamite, c'est qu'il con-

sidère la vertu comme un produit de synthèse alors qu'elle est l'épanouissement du libre-arbitre individuel.

On dirait que le législateur, après avoir accordé au juge les plus larges pouvoirs, se reprit brusquement pour édicter toute une série de pénalités, prévoyant le cas où il s'écarterait de son devoir ; la responsabilité établie est écrasante ; la moindre défaillance est guettée par une répression impitoyable. L'on se demande si un mandarin pouvait finir sa carrière sans tomber une fois sous l'une des nombreuses dispositions du Code ! Une épée de Damoclès était perpétuellement suspendue sur sa tête.

Dans la pensée du législateur, la crainte du châtement est le commencement de la sagesse ; la sévérité des textes doit inciter le juge à bien faire. En logique, ce système se défend admirablement ; la théorie de la responsabilité personnelle forme le contre-poids du principe de l'autorité.

Mais il en fut autrement dans la réalité ; quand une loi est trop rigoureuse, elle est pratiquement inapplicable. Si les dispositions du Code annamite étaient strictement appliquées, il est probable que tous les magistrats eussent été atteints. L'excès de sévérité rendait les textes inutilisables. Par contre, un résultat remarquable était atteint, c'est de placer les juges inférieurs dans une subordination complète vis-à-vis de leurs supérieurs hiérarchiques. Comme un mandarin pouvait être, à n'importe quel moment, déclaré responsable d'une faute professionnelle, il avait tout à redouter de ses chefs ; dans ses jugements, il devait tenir compte de l'opinion de ces derniers ; s'il leur plaisait, au lieu de faire des suggestions, donner des ordres, il n'avait qu'à s'incliner. Même en l'absence d'intervention et dans ces cas graves, il jugeait prudent de demander leur avis pour se couvrir contre un reproche ultérieur. L'indépendance de la justice était

compromise et la belle théorie de l'autorité du juge risquait d'être une affirmation théorique.

Le système judiciaire annamite repose en dernier lieu sur la personne de l'Empereur ; magistrat suprême, il tranchait définitivement tous les procès ; contrôleur suprême, il veillait au fonctionnement de toutes les juridictions. Plus que le mandarin, son délégué, il était le Surhomme. Il incarnait la Vertu et le Travail. Mandataire du Ciel, il avait la mission d'assurer la paix et l'ordre. Malheureusement le Souverain n'était qu'un homme dont la volonté, l'intelligence, la puissance de travail étaient toujours au-dessous d'une pareille tâche ; et, comme dit Luro, « ce moteur souverain, dans cette machine si puissamment centralisée » étant « presque toujours inerte », les mandarins ne recevaient pas d'impulsion régulatrice et la justice était fatalement mal rendue.

Le philosophe confucéen admettait le droit à la rébellion comme contre-partie de l'autorité impériale. C'est une théorie d'une hardiesse extrême qui devait avoir des résultats néfastes. Le peuple obéissait aveuglément à un pouvoir sans limite jusqu'au moment où, excédé par le despotisme, il levait l'étendard de la révolte. Une nouvelle dynastie s'installait au trône et revêtait la puissance illimitée jusqu'à ce que, par ses exactions, elle en fût dépouillée. Le cycle Oppression et Rébellion continuait et cette succession de crises périodiques paraissait bien la caractéristique de l'histoire des peuples de civilisation confucéenne.

§ 2. — *Critique du fonctionnement en général.*

Telle qu'elle fut, cette organisation judiciaire a donné de bons résultats et la justice a été rendue de manière satisfaisante. Il faut en effet nous replacer dans l'ambiance d'ordre et de moralité austère de la Vieille Cité Annamite. Dans

cette société étroitement hiérarchisée et centralisée, certaines idées ont pu être exagérées sans qu'il y eût d'abus graves. Nous avons apprécié la valeur des principes avec des yeux d'homme moderne et plus d'une fois, nous avons été frappé d'étonnement ; mais ce qui paraît étrange va devenir simple et logique dès que nous nous représentons le milieu dans lequel a fonctionné l'ancien système judiciaire.

Nous sommes ainsi en mesure de réfuter certaines critiques faciles qu'on a pu faire à la justice annamite. On accuse les magistrats d'incompétence, de partialité et de concussion.

Il n'existait pas, dit-on, de juge spécialisé ; l'enseignement du droit n'était pas distribué ; les connaissances philosophiques et littéraires étaient seules exigées au concours mandarin ; les magistrats faisaient connaissance avec le Code au cours de leur carrière. Dès lors, comment pouvaient-ils trancher les procès mettant en jeu des questions de droit difficiles ? En attendant qu'ils fussent instruits par l'expérience, les justiciables étaient sacrifiés.

En réalité, l'inconvénient était moins grave qu'on pourrait le supposer. Tous les procès avaient le caractère pénal. Une question unique : coupable ou non coupable, se posait au juge. Pour la trancher, point n'était besoin de compétence technique. Les affaires qui allaient devant le juge roulaient surtout sur des contestations de terrains et de rizières. Ces litiges de caractère agricole et présentant une grande simplicité pouvaient être tranchés en équité. Les principes généraux de Droit contenus dans les Cinq Canoniques et des Quatre Classiques de l'enseignement confucéen suffisaient à guider les juges.

On fait deux autres griefs contre les anciens mandarins : la partialité et la concussion auraient été des vices très

répandus ; Luro les expliquait par le taux dérisoire des soldes.

Nous combattons cette accusation. Certes, il pouvait y avoir de magistrats prévaricateurs comme il en existait dans tous les pays du monde. Les magistrats sont des hommes et sujets à des faiblesses humaines. Il est possible, qu'en Annam, la proportion des juges reprochables fût relativement plus élevée, à cause des imperfections du système judiciaire. Mais, de là à conclure que les sentences se vendaient la plupart du temps au plus offrant, il y a une exagération que le bon sens commande de rejeter.

Il est impossible que chose aussi scandaleuse ait pu durer pendant huit siècles. Le peuple annamite, quoique pacifique de nature, a renversé les Souverains incapables et despotes. Comment eût-il laissé en paix des mandarins malhonnêtes ? Si la justice mandarinale était foncièrement mauvaise, elle aurait dû être bouleversée à chaque changement de dynastie. Des modifications auraient été apportées au recrutement ou au statut des mandarins. Un cadre de juges spécialisés aurait été créé. Des garanties en faveur des justiciables se seraient introduites dans la législation. Or l'organisation judiciaire a conservé la même physionomie à travers les siècles. La pérennité peut être un argument en faveur de la valeur d'une institution.

La responsabilité qui pesait sur la tête des juges les incitait médiocrement aux abus. La mise en jeu en fut assurée par un Corps d'Inspecteurs voyageant incognito dans toutes les provinces de l'Empire. A ces observateurs zélés et perspicaces, rien ne pouvait échapper. Si nous nous référons aux Contes populaires, ils étaient la terreur des « père et mère » du peuple. Les bons mandarins se surveillaient, se sentaient épiés ; les sujets véreux n'avaient guère la lati-

tude de s'enrichir aux dépens de la population. Un trait de mœurs suffit pour nous convaincre : la génération de nos grands-pères se rappellent encore les exploits de *Tu Xuat*, bachelier ès lettres, célèbre par ses aventures amoureuses, son adresse aux jeux d'argent et ses tours pendables. Pour se venger des autorités locales qui le gênaient, cet enfant terrible de *Hanoi* jouait au faux inspecteur. Porté en palanquin, accompagné d'un domestique qui tenait en main la pipe à eau réglementaire, il affectait de parler des gens de *Hué* et faisait répandre la rumeur qu'un envoyé impérial voyageait incognito pour s'enquérir des faits et gestes des autorités locales. Aux dires de témoins oculaires, là où l'équipage redoutable était signalé, le « père et mère » du peuple perdait l'envie de boire et de manger, tant la tournée de l'inspecteur inspirait de crainte !

Enfin le trône d'Annam a été occupé par des bouddhistes fervents comme *Ly Thai Ton* et *Ly Thanh Ton*, des moralistes intransigeants comme *Minh Menh* et *Tu Duc* ; le peuple avait le droit de s'adresser directement à eux et nous refusons de croire qu'ils eussent toléré des sujets véreux parmi leurs mandarins.

Pour une appréciation générale du mandarinat des anciens temps, il nous suffit de citer une phrase de Sombsthay, dans son Cours d'administration annamite : « Lorsqu'on voit dans les villages la respectueuse considération, la vénération qui entourent les anciens mandarins ayant terminé leur carrière, on est bientôt convaincu de la fausseté de l'opinion généralement répandue de l'oppression séculaire des mandarins et de l'hostilité du peuple à l'égard de ce qu'on appelle la classe des lettrés. »

Quant à la procédure suivie devant les tribunaux, nous avons vu qu'elle présente des avantages remarquables ; ses

règles simples, rationnelles auraient une justice rapide et sans frais.

Malheureusement, tout cela n'était vrai que pour des périodes de calme. Lors des crises périodiques qu'enregistrait l'Histoire, la justice fonctionnait de façon déplorable ; on pouvait faire toutes les critiques et toutes seraient justifiées. Le phénomène est d'ailleurs normal ; il se produit aux époques troublées dans tous les pays. En France, sous la Convention (1792-1795), le Ministère Public et l'Ordre des Avocats avaient été supprimés ; jamais, nous assurent les historiens, « la procédure ne fut plus perfide et plus hideuse » (1).

Les auteurs qui ont formulé des jugements sévères sur le fonctionnement de l'ancienne justice annamite avaient sous les yeux le spectacle de l'Empire au lendemain de la conquête française ; ce fut une époque de crise qui rappelait les temps troublés de la révolte des *Tây-Son*. De cette dernière période, la Préface du Code *Gia-long* nous donne un tableau saisissant ; d'un trait vigoureux, l'auteur nous peint ces jours sombres pareils à tous les autres qui, alternant avec des accalmies, formaient la trame sans fin de l'histoire annamite : « Depuis les troubles des *Tây-Son*, les liens fondamentaux de la société avaient disparu comme entraînés dans un tourbillon ; les règles étaient détruites ; l'artifice, la fraude, la violence étaient devenues la loi commune, de sorte que tantôt le fait était imprévu, tantôt l'esprit des règlements était peu clair ; les gens simples, plongés dans la confusion ne savaient ce qu'ils devaient faire ou éviter ; les esprits retors et les gens mal intentionnés se jouaient facilement au milieu des méandres de la légis-

(1) Boncenne cité par M^r Solus. Cours de procédure civile (1936-1937) p. 25.

lation et dans les jugements, l'assimilation des faits nouveaux aux faits prévus, l'acquittement ou l'atténuation et l'incrimination n'étaient plus basés sur des données certaines. L'oppression débordait partout et l'innocence persécutée invoquait la justice vengeresse. » L'auteur conclut : « Ne serait-ce pas manquer de toute humanité que de tolérer un tel état de choses ? »

SECTION II. — LA CRITIQUE DU SYSTÈME JUDICIAIRE FRANÇAIS.

Cette section est divisée comme la précédente en deux parties : § 1. — Valeur des principes ; § 2. — Critique du fonctionnement en général.

§ 1. — *Valeur des principes.*

Le Cours de Procédure de M. Solus contient un exposé de principes formant le chapitre préliminaire à l'étude de l'organisation judiciaire française ; nous croyons pouvoir en dégager deux idées générales : celle de séparer la justice des autres pouvoirs et celle d'assurer aux justiciables des garanties contre les abus possibles du juge.

La séparation des pouvoirs est un principe constitutionnel ; insérée dans les premières Constitutions révolutionnaires, elle n'a pas été reprise par la Constitution de 1875 ; celle-ci, en effet, ne contient aucune déclaration de principes, mais on admet qu'elle a conservé les Constitutions antérieures en ce qu'elles ne contredisent ni sa lettre, ni son esprit.

La justice doit être un pouvoir indépendant ; le juge n'a d'ordre à recevoir de personne et n'obéit à d'autres suggestions qu'à celles de sa conscience ; la dignité de la magistrature et sa liberté de décision sont les conditions de l'im-

partialité des sentences. Cette indépendance va se traduire par deux conséquences :

Le législateur ne peut empiéter sur le domaine du juge. La loi ne s'applique que dans l'avenir ; toute loi interprétative, dont le but serait de fournir une solution à un procès déjà en cours, doit être considérée comme inconstitutionnelle. Les Chambres législatives ne peuvent rendre elles-mêmes un jugement. Enfin une loi ne peut dessaisir un tribunal, ni porter atteinte à l'autorité de la chose jugée.

Le pouvoir exécutif ne peut s'immiscer dans ce que fait le juge ; il ne doit juger lui-même ; il ne peut prendre que des décisions préalables, point de départ d'une procédure juridictionnelle. Toute intervention d'autorité administrative en matière judiciaire sera frappée d'illégalité. Le Chef de l'Etat n'est plus le juge suprême ; il violerait la Constitution s'il évoquait des procès devant lui ; le système de justice déléguée a remplacé celui de justice retenue. Les jugements sont prononcés au nom du Peuple français.

Par contre, le juge ne doit, sous peine de sanctions sévères, s'immiscer dans le domaine du législateur. Il lui est défendu de statuer par arrêt de règlement, d'arrêter ou de suspendre l'exécution d'une loi. D'un autre côté, il ne peut empiéter sur les attributions de l'exécutif en faisant des actes d'administration et de réglementation ou en empêchant leur exécution. L'interprétation des actes administratifs lui échappe ; il doit surseoir à statuer jusqu'à ce que le sens du texte soit précisé par l'autorité administrative.

Ainsi une barrière étanche est instituée entre la justice et les autres pouvoirs dans l'Etat. Le juge est protégé contre les empiètements des autorités exécutives et législatives. Il est encore protégé contre l'animosité et la vengeance des justiciables ; l'outrage aux magistrats fait l'objet d'une ré-

pression sévère ; les délits d'audience sont punis séance tenante ; le tribunal prononce une condamnation quand même il ne serait pas un tribunal répressif. Si le délit se produit à la Cour d'Appel, la Cour peut juger le crime d'audience ; il est fait dérogation à la règle du recours au juge populaire. Pour les actes relatifs à sa profession, le juge ne peut être poursuivi en justice que par la procédure de la prise à partie ; les cas d'ouverture sont limités au dol, à la fraude, à la concussion et à la faute lourde professionnelle. Le demandeur doit obtenir au préalable l'autorisation de poursuivre ; s'il succombe, il sera condamné à une amende sans préjudice des dommages-intérêts envers la défense.

L'indépendance de la justice se complète par les théories de l'égalité et de la gratuité ; l'égalité empêche que certains délinquants ne puissent, par leur situation sociale, se dérober, en quelque manière que ce soit, à la répression des tribunaux ; la gratuité permet au plus pauvre de faire valoir leurs droits en justice et fait du recours au juge le moyen normal de trancher les conflits.

La préoccupation d'assurer aux justiciables des garanties contre les abus du juge est un vestige de l'Ancien Droit français. En effet, les juges étaient propriétaires de leurs charges et de ce fait, jouissaient d'une grande indépendance. Sans doute, étaient-ils soumis à la Loi mais le contrôle qui s'exerçait sur eux ne pouvait avoir la même efficacité que sur des agents nommés par le gouvernement. Cette situation présentait des dangers. Que le juge se laissât aller à des tentations reprochables, les intérêts des justiciables eussent été sacrifiés. C'est pourquoi des garanties nombreuses avaient été instituées ; elles passaient de l'Ordonnance

Royale de 1667 au Code de procédure de 1807 qui en fut la fidèle reproduction.

La collégialité des juges est une garantie de justice exacte et d'impartialité. Un juge unique peut favoriser sciemment ou inconsciemment un plaideur pour des motifs de crainte, d'amitié, d'intérêt ou de sympathie ; mais un tel résultat serait impossible avec un collège de magistrats délibérant ensemble et se surveillant les uns les autres. Le dicton français « Juge unique, juge inique » traduit un esprit de méfiance exagérée ; cependant il est justifié par la sauvegarde des intérêts des justiciables.

Le formalisme constitue une autre garantie pour les plaideurs. Au cours de l'instance, il y a des écritures, des formalités matérielles à accomplir dans l'ordre voulu, selon les modalités et délais prévus ; la loi institue un véritable rite ; par delà les règles extérieures, le formalisme atteint les règles de fond du droit. On serait tenté d'y voir l'héritage désuet du droit Romain ; en réalité le rite prescrit vise à rendre impossible toute partialité ou tout arbitraire de la part du juge ; songeait-il à favoriser un plaideur aux dépens de l'autre que des obstacles matériels l'en empêcheraient. Les règles de preuve, la publicité des débats, l'audition du Ministère Public avant le jugement, l'obligation du délibéré des juges, la motivation des jugements constituent des exigences indispensables à la bonne administration de la justice.

L'intervention des hommes de loi, avoués conduisant la procédure, avocats assistant le plaideur à l'audience, s'inspire d'une même pensée de protection des justiciables.

Enfin la théorie de l'appel permet de faire juger deux fois la même affaire ; le premier juge sachant que sa sentence pourra être l'objet d'un examen par la juridiction

supérieure fera preuve de vigilance et de zèle ; s'il commet un abus, le plaideur peut facilement s'y soustraire en attaquant son jugement.

Quelle est la valeur de ce système ? Le premier principe directeur, la séparation des pouvoirs est l'un de ces dogmes complaisamment brandis par les théoriciens de la Révolution française. Le mot pouvoir est devenu une sorte d'entité métaphysique ; on a pu élever une importante controverse doctrinale sur le point de savoir s'il existe deux ou trois pouvoirs. Certes, l'indépendance du juge est nécessaire pour une bonne administration de la justice mais elle ne postule pas forcément une séparation des pouvoirs. On peut concevoir le juge comme un simple fonctionnaire dépendant du pouvoir exécutif ; il suffirait de lui conférer un privilège qui sauvegarde sa dignité et lui assure une certaine liberté de décision. Aux Etats-Unis, où la justice est érigée en pouvoir indépendant, l'élection des juges donne lieu à de fréquents abus ; au cours de la campagne électorale, les candidats font des promesses qu'ils sont obligés de remplir plus tard au détriment de l'équité ; le souci de ménager telle ou telle classe d'électeurs influe sur la sévérité des sentences ; d'autre part l'existence d'une Cour Suprême contrôlant la constitutionnalité des lois crée une véritable insécurité dans la législation. De nombreuses lois ont été cassées pour des raisons politiques. Lorsqu'un magistrat est élu à la Haute-Cour, on se demande à quel parti il appartient. A côté d'un Parlement qui fait des lois, se dresse un Parlement qui les défait. Un auteur qui étudiait la Constitution des Etats-Unis a pu parler de « Gouvernement des juges ». En France, l'élection des juges eut lieu sous la Constituante et sous la Convention. Elle donna lieu à des résultats tellement mauvais qu'une réaction s'ensuivit

immédiatement. Dès son arrivée au pouvoir, le Directoire entreprit la réforme judiciaire et posa le principe de la nomination des magistrats.

A l'heure actuelle, les juges sont des fonctionnaires nommés par le pouvoir exécutif. On peut concevoir théoriquement une pression exercée sur eux par le Gouvernement. Néanmoins leur indépendance est sauvegardée tant par les règles de recrutement et l'inamovibilité que par le régime de l'avancement et de la discipline.

Le pouvoir exécutif nomme les magistrats mais il ne peut nommer n'importe qui, à volonté ; il est assujéti à des modalités immuables. Nul, en France, ne peut devenir magistrat, sans avoir passé par un concours ouvert à tout le monde, sauf les conditions de capacité, de moralité et d'âge. Certaines exceptions sont prévues en faveur des avocats et avoués, des professeurs et agrégés des Facultés de Droit, ayant exercé leurs fonctions pendant un délai prescrit. Elles s'expliquent d'elles-mêmes. D'ailleurs, il ne peut être pourvu, par ce moyen, qu'à un petit nombre de places ; le concours d'entrée reste le moyen d'accès normal.

Ainsi le favoritisme et le népotisme sont proscrits. La magistrature constitue un corps fermé aux influences politiques. La tradition de dignité des tribunaux français, née de l'Ancien Droit, a pu se continuer et se développer dans le droit actuel.

Les juges, une fois nommés, bénéficient de la garantie de l'inamovibilité. Celle-ci existait sous l'Ancien Régime comme conséquence de la vénalité et de l'hérédité des offices de judicature ; les fonctions de magistrat étaient inamovibles comme la propriété elle-même. Elle fut reconnue aux juges en 1810 comme contrepartie de leur dépendance vis-à-

vis du pouvoir exécutif. Sous la troisième République, elle fut consacrée par la loi du 30 août 1883.

Le Gouvernement ne peut révoquer, ni déplacer arbitrairement un juge ; dans l'un ou l'autre cas, il faut l'assentiment d'une Commission de Magistrats qui, par sa composition même, veille efficacement à la défense des intérêts professionnels.

L'avancement est assuré par l'existence d'un tableau d'avancement, dressé par une Commission professionnelle. Un juge peut ainsi désobéir à certaines injonctions illégales du pouvoir exécutif sans courir le risque de compromettre sa carrière.

En dernier lieu, les peines disciplinaires, elles aussi, ne sont pas à la discrétion du Gouvernement. La surveillance générale des tribunaux est confiée non aux Préfets, mais aux Cours d'Appel. Les magistrats coupables d'actes — soit de leur vie publique, soit de leur vie privée — propres à porter atteinte à leur honorabilité ou à leur prestige, relèvent pour les faits peu graves de la juridiction du Premier Président de leur Cour d'Appel et pour les faits graves, de la Cour de Cassation, siégeant comme Conseil Supérieur de la Magistrature, à huis clos et toutes chambres réunies.

Si la séparation des pouvoirs peut prêter à controverse, la théorie des garanties des justiciables confère au système français une supériorité nette sur le système annamite. L'Annamite, idéaliste, croit à la perfection des hommes. Le magistrat incorruptible constitue la charpente de sa construction ; il a suffi qu'il se montrât inférieur à sa tâche pour entraîner une faillite générale. L'esprit français, plus pratique, reconnaît avec Montesquieu que tout homme qui a le pouvoir en main a tendance à en abuser. Pour prévenir ce résultat, il élève toute une série de barrières. La pra-

tique a démontré l'efficacité de ce système ; néanmoins nous lui faisons le reproche d'avoir exagéré l'idée de défiance envers le juge. La méfiance se justifiait dans l'Ancien Droit quand les offices de judicature étaient vénaux et héréditaires. Aujourd'hui, le juge n'est plus propriétaire de sa charge. Il est un fonctionnaire possédant un statut spécial, mais soumis à une sévère discipline. On n'a aucune raison pour se méfier d'emblée de lui. Le Code de Procédure de 1807, en gardant les vieilles conceptions de l'Ordonnance de 1667, n'a pas tenu compte de l'évolution des choses ; l'appareil judiciaire en a été inutilement compliqué et alourdi.

§ 2. — *Critique du fonctionnement en général.*

Il est présomptueux de notre part de porter un jugement sur la justice française. Il nous suffit de rapporter certains faits. Les magistrats français sont connus universellement pour leurs qualités professionnelles. Quoique leur traitement soit modeste, jamais aucun d'entre eux n'a pu être suspecté de concussion. Des arrêts de Cour de Cassation ou de Cours d'Appel ont été cités à l'étranger à l'égal de monuments juridiques. Face aux juges, les avocats, continuant la lignée des défenseurs des Anciens Parlements apportent à la justice le concours d'une haute conscience professionnelle et d'une science juridique éprouvée. Avocats et magistrats font honneur au serment qu'ils prononcent lors de leur admission au barreau ou de leur installation sur les sièges des juridictions.

Nous avons sous les yeux une belle organisation dont les peuples jeunes peuvent tirer profit. De fait, le Code de Procédure civile française a fait l'objet en Europe de nombreuses adaptations ou imitations.

Néanmoins, on fait au Code de 1807 le reproche d'être

démodé ; réédition de l'Ordonnance de 1667, il comportait des dispositions anachroniques par rapport au progrès moderne.

Les délais de procédure étaient trop longs. Les procès traînaient en longueur. Une affaire qui devait passer par deux degrés de juridiction ne pouvait être terminée avant un an ou deux.

Le formalisme est exagéré. Les cas de nullité sont comme des écueils redoutables. Les plaideurs doivent déployer une grande vigilance, quand même ils seraient sûrs de leur droit. Par contre les chicaneurs trouvent des refuges sûrs dans « le maquis de la procédure ».

D'autre part, la justice civile est coûteuse. L'usage du papier timbré, les frais d'enregistrement, les droits de greffe ainsi que les honoraires d'officiers ministériels représentent des dépenses considérables.

Ces inconvénients n'ont pas échappé au législateur. Dès 1862, une revision générale du Code de Procédure fut envisagée. De nombreux projets furent élaborés, sans résultat, à cause de l'opposition des officiers ministériels. En 1935, les décrets-lois offrirent au Gouvernement une occasion unique ; sous le prétexte de promulguer des lois pour la défense du franc, on fit passer des réformes procédurales. Le décret du 30 octobre 1935, sans bouleverser l'état de choses antérieur, apporta des changements importants.

La réforme porte sur quatre points :

1° Les délais de procédure sont fixés à nouveau, en tenant compte des progrès dans les moyens de communication ;

2° La tentative de conciliation est renforcée ; elle est obligatoire en principe ; lorsqu'une dérogation est accordée, le

Président du Tribunal doit motiver sa décision. Mais la loi du 4 mars 1938 revient au système antérieur ;

3° Un juge-rapporteur est créé à l'effet de suivre les affaires dès leur inscription au rôle et de faire un rapport sommaire au tribunal. A cet effet, le Greffier est tenu de constituer un dossier écrit ;

4° La théorie des nullités de procédure reçoit une atténuation du fait que, pour pouvoir invoquer une nullité, il faut désormais justifier d'un préjudice certain.

La réforme de 1935 est une tentative de donner à la justice une plus grande célérité et une plus grande simplicité. On n'a pas osé toucher aux officiers ministériels. Pourtant une mesure dans ce sens rendrait la procédure moins onéreuse et l'acheminerait vers l'idéal de gratuité. L'obstacle consiste en ce que les études avaient été achetées. En les supprimant, l'Etat aurait été mis dans l'obligation d'indemniser leurs propriétaires. A un moment où l'on arrivait difficilement à équilibrer les recettes budgétaires avec les dépenses ordinaires, il ne pouvait être question d'ajouter aux contribuables des charges nouvelles.

Il existe ainsi une évolution très nette dans le sens de la simplicité, de la célérité et de la gratuité. Elle conduit à une conclusion pour le moins inattendue : c'est que sur certains points, la justice française tend à se rapprocher de la justice annamite. Ce que nous affirmons est une hardiesse, non un paradoxe. N'avons-nous pas vu qu'en droit annamite, les délais de procédure sont très courts et que l'instance ne comporte pas de formalités prescrites à peine de nullité ? Le juge-rapporteur a existé de tout temps chez nous. Enfin la conciliation est le préliminaire obligatoire devant les juridictions mandarinales et tel est bien l'esprit du décret du 30 octobre 1935. Il est vrai que la loi du 4 mars 1938 vient

détruire la valeur pratique du principe. Cette loi est trop récente pour qu'une doctrine ait le temps de se former. Mais nous prévoyons qu'elle s'attirera de violentes critiques et que, tôt ou tard, on reprendra le système du décret du 30 octobre 1935.

La justice des mandarins aurait-elle exercé une certaine influence sur l'évolution de la justice française ? L'hypothèse, incroyable à première vue, est en réalité possible. Lorsqu'il fut question de transporter l'organisation judiciaire métropolitaine aux colonies, particulièrement en pays annamites, le législateur était frappé par certains avantages de la justice indigène. Le lourd appareil de la justice française, tel quel, aurait trop heurté les indigènes habitués à une procédure plus simple. C'est pourquoi, il reçut des remaniements pour pouvoir fonctionner à la colonie : les avocats cumulèrent les attributions des avoués, les tribunaux de première instance fonctionnèrent avec un juge unique, l'instance fut dégagée de formalités. L'expérience consacra le succès de ces formules nouvelles et constitua un argument décisif pour la réforme judiciaire en France.

Quoi qu'il en fût, de nombreuses similitudes existent entre la justice française et la justice mandarinale. Cette constatation nous confirme dans l'idée qu'une synthèse est possible et fructueuse.

SECTION III. — LA SYNTHÈSE DES PRINCIPES.

Trois questions fondamentales se posent en matière d'organisation de la justice. Il s'agit de déterminer les rapports entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, de poser la théorie des pouvoirs du juge, enfin de prévoir les garanties en faveur des justiciables. Nous essaierons de trouver la solu-

tion à ces problèmes en empruntant successivement les éléments de la réponse à chacune des organisations française et annamite. Nous aurons ainsi dégagé les trois principes qui vont régir la prochaine réforme des tribunaux du Tonkin.

A cette trinité correspond la division tripartite de la présente section.

§ 1. — *Rapports de la justice avec les autres pouvoirs dans l'Etat.*

Le principe de l'unité d'autorité, corollaire de la toute-puissance impériale, correspond à un état d'évolution qui est dépassé aujourd'hui. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de concevoir une même personne investie de tous les pouvoirs ; la détention d'un pouvoir n'est plus un privilège de la naissance ; elle représente une mission confiée au détenteur pour rendre un service précis à la collectivité. Or un homme à lui seul ne peut accomplir qu'une besogne limitée. Le cumul des attributions était possible dans le vieil Annam agricole ; alors que le volume des affaires publiques était réduit, un même fonctionnaire faisait les fonctions d'administrateur et de juge. Avec le développement économique du pays, les rouages administratifs se multiplient, la division du travail devient une nécessité. Le progrès est synonyme de complexité ; la biologie nous fournit un exemple saisissant : chez les espèces inférieures, les organes sont relativement simples ; ils se compliquent de plus en plus chez les espèces placées à un plus haut degré dans l'échelle de la vie.

Nous sommes conduit ainsi à emprunter à l'organisation judiciaire française son principe fondamental de séparation des pouvoirs.

Il convient de préciser immédiatement la signification des termes. Il ne s'agit pas d'une séparation étanche, absolue, qui érigerait la justice en pouvoir indépendant dans l'Etat. Un tel résultat ne peut être atteint que s'il existe déjà séparation entre les pouvoirs exécutif et législatif : ceux-ci étant concentrés au Tonkin dans les mains du Résident Supérieur, délégué du Souverain, il est prématuré de parler d'organisation judiciaire autonome. L'élection des juges, déjà abandonnée en France, ne saurait convenir aux mœurs annamites ; la création d'une Cour Suprême chargée du contrôle des lois ne se concevrait même pas.

Nous ne croyons pas à la valeur métaphysique des formules. Que la justice soit bien ou mal rendue, il y a plus qu'une question de mots. D'autres facteurs entrent en considération : la situation économique du pays, la valeur des institutions politiques, les mœurs et d'une façon générale le développement plus ou moins poussé du sentiment du Droit dans les diverses couches de la population. Il ne suffit pas d'assurer l'indépendance de la justice pour qu'aussitôt les procès reçoivent une solution meilleure.

Par séparation des pouvoirs, nous n'avons pas voulu poser une règle rigide ; nous n'avons fait qu'indiquer une tendance générale. Il faut que l'organisation judiciaire s'oriente vers une certaine autonomie ; les juges doivent être le plus possible soustraits à la subordination ou à l'influence d'autorités administratives. Cette évolution ne peut être que graduelle. Rien ne sert de la hâter puisque l'ingérence du pouvoir exécutif peut s'effectuer aussi bien par des moyens occultes que par des moyens de contrainte légale.

Deux réalisations sont actuellement possibles : la création d'un cadre complet de juges spécialisés et l'octroi de garanties d'indépendance à la magistrature.

Les mandarins de l'Ancien Régime avaient pu trancher les procès en se guidant sur les principes généraux de droit et d'équité contenus dans les livres de morale ; de nos jours, il n'est plus possible de procéder de la sorte. Les litiges portés devant les tribunaux deviennent de plus en plus divers et compliqués ; une compétence technique est exigée impérieusement des juges.

La création du mandarinat judiciaire en 1923 avait pour but de répondre à cette nécessité ; mais elle a été une tentative timide et par là même, elle était condamnée à l'insuccès. L'ordonnance du 7 juin 1923 cantonnait les nouveaux mandarins dans des fonctions subalternes. L'opinion publique voyait en eux une parodie des mandarins traditionnels. Le manque de prestige entraîna le discrédit de l'institution. L'arrêté du 20 septembre 1929, posant l'équivalence de l'ancien et du nouveau mandarinat vint corriger l'erreur de 1923. Néanmoins, il maintenait le système des suppléances et plaçait les juges sous l'autorité directe des Chefs de province. Deux conséquences inévitables en ont résulté : l'ingérence des autorités administratives continuait comme dans le passé et le cadre judiciaire ne cessait d'être regardé comme un cadre inférieur.

A l'heure qu'il est, les mandarins judiciaires ne sont pas plus de trente ; le concours de 1936 en donne quatre et le concours de 1937, deux. Il faut envisager dans l'avenir un recrutement intensif, de façon à pourvoir toutes les juridictions de juges spécialisés. Il n'y a aucun inconvénient à enlever aux autorités administratives la présidence des tribunaux de circonscription et provinciaux. Ces dernières, surchargées par leur besogne propre n'ont guère le temps pour se consacrer à leurs attributions juridictionnelles. Dans les *phu* et *huyen*, la présence d'un mandarin judiciaire

constitue un soulagement précieux pour son collègue administratif. Dans les provinces, l'Administrateur-Résident se fait déléguer dans ses fonctions de Président du tribunal par un mandarin ou par son adjoint ; le siège d'assesseur est presque toujours occupé par un suppléant à la place du *Tong Doc* ou *Tuan Phu*.

Cet état de fait doit se changer en état de droit ; l'heure est venue de constituer un cadre complet de juges spécialisés. Par concession aux principes traditionnels annamites, ces derniers resteront soumis à l'autorité du Résident Supérieur, mais par l'intermédiaire du Procureur général, Chef de la justice indigène. La subordination aux Chefs de province n'a plus de raison d'être et peut être abolie dans le plus bref délai.

Les juges du nouveau cadre recevront la garantie de l'immovibilité empruntée à l'organisation française. Une fois nommés, ils ne pourront être destitués, suspendus, ni déplacés que dans les conditions prévues par la loi. La réglementation de l'avancement et de la discipline ainsi que la création d'une Commission Spéciale de la Magistrature à l'image de celle qui existe depuis 1934 en France compléteront le système. Le tableau d'avancement représente une garantie très forte : tel juge ne risquera pas de rester au même grade durant toute sa carrière. Dans une même pensée, les peines disciplinaires ne seront pas distribuées à l'entière discrétion du Résident Supérieur. Une Commission composée de magistrats veillera à la défense des intérêts professionnels ; elle aura voix consultative toutes les fois qu'il s'agit d'un avancement, d'une question disciplinaire ou du déplacement d'un mandarin judiciaire supérieur.

Ainsi la justice ne sera pas un pouvoir à part, susceptible de se dresser devant l'autorité administrative et de con-

trécarrer son action. Mais les juges auront bénéficié d'une certaine indépendance, condition nécessaire de l'impartialité de leurs décisions.

§ 2. — *Théorie des pouvoirs du juge.*

Le système français s'inspire d'une certaine pensée de défiance envers le juge dont il faut limiter les pouvoirs. Aussi, en matière civile, ce dernier n'a qu'un rôle d'arbitre, continuant sur ce point la tradition du « *judex unus* » des Romains. La naissance et la conduite du procès relèvent des parties elles-mêmes assistées de leurs avoués. En matière pénale, ce rôle ne peut être abandonné à l'initiative individuelle ; mais alors il est confié au Ministère Public formant la magistrature debout par opposition à la magistrature du siège. Enfin, l'instance tant civile que pénale comporte un réseau de formalités destinées à prévenir les dépassements de pouvoir ou les abus du juge.

Le droit annamite, par application de la théorie d'un mandat impérial confié au mandarin, lui confère les pouvoirs les plus étendus à l'effet de trancher les litiges soumis à sa juridiction. Il n'est pas créé de formalisme : aucun rituel ne doit gêner le juge dans l'accomplissement de son devoir.

Entre ces deux conceptions opposées, nous pouvons prendre une position intermédiaire. Nous posons en principe que le magistrat doit être investi d'une forte autorité mais cette conception recevra un tempérament de la théorie de la limitation des pouvoirs du juge du droit français.

C'est en fonction de cette idée que nous allons résoudre quatre problèmes d'une importance primordiale :

1° Faut-il faire trancher les procès par un juge unique ou par un collège de juges ?

2° Est-il nécessaire de transporter au Tonkin l'institution du Ministère Public ?

3° Quel sera le rôle du juge dans la conduite du procès ?

4° Faut-il instituer des formalités comme une barrière à l'arbitraire du juge ?

Nous connaissons les avantages et les inconvénients des systèmes de l'unicité et de la collégialité. L'unicité coûte moins cher au budget tout en permettant d'accorder aux juges des traitements individuels élevés ; elle met en valeur le magistrat de talent qui se perdrait parmi ses collègues médiocres si la sentence était collégiale et anonyme ; par contre la pluralité de juges fait précéder le jugement d'une délibération en commun ; elle est une garantie de l'indépendance des magistrats ; plus nombreux, ces derniers sont moins facilement touchés par des suggestions ou des menaces. Notre choix sera déterminé par le prestige que le système de l'unicité confère aux tribunaux. Le peuple annamite habitué à la justice autoritaire de ses mandarins se soumet plus volontiers à la sentence édictée par un juge unique que sortie de la délibération laborieuse d'un collège. L'unicité sera donc la règle dans la composition des tribunaux (1) ; elle ne recevra dérogation que lorsque son application est impossible, dans le cas par exemple des juridictions supérieures d'appel.

Le principe d'autorité permet en même temps de trancher la question de savoir s'il est utile de transporter au Tonkin l'institution des Magistrats du Parquet. Agent du pouvoir exécutif auprès des tribunaux, le Ministère Public défend l'intérêt social mis en cause dans les procès ; sa présence a contribué pour beaucoup aux résultats excellents

(1) Système préconisé en France par M^r Tissier. Voir M^r Solus (Cours de procédure civile).

de la justice française. Néanmoins nous préférons la conception annamite où la défense de la collectivité est confiée au juge lui-même. Dédoubler la magistrature en magistrature du siège et magistrature debout est une complication et une lourde charge pour le budget. Aucune raison impérieuse ne s'y attache. Le Ministère Public, institution purement française, vient de la tradition des Procureurs du Roi près des tribunaux de l'Ancien Régime. Il traduit une pensée de méfiance du pouvoir central à l'encontre des magistrats héréditaires et inamovibles. Nous croyons qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que le juge se comporte en même temps comme partie publique et comme juge.

Le rôle du juge sera primordiale dans la conduite du procès. L'introduction de l'instance se fait par voie de requête ; le juge est obligatoirement saisi et dès lors la procédure se déroule automatiquement, sans l'intervention des parties. La séparation entre le jugement et l'exécution en matière civile doit être abolie : l'une et l'autre tâche seront assurées par le juge. La suppression de l'initiative individuelle dans la conduite des procès rapproche la procédure civile de la procédure pénale et accentue le caractère étatique de la justice. Elle constitue une rupture très nette avec les derniers vestiges de la justice privée.

En nous réclamant des principes annamites, nous ne faisons que devancer une évolution continue en France et que traduit l'esprit des dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935.

La conception du juge autoritaire conduit en dernier lieu à la condamnation de principe du formalisme. S'il n'est pas possible d'adopter intégralement le système annamite où le juge reçoit toute latitude pour accomplir sa mission, nous ne conserverons non plus toutes les formalités de l'ins-

tance française. Nous ferons la discrimination entre celles qui s'imposent impérieusement et celles qui ne présentent pas la même nécessité. Nous sauvegarderons les règles qui se justifient rationnellement, mais l'instance sera dégagée des rites que seul un respect exagéré des traditions a fait inscrire dans les Codes français de procédure civile et pénale.

§ 3. — *Théorie des garanties des justiciables.*

Un magistrat investi de pouvoirs considérables est d'autant plus dangereux s'il manquait à son devoir : cette idée n'a pas échappé ni au législateur français ni au législateur annamite. Ce dernier assure la défense des justiciables en organisant une responsabilité personnelle très lourde du juge. Mieux au courant de la réalité des choses, l'organisation judiciaire française n'attend pas le mal pour le guérir mais prévient sa réalisation ; la collégialité des juges, la présence des avocats, les formalités de l'instance sont autant de barrières contre l'arbitraire des tribunaux.

Nous avons vu que le système annamite, logique dans son principe, est d'une application difficile ; nous avons manifesté notre préférence pour la théorie française qui assure des garanties préventives aux plaideurs. L'idée générale est qu'il faut des contrepoids à l'autorité du juge ; ce dernier, étant un homme, est faillible et peut céder à des tentations ; une prudence élémentaire commande que ses pouvoirs soient enfermés dans des bornes précises et soient automatiquement freinés toutes les fois qu'ils tendent à devenir abusifs. Toutefois, nous avons simplifié le rite de l'instance et adopté le système de l'unicité comme règle de composition des tribunaux. L'équilibre se trouve ainsi rompu, d'autant plus que par rapport à la conception française, nous

avons renforcé considérablement les pouvoirs du juge. La théorie de l'appel et la présence des avocats ne suffisent pas à assurer une protection efficace des plaideurs. Ces derniers restent exposés à l'arbitraire des magistrats. Aussi proposons-nous de leur donner deux garanties nouvelles : nous emprunterons à la justice mandarinale l'institution des inspecteurs et nous facilitons la prise à partie, procédure de mise en œuvre de la responsabilité du juge en droit français.

L'effet suspensif de l'appel permet au plaideur d'échapper à la sentence du premier degré et l'effet dévolutif, de voir juger son procès une seconde fois et par une juridiction supérieure. En droit français, l'appel s'arrête à deux degrés ; il est possible de concevoir une affaire passant par trois ou quatre degrés de juridiction : c'est ce qui se fait en droit annamite, avant l'intervention française. Nous estimons qu'un double degré paraît une garantie suffisante. L'affaire jugée en premier lieu par un juge unique sera pour le deuxième examen, soumise à un collège. L'erreur ou la partialité ou l'ignorance du premier juge sera sûrement redressée par la juridiction d'appel composée de magistrats nombreux et plus expérimentés.

La présence de l'avocat à l'audience est une garantie de justice éclairée et impartiale. L'institution d'un barreau auprès des juridictions mandarinales aura certainement d'heureux résultats. Pendant ces dernières années, quelques magistrats se sont comportés de façon regrettable, justifiant les critiques violentes dirigées contre le mandarinat ; c'est en partie parce que leurs pouvoirs sont pratiquement illimités. Le plaideur isolé, ignorant, incapable d'élever la moindre

(1) Système préconisé à maintes reprises en France.

protestation, se prête à l'oppression et à la concussion. Mais lorsqu'il sera assisté d'un homme de loi et que toute irrégularité sera observée et signalée à l'autorité compétente, les mandarins prévaricateurs auront accompli leurs derniers exploits ! Nous rompons avec le principe traditionnel annamite de la prohibition des intermédiaires dans les procès. Mais nous retenons cette idée que la population annamite est extrêmement processive ; il faut la défendre contre les individus qui excitent les gens aux querelles pour en tirer profit. Les avocats devront s'abstenir du concours des pisteurs, rabatteurs, correspondants rétribués ; il leur sera défendu de conclure des pactes aléatoires avec leurs clients. Quant à la profession d'agent d'affaires, elle devra être sévèrement réglementée. Permettre à des gens sans garantie d'aucune sorte de s'installer comme conseil à toutes fins est un grave défaut de la législation actuelle. Nous souhaitons une disposition de loi, inspirée de l'article 309 du Code *Gia-long*, qui frappe les excitations aux procès ainsi que toutes combinaisons ou manœuvres ayant pour but de tromper les plaideurs et de les dépouiller de leur argent.

La troisième garantie consiste dans le rétablissement des inspecteurs. L'inspection mandarinale a été supprimée depuis l'établissement du Protectorat. Il existe actuellement au Tonkin une inspection des affaires politiques et administratives confiée à des Administrateurs français d'un grade élevé. Les deux institutions ne se correspondent pas : Les anciens inspecteurs étaient surtout des particuliers ou des fonctionnaires d'un autre service, chargés temporairement de mission et voyageant incognito. Leur rétablissement sera accueilli par la population avec enthousiasme ; il n'est susceptible de porter aucun préjudice au prestige de la magistrature ; en effet, l'inspecteur ne peut dessaisir le juge ni

se substituer à lui ; il se borne à recueillir les doléances des justiciables et à rédiger un rapport ; l'autorité compétente renseignée avisera.

Les plaideurs recevront une quatrième garantie de l'organisation de la responsabilité du juge et de sa mise en œuvre. Le Droit annamite rendait le juge personnellement responsable de toute faute professionnelle ayant une certaine gravité ; il était impliqué toutes les fois qu'un appel était interjeté contre sa sentence ; par contre, en droit français, la prise à partie est soumise à une réglementation rigoureuse. Nous adoptons une solution intermédiaire. Par égard à la dignité de la justice, les magistrats ne pourront être déclarés responsables que pour dol, fraude, concussion ou faute lourde professionnelle. En revanche, leur mise en cause ne sera sujette à aucune autorisation ni formalité. Pour cela, aucun abus n'est à craindre. L'Annamite, imprégné des théories confucéennes de l'autorité, considère le magistrat à l'égal de ses père et mère. Ce respect traditionnel rend impossible de sa part toute accusation téméraire ou calomnieuse.

CHAPITRE II

La réforme judiciaire.

L'évolution générale du Tonkin est extrêmement rapide. Malgré la crise mondiale qui sévit depuis 1931, le développement économique continue d'un rythme accéléré. L'Annamite qui se confinait uniquement au travail de la terre commence à s'intéresser au commerce ; les échanges se font de plus en plus actifs avec les divers pays de l'Indochine et avec l'étranger. Des centres d'artisanat se créent dans les provinces, notamment à *Hadong*. Les villes industrielles de *Hanoï*, *Haïphong* et *Nam Dinh* possèdent une population ouvrière qui s'accroît chaque jour. D'un autre côté, la diffusion de l'enseignement fait des progrès considérables. Les écoles publiques deviennent insuffisantes à raison du nombre des élèves ; partout, on assiste à une floraison d'établissements privés. Hanoï, siège de l'Université, est le centre intellectuel de l'Indochine.

Le progrès économique et social nécessite une modernisation de l'organisation de la justice. La refonte de 1917 qui fut à sa date une mesure hardie, apparaît comme une étape depuis longtemps dépassée ; un décalage s'établit entre l'évolution générale et l'évolution relativement moins rapide des institutions judiciaires. Cette situation est grosse de conséquences ; les défauts de l'organisation des tribunaux et les lacunes de la procédure favorisent le calcul de certains mandarins sans moralité qui exploitent impunément leurs justiciables ; un mouvement net de désaffection se dessine dans la population à l'encontre de la justice mandarinale.

L'institution du mandarinat a été, depuis une dizaine d'années, en butte à de fréquentes attaques. Les griefs d'incompétence, de partialité et de concussion jettent le discrédit sur les « père et mère » du peuple. La presse se montre en général hostile et les journaux d'opposition étalent en première page leurs pointes venimeuses. Certes, ces critiques comportent une bonne part d'exagération, mais il est vrai que des abus criants ont été commis. Lorsqu'ils furent révélés, l'opinion publique s'en émut et l'Administration du Protectorat prit des mesures de répression sévères. Des procès retentissants — celui d'un président suppléant du tribunal provincial de *Hung Yen* en particulier — livrèrent des détails édifiants. De la lecture des documents produits aux débats, il résulte que la concussion sévissait de façon régulière auprès de certaines juridictions : la justice et l'équité étaient foulées aux pieds, la liberté individuelle était violée, la solution des procès dépendait des recommandations ou des offres d'argent des plaideurs !

Nous sommes sûr qu'il ne s'agit là que des exceptions et que la majorité des juges annamites savaient garder les traditions de dévouement et d'intégrité des mandarins d'autrefois. Néanmoins, comme la faute d'une unité composante rejaillit sur le groupe, les tristes individus qui comparaissaient devant la 2^e Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoi* ruinaient le prestige du corps mandarin tout entier. Une opinion exagérée a pu se former dans ces conditions ; on connaît une phrase célèbre : « *Cướp đêm là giặc, cướp ngày là quan* » — Ceux qui pillent de nuit sont les bandits et ceux qui pillent de jour, les mandarins.

Quelle a été la cause de ces résultats déplorables ? Nous croyons qu'ils sont dus, d'une part, à l'absence des garanties des justiciables dans la procédure, de l'autre, au recru-

tement défectueux des mandarins. Nous avons vu que l'organisation judiciaire annamite repose sur la conception du juge autoritaire. Il eût fallu, pour cette fonction, des hommes incorruptibles ! La question du recrutement était primordiale. Or l'accès du mandarinat avait été forcé par des éléments disparates ; la règle du concours avait été méconnue ; trop d'admissions à titre exceptionnel avaient eu lieu. Des gens sans moralité pouvaient se parer de la plaquette d'ivoire, symbole de la Vertu ! Ayant dans la main les pleins pouvoirs, ils en usèrent à leur façon. Fatalement, la justice était mal rendue.

Dès son retour de France, S. M. *Bao-Dai* entreprit de remédier à cet état de choses. Le concours devint le moyen exclusif de recrutement. La règle formulée pour les mandarins administratifs fut étendue en 1936 pour les mandarins judiciaires. Déjà, un mouvement favorable s'est dessiné dans l'opinion publique.

Il appartient à la Cour de *Hué* et au gouvernement du Protectorat de s'engager plus avant dans la voie des réformes. D'importantes modifications doivent être apportées à la justice mandarinale en vue de son adaptation au progrès moderne. La réforme de 1917 ayant été conçue comme une mesure provisoire, il s'agit, à l'heure actuelle, de procéder à une refonte définitive de l'organisation judiciaire tonkinoise.

Trois facteurs militent en ce sens : le développement de l'Ecole Supérieure de Droit de Hanoï, le progrès de l'idée d'une unité annamite et l'assainissement de la situation financière, occasion unique depuis de longues années de crise.

L'Ecole Supérieure de Droit a été créée en 1933. Dotée d'un corps d'agrégés des Facultés de Droit de France, elle délivre le diplôme de licencié en droit après trois années

d'études ; l'enseignement qu'elle distribue est identique à celui des Facultés de France. Depuis 1935, elle s'adjoint d'une section d'Etudes juridiques indochinoises sanctionnées par le Certificat d'Etudes juridiques indochinoises ; cette section reçoit des élèves réguliers, licenciés en droit et des auditeurs libres, sans condition de diplôme ; la durée des études est d'un an.

Sous la direction avertie de MM. Bienvenue (1933), Andt (1933-1934), Camerlynck (1935-1938), l'Ecole connaît un développement remarquable. Ses effectifs actuels dépassent trois cents, plus que la moitié du total des étudiants de l'Université Indochinoise. La première promotion de sortie (1935) compte 7 licenciés en droit reçus à la première session et 5 reçus à la deuxième, en tout 12. Ce nombre s'accroît rapidement ; à la troisième promotion (1937), il est déjà porté au double ; à partir de 1939, il y aura certainement des promotions de cinquante licenciés et plus. Beaucoup d'entre eux font une quatrième année d'Etudes juridiques indochinoises.

Le nombre de jeunes juristes formés à *Hanoï* répond pleinement aux besoins des cadres judiciaires. Un recrutement intensif de juges spécialisés est devenu possible de même que la création d'un barreau de province.

La réforme est, d'autre part, commandée par le progrès de l'unité annamite. Le Tonkin, l'Annam proprement dit et la Cochinchine, séparés par les traités de Protectorat, tendent à se regrouper. Il est du devoir de la France de favoriser ces aspirations légitimes du peuple protégé. La Nation Annamite doit s'acheminer vers l'autonomie pour devenir un bloc capable d'assurer sa propre défense. Il importe de procéder à une unification progressive dans tous les do-

maines. Les premières réalisations porteront sur la législation et l'organisation judiciaire.

A l'heure qu'il est, l'organisation de la justice en Indochine est extrêmement disparate. Les différences entre pays non-annamites et pays annamites ne nous étonnent pas. Mais à l'intérieur des pays annamites eux-mêmes, il existe une grande diversité. En Cochinchine, la justice est distribuée par des tribunaux français et des justices de paix indigènes. La composition et la compétence des juridictions mandarinales varient selon qu'il s'agit de l'Annam proprement dit ou du Tonkin. Les inconvénients qui en résultent sont susceptibles de gêner les transactions commerciales et de créer une insécurité juridique. La réalisation du Transindochinois mettant *Hanoï* à quarante heures de train de *Saïgon* risquerait d'être compromise si elle n'était complétée par une œuvre d'unification judiciaire.

Le Tonkin, par son évolution très rapide, par la coexistence sur son territoire de la justice française et de la justice mandarinale, constitue un champ d'expérience tout indiqué. De même que le Code Civil tonkinois de 1931 est une première étape vers une codification générale du droit annamite, la réforme judiciaire tonkinoise sera une première étape vers l'unité d'organisation judiciaire de la Nation Annamite.

Le moment actuel offre une occasion unique. Toute réforme se traduit généralement en langage financier par dépense nouvelle et l'on sait le poids de l'argument budgétaire dans les projets législatifs ! Or la situation économique s'est assainie et pour quelques années, on peut compter sur des excédents tant pour le budget local du Tonkin que pour le budget général de l'Indochine. Ce phénomène, fruit des restrictions imposées pendant les années de crise est l'un

de ceux qui arrivent rarement et qui ne durent pas. Les plus-values budgétaires se volatilisent avec une déconcertante rapidité ; il faut se hâter d'en tirer profit pour des réalisations urgentes. Nous estimons que la refonte judiciaire tonkinoise, par son intérêt primordial, mérite l'attention des pouvoirs publics.

Fournissant à cette œuvre notre modeste contribution, nous signalerons les divers remaniements que nous croyons devoir apporter à l'organisation actuelle de la justice mandarinale. Nous concevons la réforme en deux étapes : certaines mesures sont immédiatement réalisables ; ce n'est qu'une fois cette étape dépassée, qu'il sera procédé à l'unification des institutions judiciaires dans les trois pays annamites et à la création d'une Cour de Cassation.

Chacune de ces étapes fera l'objet d'une section de ce chapitre.

SECTION I. — LES RÉFORMES IMMÉDIATEMENT RÉALISABLES.

Elles concernent la composition et la compétence des juridictions, le personnel de la justice ainsi que la procédure et la législation.

§ 1. — *Réforme de la composition et de la compétence des juridictions.*

Le tribunal de circonscription resterait un tribunal à juge unique ; ce dernier serait un mandarin judiciaire du grade de *Tri Phu* pour les grandes circonscriptions ou de *Tri Huyen* pour les petites. Il aurait titre de Président titulaire.

La compétence civile *ratione materiae* serait élargie ; jusqu'ici elle est trop réduite, par contre, la juridiction provinciale se trouve encombrée ; il s'agit de procéder à une meilleure répartition des affaires.

Nous proposons d'élever le taux du premier et dernier ressort à 100 \$; le taux actuel, 30 \$, a été fixé en 1917 ; depuis, les conditions économiques ont changé. Les dévaluations françaises ont eu leurs répercussions en Indochine et de façon générale, la valeur d'une monnaie baisse progressivement avec le temps. Un réajustement apparaît nécessaire comme celui intervenu en 1934 pour la compétence des tribunaux en France ; le premier et dernier ressort des justices de paix françaises auxquelles correspondent les tribunaux annamites de circonscription a été porté de 1.000 à 1.500 francs. Nous prenons le chiffre de 100 \$ car tel est le taux en dernier ressort de la justice de paix française instituée à *Hanoï* par le décret du 8 juillet 1934.

Le tribunal de circonscription posséderait, au delà de 100 \$, une compétence en premier ressort jusqu'à 500 \$. Appel pourrait être porté devant la juridiction provinciale statuant en dernier ressort. Il n'y aurait plus séparation absolue entre ces deux tribunaux et l'on pourrait revenir aux appellations de premier et de second degré de juridiction. Spécifions que le chiffre de 500 \$ correspond au taux du dernier ressort des tribunaux de 1^{re} instance de Cochinchine.

La compétence pénale resterait inchangée. Néanmoins, le juge de la circonscription, comme le juge de paix en France pourrait connaître, en dehors des contraventions de simple police, des délits correctionnels qui lui seraient expressément attribués par la loi.

La composition du tribunal provincial serait modifiée : un juge au lieu de deux. A l'heure actuelle, il y a un Président et un Assesseur. Ce dernier est de trop, car en fait, le Président fait seul la sentence ; en droit, la voix du Président est prépondérante dans la délibération préparatoire

du jugement. L'Assesseur n'est là que pour ratifier, non pour décider lui-même ; s'il est d'avis contraire, son avis ne compte pas.

Cette composition dualiste s'explique par le caractère mixte de la juridiction provinciale dans la refonde judiciaire de 1917 ; au juge français ignorant la langue et les coutumes des justiciables, il fallait adjoindre un Assesseur indigène. Mais depuis que la Présidence a été confiée à des juges spécialisés annamites, pourvus de diplômes de droit, la présence du second juge devient inutile. Si l'on tenait au système de la collégialité, il aurait fallu non pas deux, mais trois magistrats pour faciliter la formation de la majorité. Or nous avons vu que l'unicité est préférable. En Indochine, les tribunaux français de 1^{re} instance auxquels correspondent les tribunaux provinciaux annamites, n'ont qu'un seul juge ; il n'en est résulté aucun inconvénient.

La suppression de l'Assesseur ferait réaliser une sérieuse économie budgétaire.

Donc la juridiction provinciale aurait un juge unique : ce serait un *Tuan Phu* ou *An Sat* ayant titre de Président titulaire. Il s'adjoind d'un autre mandarin judiciaire d'un grade moins élevé, *An Sat* ou *Tri Phu* faisant fonctions de juge d'instruction ou de juge-enquêteur au civil.

En matière civile, ce tribunal posséderait une compétence en dernier ressort et une compétence en premier ressort. En dernier ressort, il connaîtrait des appels des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du premier degré de la province. En premier ressort, il connaîtrait :

- 1° des actions mobilières et personnelles dont la valeur excède 500 \$;
- 2° des actions immobilières quelle qu'en soit la valeur ;
- 3° des causes dont la valeur demeurera indéterminée ;

4° des actions ayant trait à des questions de compétence ou à des affaires de culte ;

5° des questions intéressant l'état ou l'identité des personnes.

Appel pourrait être fait devant la 2° chambre de la Cour de *Hanoï*.

Nous avons supprimé la compétence en premier et dernier ressort du tribunal provincial ; cette compétence ne s'explique, en effet, que pour des causes d'une grande simplicité et de valeur infime ; dans ces conditions, la célérité passe avant tout. Nous en avons attribué une au juge de la circonscription, mais nous ne croyons pas qu'il doit en être de même pour le tribunal provincial, d'autant plus que ce système est en contradiction avec le principe traditionnel annamite de la pluralité des degrés de juridiction.

En matière pénale, le juge provincial continuerait à connaître des appels des jugements des tribunaux de simple police de la province, toutes les fois que ces jugements comportent une peine d'emprisonnement. En premier ressort, à charge d'appel devant la 2° Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï*, il connaîtrait des délits correctionnels, à l'exclusion des crimes.

Il n'est pas possible de lui conserver la compétence criminelle, car ce serait heurter à la fois les principes français et les principes annamites. A cause de la vie humaine qui peut être mise en jeu, le Droit français confie les crimes à la juridiction populaire qui était dans la pensée du législateur révolutionnaire une forme de la justice divine : *Vox populi, vox Dei*. Le Droit annamite tout entier est inspiré par l'idée du respect de la personne humaine. Dans le *Li-Ki*, chapitre III, article IV, §2 le Sage enseignait : « Le juge interrogeait les dignitaires, les officiers et le peuple et pour qu'il condam-

nât à la peine capitale, il fallait que le coupable eût mérité la mort au jugement de ces trois catégories d'hommes ». C'est pourquoi le Code *Gia Long* décidait que les affaires criminelles devaient passer par une filière de juridictions ; en cas de condamnation à mort, la sentence, avant d'être exécutée, était, par trois fois, soumise à l'approbation du Souverain.

A l'heure qu'il est, un diumvirat de juges peut prononcer la peine capitale avec la seule réserve du contrôle de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï*, juridiction statuant sur pièces et débordée de travail ! Cet état de choses réclame une réforme imminente. Du moment que le Cambodge possède déjà des Cours Criminelles, il faut en prévoir la création au Tonkin.

Les Cours Criminelles compétentes à l'égard des sujets annamites seraient au nombre de cinq. Nous avons choisi ce chiffre, car une Cour unique serait insuffisante et il s'agit de partager le territoire en plusieurs ressorts distincts. Dans la division administrative de l'Empereur *Minh-Mên*, en 1831, cinq postes de *Tong doc* étaient prévus au Tonkin. L'on sait que le *Tong doc* n'était pas seulement le chef d'une grande province mais qu'il surveillait encore les petites provinces limitrophes. Le territoire tonkinois se trouvait ainsi partagé en cinq secteurs ; le poste de *Son-tay* commandait l'Ouest, celui de *Hai duong*, l'Est, celui de *Bac-ninh*, le Nord, celui de *Nam-Dinh*, le Sud, enfin celui de *Ha-yen*, le centre.

Cette division va nous servir à délimiter les ressorts respectifs des futures Cours Criminelles ; celles-ci siègeraient aux chefs-lieux de *Sontay*, *Haiduong*, *Bacninh*, *Namdinh* et *Hadong* et comprendraient chacune plusieurs provinces.

Chaque Cour Criminelle serait composée de trois magis-

trats dont un Président et deux assesseurs tirés au sort sur une liste de notables. Le Président serait un *Tongdoc* judiciaire de la Cour d'Appel de *Hanoï*. Comme il n'y a pas encore des mandarins atteignant ce grade, la présidence pourrait être provisoirement confiée au Président du tribunal provincial du siège. Les deux assesseurs magistrats seraient des mandarins judiciaires du grade de *Tuan phu* ; par mesure transitoire, ils pourraient être pris parmi les *An sat* ou *Tri phu*. L'élément magistrat serait désigné par le Procureur Général, Chef de la Justice indigène, 15 jours au moins avant l'ouverture de chaque session. Les deux assesseurs non-magistrats seraient tirés au sort sur une liste de 20 notables, âgés de 35 ans révolus, n'exerçant aucune fonction publique, ayant l'exercice de leurs droits civils et politiques et jouissant de l'estime et de la considération publiques. Chaque année, le Procureur Général, chef de la justice indigène arrêterait pour chaque ressort de Cour Criminelle une liste de 20 noms en même temps qu'il fixerait les dates d'ouverture des quatre sessions criminelles pour l'année suivante. Les mêmes noms pourraient être indéfiniment reportés sur les listes. Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, il serait procédé au tirage au sort de deux assesseurs titulaires et de deux suppléants.

Cette organisation s'inspire de l'organisation des Cours Criminelles cochinchinoises et cambodgiennes. Elle est une innovation par rapport au vieux système annamite, mais le nombre des magistrats ainsi que la présence de l'élément non-magistrat présentent de fortes garanties et sont capables de remplacer les multiples degrés de juridiction que le Code *Gia-long* prévoyait pour les affaires criminelles.

Comme la justice criminelle serait définitivement orga-

nisée tant pour les sujets annamites que pour les annamites sujets français, ceux-ci relevant de la Cour Criminelle de *Hanoï*, juridiction française, la Commission Criminelle n'a plus de raison d'être et nous proposons sa suppression pure et simple.

Nous souhaitons enfin une réforme de la composition de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel. Celle-ci comporterait deux sections distinctes : une section des Appels civils et une section des Appels correctionnels. Les effectifs comprendraient : deux Conseillers français à la Cour, dont l'un, Président, cinq *Tong doc* judiciaires, deux pour chaque section, un pour la relève ; ces cinq mandarins assureraient la présidence des cinq Cours Criminelles du Tonkin. Les *Tong doc* changeraient annuellement de section, d'après le principe français du roulement.

Les arrêts seraient rendus valablement par trois juges : un Conseiller français, deux *Tong doc*, en application de l'article 15 du Code d'organisation judiciaire tonkinoise. La composition actuelle fixée par le décret du 16 février 1921 est différente : deux Conseillers français et un mandarin ; nous estimons que le décret du 16 février 1921 n'a pas pu valablement légiférer sur une matière expressément réservée par le traité de Protectorat au Roi d'Annam et par suite, abroger une ordonnance royale. Or le Code d'organisation judiciaire a été promulgué par ordonnance royale et la disposition du décret de 1921, relative à la composition de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï*, doit être considérée comme nulle au regard du droit interne de l'Annam. Il s'agit moins d'une réforme que d'une rectification.

Ce triumvirat, un Français, deux Annamites, siègerait tant pour les appels civils que pour les appels correctionnels ; pour les affaires que la 2^e Chambre connaît en tant

que Cour de Cassation tonkinoise, les deux mandarins seraient choisis, chacun dans une section différente.

La compétence *ratione materiae* de la 2^e Chambre resterait inchangée, sauf en ce qui concerne les crimes jugés souverainement par les Cours Criminelles. Il en est de même pour la compétence *ratione personae*.

Devant toutes les juridictions mandarinales, le ministère des avocats serait autorisé.

§ 2. — Réforme du personnel de la justice.

La création d'un corps complet de mandarins judiciaires est d'un intérêt évident pour une bonne administration de la justice au Tonkin. Nous croyons cette idée déjà entrée dans le programme du gouvernement du Protectorat ; aussi considérons-nous le principe comme acquis. Il nous reste à prévoir les détails du statut du nouveau mandarinat.

Une question importante est débattue actuellement : le régime des soldes et accessoires de solde. L'arrêté du 20 septembre 1929 ayant posé l'équivalence absolue entre les mandarins administratifs et les mandarins judiciaires, la question est la même pour les uns et pour les autres.

Les traitements accordés aux mandarins sont nettement insuffisants ; ils sont incapables de leur assurer une vie décente et de leur permettre de tenir leur rang traditionnel dans la société annamite ; en effet, un *tri-huyen* débute comme stagiaire à 1.000 \$ par an, 83 \$ par mois, 830 francs, la piastre étant à dix francs. Un *tri-huyen* de 3^e classe, chef de circonscription ou président d'un tribunal du 1^{er} degré gagne 100 \$. Les indemnités pour charges de famille qui lui sont allouées sont calculées à un taux dérisoire : 1 \$ à 1 \$, 50 par enfant. Vers la fin de sa carrière, avec le grade de *Tong-*

doc, il n'arrivera même pas, toutes indemnités comprises, à 400 \$ par mois.

Par contre, la carrière mandarinale engendre de lourdes responsabilités et donne lieu à des dépenses inévitables : frais de réception, train de vie convenable..., etc. ; les chefs des grandes circonscriptions ou de province sont dans la nécessité impérieuse de se payer une voiture automobile pour les tournées ; or l'entretien d'une voiture revient au moins à 60 \$ par mois.

Dans de telles conditions, il est matériellement impossible aux mandarins de faire face aux dépenses avec leur seul traitement. A moins de supposer des personnes possédant une fortune et consentant, pour le titre, à faire des sacrifices, il n'y a place que pour deux alternatives : s'endetter ou céder à des tentatives d'argent.

Nous nous hâtons de dire qu'un grand nombre de mandarins préfèrent se ruiner plutôt que compromettre leur réputation. Combien sont rentrés, après une carrière laborieuse, dans leurs villages, plus pauvres que lorsqu'ils étaient partis ! L'estime et la considération publiques constituent pour eux une juste et magnifique récompense.

Mais pour des personnes d'une trempe morale moins solide, la tentation est facile... Le dicton des pilleurs de nuit et des pilleurs de jour n'est pas absolument dénué de fondement.

Luro explique la concussion des anciens mandarins par leur faible traitement. L'explication est vraie surtout pour les mandarins modernes. Dans la vieille Cité annamite, la Morale était toute-puissante et l'argent n'avait aucune valeur. Les « père et mère » du peuple pouvaient rester pauvres et honnêtes. Mais, aujourd'hui, les conditions de vie ont changé ! Tenir son rang est un problème primordial. La

vertu perd son attrait magique. On ne peut reprocher aux mandarins de ne pas suivre une évolution générale.

Ils ne gagnent pas suffisamment leur vie et, fait d'autant plus grave, ils gagnent beaucoup moins que les autres fonctionnaires de l'Administration indochinoise. Les fonctionnaires européens des divers services ne touchent jamais moins de 300 \$ ou 400 \$ par mois. La solde d'un Résident est le double, parfois le triple de celle du Chef de province indigène ; un Chef de circonscription ou un Président de tribunal du 1^{er} degré n'a pas le tiers de ce que gagne un receveur des postes, un agent des douanes, un sergent ou même un gendarme français. L'élite annamite se trouve ainsi séparée de la population européenne par une différence énorme dans les conditions de vie et ce résultat ne milite guère en faveur d'un rapprochement des races !

D'un autre côté, la solde des mandarins apparaît inférieure par rapport à d'autres fonctionnaires indigènes qui n'ont pas les mêmes responsabilités. Avant 1932, les médecins, pharmaciens, vétérinaires, agents techniques des travaux publics, etc..., diplômés de l'Université indochinoise au même titre que les *tri-huyen* débutaient avec un traitement supérieur. Les commis, agents de bureau, confinés dans une besogne d'exécution, pour lesquels un diplôme de l'enseignement supérieur n'était pas exigé, commençaient leur carrière avec une solde annuelle de 1.380 \$ contre 1.000 \$ pour les *tri-huyen* stagiaires appelés à détenir les leviers de commande du pays.

A ceux qui aiment les paradoxes, nous exposons le fait suivant : L'Ecole des Hautes-Etudes Indochinoises, prédécesseur immédiat de notre Ecole supérieure de Droit à Hanoï préparait à la carrière mandirinale ; les conditions d'admission étaient sévères et le niveau des études, élevé. Mais,

comme les postes de *tri-huyen* étaient limités, seuls les élèves classés en tête de liste pouvaient y prétendre ; les autres sortaient de l'Ecole comme Commis de 4^e classe. Or, le major, un mandarin, débutait à 83 \$ par mois ; le dernier, simple agent d'exécution, touchait une solde mensuelle de près de 120 \$, sans compter les nombreuses indemnités !

Il est vrai qu'en 1932, intervint une nouvelle fixation des soldes des divers cadres indochinois à un taux considérablement réduit ; le statu quo ayant été maintenu pour les mandarins, il en est résulté un certain équilibre.

Mais ce nouveau régime faisait la vie impossible aux jeunes fonctionnaires, la non-rétroactivité de la loi protégeant les situations acquises ; le gouvernement a été obligé d'accorder des majorations successives, puis une Commission Consultative a été réunie en vue d'étudier une fixation plus équitable des soldes. Ses travaux sont soumis au Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers à sa session de Décembre 1937 et ont recueilli son approbation. La mise en vigueur du nouveau statut des soldes n'est plus, paraît-il, qu'une question de jours.

Les mandarins n'ont pas été oubliés. Par la voix de leur délégué, ils ont demandé une majoration de 50 % et au cas où cela serait impossible, un début à 1200 \$ et un plafond à 4800 \$. Ces chiffres, 1200 \$ et 4800 \$, sont ceux d'un projet fait pour les mandarins de l'Annam proprement dit et déjà approuvé par la Cour de *Hué*. En même temps, la création de diverses indemnités a été envisagée : indemnités de zone, de fonctions, de représentation. Le régime de l'indemnité pour charges de famille serait révisé.

Espérons que ce projet aboutisse. Un traitement convenable n'est que la juste compensation de la responsabilité

qui pèse sur les mandarins tant administratifs que judiciaires. Leur assurer une vie convenable, c'est couper les racines à la concussion. La solde de début gagne surtout à être améliorée. C'est la condition essentielle d'un recrutement intensif de juges spécialisés. Une situation de 1.000 \$ par an n'a rien d'attrayant pour des licenciés en droit obligés de faire une 4^e année de Droit indochinois et ayant à passer un concours difficile. Elle détournerait les meilleurs éléments de l'Ecole de Droit du mandarinat judiciaire ; ceux-ci préféreraient des emplois moins intéressants mais plus rémunérateurs, tels que ceux offerts par les Greffes des Cours et tribunaux français ou par le Service des Douanes de l'Indochine.

Nous n'avons rien à redire en ce qui concerne le mode de recrutement et le programme du concours ; nous souhaitons que certains avantages, des points d'avance par exemple, soient accordés aux candidats titulaires du certificat d'études juridiques indochinoises ou du diplôme de Criminologie ainsi qu'aux candidats lauréats de l'Ecole Supérieure de Droit ou d'une Faculté de Droit de France.

Les mandarins judiciaires seraient placés sous l'autorité directe du Résident Supérieur au Tonkin par l'intermédiaire du Procureur Général, Chef de la justice indigène ; ils ne dépendraient plus des Chefs de province qui n'auraient plus le droit de les noter. L'avancement se ferait tant au choix qu'à l'ancienneté. Le tableau d'avancement serait dressé par une Commission professionnelle composée d'un Conseiller français, président et de deux mandarins judiciaires, membres. Cette dernière serait consultée toutes les fois qu'il s'agirait d'une question disciplinaire ou de la nomination à un poste égal ou supérieur à celui de Président de tribunal provincial ; l'assentiment de la Commission serait nécessaire.

Les mandarins judiciaires resteraient justiciables, pour tout crime ou délit qu'ils auraient commis, de la 2^e Chambre de la Cour d'Appel. Mais cette dernière juridiction pourrait être saisie directement par les plaignants, sans passer par l'intermédiaire du Chef de la justice indigène.

Cette possibilité de prise à partie du juge par le simple envoi d'une plainte constituerait une garantie très forte contre l'arbitraire des mandarins ; les justiciables posséderaient une autre dans l'inspection mandarinale.

Il s'agit de placer auprès du Résident Supérieur, délégué du Roi au Tonkin, un organisme qui serait chargé des attributions de l'ancienne Cour des Censeurs ; d'autre part, des inspecteurs seraient envoyés en mission dans toutes les provinces afin de recueillir les doléances de la population. La nouvelle Cour des Censeurs comprendrait des membres de la Magistrature française, des Services Civils, du Mandarinat administratif et judiciaire et des personnalités annamites, Représentants du Peuple ou Notables désignés par le Résident Supérieur. Les inspecteurs en mission seraient des fonctionnaires de différents services temporairement détachés de leurs cadres ou des membres soit de la Chambre des Représentants du Peuple, soit des Conseils provinciaux.

Une formule d'essai peut être envisagée : ce serait la création immédiate à *Hanoï* d'une Commission de Contrôle des Affaires indigènes composée de cinq membres : un Administrateur de 1^{re} classe ou un Conseiller à la Cour d'Appel, président, deux mandarins, un représentant du peuple et un notable. Un administrateur-adjoint des Services Civils et un mandarin d'un grade égal ou supérieur à celui de *Triphu* seraient détachés de leurs cadres pour une durée de six mois afin de faire les fonctions d'inspecteur. La Commission siégeant à *Hanoï* serait obligatoirement saisie des

plaintes qui lui seraient envoyées directement ou transmises par les inspecteurs. Elle pourrait l'être sur simple dénonciation ou sur rapport d'inspecteur. Dans les deux cas, elle ferait une enquête et délibérerait sur le point de savoir s'il faut en saisir le Chef du Protectorat, par l'intermédiaire du Chef de la justice indigène ou directement quand il s'agit de faits concernant les mandarins de l'ordre administratif.

Nul ne pourrait être poursuivi ni inquiété pour avoir envoyé une plainte ou une dénonciation, soit à la Commission de Contrôle, soit aux Inspecteurs en mission.

Les justiciables disposent ainsi d'un double moyen de mettre en jeu la responsabilité de leurs juges. Ils peuvent choisir entre la voie administrative qui est sans risque et la voie judiciaire — auquel cas ils s'exposeraient aux pénalités de l'accusation calomnieuse ou à une demande reconventionnelle en dommages-intérêts.

Devant toutes les juridictions mandarinales, ils pourraient se faire assister par un avocat. Déjà, à l'heure actuelle, le ministère des avocats est autorisé devant la 2^e Chambre de la Cour d'Appel. L'institution d'un barreau auprès des juridictions provinciales est une question à l'étude. Deux solutions ont été envisagées : permettre aux avocats du barreau français de Hanoi de plaider en province ou créer un corps spécial de défenseurs à l'instar de ce qui se fait au Cambodge. Nous croyons la première solution préférable. Elle permet d'éviter une complication qui serait un obstacle à l'unification de l'organisation judiciaire en Indochine ; d'autre part, l'existence de deux barreaux, dont l'un serait en quelque sorte supérieur à l'autre — car les défenseurs annamites ne pourraient plaider qu'en province — heurterait le principe fondamental de l'égalité entre confrères.

On pourrait nous objecter que cette première solution

conduit fatalement à élargir l'accession du barreau aux jeunes licenciés de l'Ecole de Droit de *Hanoï* au détriment des situations acquises ; l'avocat à *Hanoï* n'est pas seulement un avocat ; il a encore les attributions d'un avoué ; c'est ainsi qu'il représente le client, engage la procédure et assure la marche des procès civils jusqu'à l'exécution du jugement. De ce fait, il peut se trouver détenteur de sommes considérables. Dans l'intérêt d'une bonne justice, il faut qu'il présente aux plaideurs toutes les garanties : cela n'est possible que s'il est dans de bonnes conditions matérielles. L'envahissement des études par les stagiaires équivaut à la création, dans quelques années, de nombreuses études qui n'auraient pas une existence assurée ; des conséquences désastreuses pourraient en résulter pour les justiciables.

Nous reconnaissons la logique de ce raisonnement. Nous faisons cependant remarquer qu'il est entaché d'exagération. Il ne s'agit pas d'autoriser du jour au lendemain le libre exercice de la profession d'avocat devant toutes les juridictions tant françaises qu'annamites, mais seulement d'élargir dans une certaine mesure l'accession du barreau aux jeunes docteurs et licenciés en droit. Dans les conditions actuelles, l'avocat stagiaire doit être attaché à une Etude où il poursuivra son stage. Or chaque Etude ne peut recevoir que deux stagiaires, au maximum quatre, avec l'autorisation du Conseil de l'Ordre. Le nombre des Etudes étant limité, il en résulte que le nombre des stagiaires est limité lui-même.

Nous proposons de tripler ces chiffres ; un avocat pourrait désormais attacher à son cabinet six stagiaires, douze avec l'autorisation du Conseil de l'Ordre. Il faut prévoir en outre le cas où un postulant ne trouve aucune Etude qui

veuille l'agréer : il pourrait être autorisé par le Gouverneur Général de l'Indochine à commencer son stage auprès du greffe ou du parquet de la Cour d'appel jusqu'au jour où il pourrait demander une collaboration à un avocat inscrit.

Ainsi les jeunes juristes de *Hanoï* seraient assurés d'un débouché sérieux ; en même temps les situations acquises n'auraient pas été sacrifiées, car il existe une large compensation pour les avocats du barreau de *Hanoï*, à savoir l'accès des juridictions mandarinales de province. Ils n'y exerceraient pas des attributions d'avoué, mais ils pourraient plaider tant devant les tribunaux du premier et du second degré que devant les futures Cours Criminelles.

Nous souhaitons également que la durée du stage soit abaissée de cinq à trois ans — deux ans pour ceux qui justifient de deux années de stage d'avocat ou de cléricature d'avoué en France ou dans les colonies françaises.

En ce qui concerne le personnel des greffes, nous proposons la fusion du cadre des *thua-phai* avec celui des secrétaires-greffiers ou du moins une amélioration notable du sort de ces obscurs et précieux auxiliaires des mandarins.

L'exemple de *Hadong* où un arrêté résidentiel institue le *thua-phai* des *phu* et *huyen* huissier dans le ressort de la circonscription gagne à être suivi dans toutes les autres provinces ; en effet, cette mesure produit de bons résultats. Le *thua-phai*, fonctionnaire instruit, est mieux à même de remplir les fonctions d'huissier que les notables des villages qui savent à peine lire et écrire et ne possèdent aucune notion juridique.

§ 3. — Réforme de la procédure et de la législation.

Les Codes de Procédure Civile et de Procédure Pénale applicables devant les juridictions mandarinales ont tous

les deux leurs bases dans le Corps d'Instructions de 1912, recueil des règles de procédure tirées du Code *Gia-Long*. Ils réalisent une synthèse savante des principes français et annamites ; à ce titre, ils pourront être conservés sans modification. Toutefois, des retouches de détail seront effectuées afin d'obtenir une plus grande célérité de la justice et de diminuer son coût. D'un autre côté, la conciliation en matière civile devra être une obligation et non une faculté.

Il ne nous appartient pas dans une étude sur l'organisation des juridictions de nous étendre sur la réforme du Code Civil et du Code Pénal. Nous dirons seulement qu'une refonte de la législation pénale paraît souhaitable dans le sens de l'atténuation des peines restées sévères malgré l'influence humanitaire du Droit français. En ce qui concerne le Code Civil de 1931, on lui fait le reproche de reproduire trop fidèlement le Code Civil français dans certaines de ses parties et d'un autre côté, de conserver des institutions archaïques telles que la polygamie, etc... Nous espérons que le législateur voudra bien tenir compte de ces suggestions dans un travail de revision ultérieure. Le Code de 1931 gagne à être refondu de façon à devenir le monument définitif du Droit de la Nation annamite.

SECTION II. — L'UNIFICATION DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES DES PAYS ANNAMITES.

Le Tonkin étant unité composante de la Nation annamite, l'organisation judiciaire tonkinoise est en corrélation étroite avec l'organisation judiciaire de l'Annam proprement dit et de la Cochinchine. Les réformes que nous venons d'envisager ne sont qu'une première étape vers une unification générale. Ce résultat sera atteint quand nous aurons réalisé

l'unité d'organisation judiciaire des trois pays annamites et la création d'une Cour de Cassation locale.

§ 1. — *L'unité d'organisation judiciaire.*

Il existe actuellement des différences profondes entre les trois pays annamites au point de vue de l'organisation de la justice.

Les juridictions mandarinales ont subi au Tonkin une évolution rapide tandis qu'en Annam proprement dit, elles étaient restées longtemps dans un état stationnaire. L'autorité française, au lieu d'intervenir activement, se contentait d'un simple droit de contrôle. Le retour de France de S. M. *Bao-Dai* fut signalé par une série de réformes : l'ordonnance du 23 mai 1933 complétée par celle du 3 novembre 1933 précisa les attributions du ministère de la Justice ; l'ordonnance du 3 juillet 1933 promulgua un Code Pénal, conçu sur le modèle du Code Pénal tonkinois ; la procédure civile et pénale fut réglementée par l'ordonnance du 2 août 1933 et par plusieurs circulaires du Ministre de la Justice, dont la plus importante en date du 2 août de la même année. L'œuvre de codification civile entreprise sous la direction de M. Collet, conseiller-juriste, aboutit à un livre I du Code Civil de l'Annam promulgué par *Du* du 13 juillet 1936 et à un livre II promulgué par *Du* du 8 janvier 1938.

Ces mesures inspirées par les réformes déjà accomplies au Tonkin, ont pour but d'acheminer les deux pays vers une unification ultérieure.

En Cochinchine, le décret du 25 mai 1881 a procédé à la substitution de la justice française à la justice annamite. Mais cette politique d'assimilation intégrale donnait lieu à des résultats déplorables et le gouvernement a dû faire un pas en arrière. L'arrêté du Gouverneur Général du

25 juillet 1923 pris en application du décret du 16 février 1921 portait création en Cochinchine de justices de paix indigènes.

Les juges de paix, recrutés au concours parmi les licenciés en droit d'après le dernier état de la législation, sont chargés de procéder à des conciliations ; ils exercent tous les actes de la fonction tutélaire et gracieuse qui entrent dans les attributions des juges de paix français, dans la mesure où ces actes sont compatibles avec la loi annamite. Comme juges, ils possèdent en matière civile une compétence en premier et dernier ressort et une compétence à charge d'appel. En matière pénale, ils se constituent en tribunaux de simple police et exercent dans leur ressort les fonctions d'officier de police judiciaire. Ils ont juridiction exclusive sur les Annamites et Asiatiques assimilés ; dès qu'un Français ou Européen assimilé est en cause, ils cessent d'être compétents.

Il n'existe pas de Ministère Public auprès des justices de paix indigènes. L'assistance d'avocat ou de mandataire n'est pas admise. Le ministère de l'huissier est écarté.

On peut considérer ces justices de paix comme de véritables juridictions mandarinales ; elles correspondent aux tribunaux du 1^{er} degré du Tonkin.

Ainsi il existe une évolution réelle dans le sens de l'unification. La Nation annamite scindée en plusieurs tronçons par les traités de protectorat, se regroupe lentement à mesure que le développement des voies de communication rendent plus actifs les échanges commerciaux du Nord au Sud. Un même type d'organisation judiciaire tend à prévaloir dans les trois pays. Rendons hommage à la sagesse des Gouverneurs Généraux qui ont compris les avantages d'une unité annamite et favorisé ce mouvement ; par l'achè-

vement du Transindochinois, ils ont continué la politique des Souverains annamites, bâtisseurs de la longue route mandarinale, colonne vertébrale de l'Empire !

Nous ne nous illusionnons pas sur les difficultés qui s'opposent à une unité annamite, à savoir les différences de statut entre la Cochinchine, colonie, l'Annam proprement dit, protectorat et le Tonkin, colonie déguisée sous la forme d'un protectorat. Néanmoins nous croyons possible une unification de l'organisation judiciaire sur les bases suivantes :

1° La réforme judiciaire tonkinoise servirait de modèle à l'Annam proprement dit. Continuant sa politique de 1933, la Cour de *Hué* chercherait à créer un Corps de Mandarins judiciaires. L'entreprise serait certes difficile, car l'Annam ne possède pas encore un nombre suffisant de licenciés et de docteurs en droit. Au point de vue de l'instruction sur le plan vertical, comme sur le plan horizontal d'ailleurs, le Tonkin est mieux favorisé ; sa population relativement plus riche peut envoyer plus d'enfants à l'école ; l'enseignement secondaire est distribué à *Hanoï* par deux établissements publics et deux établissements libres contre un seul lycée à *Hué* ; l'Université indochinoise a son siège au Tonkin. Néanmoins quand l'Ecole Supérieure de Droit aura des promotions de sortie de 50 élèves et plus et que la solde des mandarins sera relevée, un recrutement intense deviendra possible.

L'existence d'un Corps de juges spécialisés permettrait d'aborder d'importantes réformes de structure. Les tribunaux du premier et du second degré seraient organisés à l'exemple des juridictions correspondantes au Tonkin. Des Cours Criminelles seraient instituées, rééditions des Cours Criminelles tonkinoises. Le troisième degré de juridiction constitué par le Ministère de la justice serait remplacé par

une Cour d'Appel siégeant à *Hué* et se composant de deux chambres : une chambre civile et une chambre des Appels correctionnels ; une formation spéciale de la Cour ferait l'office de Cour de Cassation jusqu'à ce qu'il soit créé une Cour de Cassation annamite. Les avocats des barreaux de *Saïgon* et de *Hanoï* seraient admis à plaider devant toutes ces juridictions. A cette extension de leur champ d'action correspondraient des facilités nouvelles pour l'inscription au tableau ; les avocats stagiaires pourraient être reçus à poursuivre leur stage auprès d'une Etude ou un Parquet de Cour d'Appel indifféremment. A l'instar de ce qui se fait à *Ha Dong*, les *thua-phai* des *phu* et des *huyen* feraient fonctions d'huissier.

2° Il y aurait lieu en Cochinchine de créer de nouvelles justices de paix, l'institution ayant donné de bons résultats. Leur compétence et leur organisation seraient les mêmes que pour les tribunaux du premier degré du Tonkin. Les juges de paix qui sont actuellement rétribués à un taux très modeste, bénéficieraient du traitement et du statut des mandarins judiciaires. Devant ces juridictions, le ministère des défenseurs serait autorisé.

Une fusion des deux barreaux de *Saïgon* et de *Hanoï* serait souhaitable. Les avocats inscrits pourraient exercer à la fois en Annam, au Tonkin et en Cochinchine. Ils cumuleront les attributions des avoués devant les tribunaux français et seront de simples défenseurs devant les juridictions mandarinales.

3° Les juridictions mandarinales appliqueraient une législation unique. Le Code Civil tonkinois de 1931 servira de base à une codification générale. Les travaux en vue de la confection d'un Code Civil pour l'Annam proprement dit, qui se poursuivent à *Hué* et ont abouti à la promulga-

tion des Livres I et II du futur Code sont inspirés de cette idée. Par ailleurs les règles de procédure promulguées en Annam par l'ordonnance du 2 août 1933 sont calquées sur celles applicables devant les tribunaux tonkinois. Le Code Pénal annamite est dans ses grandes lignes la réédition du Code Pénal du Tonkin.

Une fusion dans l'avenir entre le Droit de l'Annam proprement dit et le Droit tonkinois apparaît possible. Le Code Civil commun servira d'autre part aux juridictions mandarinales de la Cochinchine ainsi qu'aux tribunaux français statuant en matière civile indigène. Nous croyons savoir que tel a été l'avis de la Commission réunie à *Hanoï* par l'arrêté du 5 décembre 1935 du Gouverneur Général à l'effet d'élaborer la législation civile applicable aux Annamites sujets français.

§ 2. — *La Cour de Cassation annamite.*

Elle serait le symbole de l'unité législative des trois pays annamites.

L'utilité d'un tel organisme est évident. Il permet d'obtenir une seule interprétation des textes par tous les tribunaux chargés de les appliquer.

Nul n'est censé ignorer la loi. Or les textes ne se présentent pas toujours avec la netteté désirable. Le sens de certaines phrases, de certains termes peut être compris différemment selon le point de vue auquel on se place. Plusieurs juges peuvent interpréter un texte de différentes façons. La sécurité juridique est compromise par les hasards jurisprudentiels. Elle postule la création d'un organisme qui coordonne toutes les interprétations et les réduit à l'unité.

Actuellement, en Indochine, le pourvoi devant la Cour de Cassation de Paris n'est possible qu'à l'égard des jugements

des tribunaux français statuant soit en matière française, soit en matière indigène. La justice indigène ne comporte pas de Cour de Cassation. Dans chaque pays, les fonctions en sont assurées par un organisme distinct. C'est, pour le Tonkin, la deuxième Chambre de la Cour d'Appel de *Hanoï*. En Annam, tous les jugements en matière pénale sont soumis pour approbation au Ministère de la Justice ; certaines affaires, par leur importance particulière, forment des cas réservés à la juridiction du Souverain.

Signalons l'existence à *Saigon* d'une formation de la Cour d'Appel faisant fonctions de Chambre d'annulation de l'Indochine. Elle connaît sur pourvoi des jugements rendus en dernier ressort par les justices de paix françaises et par les tribunaux statuant en matière de simple police ou en matière civile indigène, y compris ceux rendus par les justices de paix cochinchinoises occupées par un juge indigène.

La création d'une Cour de Cassation coloniale est-elle possible ? Un projet de loi de 1902 tendant à la création d'une Chambre Coloniale à la Cour de Cassation de Paris n'a pu aboutir. La Doctrine est en général défavorable, à cause de la diversité des législations applicables dans les colonies. M. Solus propose le maintien du système actuel des Chambres d'annulation.

Néanmoins, pour le cas spécial des trois pays annamites, une telle réalisation serait souhaitable. Les Chambres d'annulation particulières à chaque pays pourraient fusionner en une Cour de Cassation siégeant à *Hanoï*. Conçue sur le modèle de l'organisme correspondant en France, elle connaîtrait du pourvoi des jugements rendus tant par les tribunaux français en matière indigène que par les juridic-

(1) Solus. — *Traité de la condition des indigènes en droit privé* 1929.

tions mandarinales. Son personnel comporterait des membres de la magistrature française et des magistratures locales.

Deux obstacles sont à prévoir : les traités de Protectorat et l'absence actuelle d'une législation commune au Tonkin, à l'Annam et à la Cochinchine.

Les traités de Protectorat maintiennent la souveraineté interne du Roi d'Annam. Dans le territoire de l'Annam proprement dit, le Souverain continue à être la juridiction suprême comme par le passé. Mais nous estimons que l'obstacle n'est pas décisif. Dans l'ordonnance du 23 mai 1933, Sa Majesté *Bao-Daï* n'a entendu réserver à sa compétence personnelle que certains cas exceptionnels. Elle ne considérerait pas la création d'une Cour de Cassation annamite comme une atteinte à sa Souveraineté.

L'absence d'unité législative est un obstacle pour le présent, non pour le futur. Il est vrai que les livres I et II du Code Civil de l'Annam, récemment promulgués, quoique s'inspirant du Code Civil tonkinois, n'en reproduisent pas exactement les parties correspondantes. Mais l'inspiration commune et les nombreux points de similitude permettent d'envisager une unification ultérieure.

Aussi avons-nous conçu la Cour de Cassation non comme une réalisation immédiate, mais comme une réalisation prochaine et le couronnement de la réforme judiciaire.

CONCLUSION

Quel sera l'avenir de la justice mandarinale ?

Nous concevons la future organisation judiciaire sous la forme d'une conciliation entre les principes d'organisation français et les principes d'organisation annamites. L'idée d'une synthèse n'est pas nouvelle ; elle a été dégagée par de brillants auteurs et elle est entrée sur bien des points dans le programme d'action du Gouvernement. Nous avons cherché surtout à faire un tableau exact de l'ancienne justice mandarinale afin d'en faciliter la comparaison avec la justice française. Nous n'avons pas la prétention de faire une œuvre originale, mais une œuvre utile. Puisse notre étude servir à tous ceux qui s'intéressent à la question de la réforme judiciaire. Si la lecture de notre ouvrage peut leur apporter un renseignement ou leur suggérer une idée, nos efforts auront été comblés !

Mais, comme nous avons eu l'occasion de le dire, une bonne administration de la justice est plus qu'une question de formule ; il ne suffit pas de poser des principes judiciaires ; les résultats pratiques dépendent encore de beaucoup de choses, en particulier de la conscience professionnelle du magistrat et du développement du sentiment du Droit dans la population.

Puisque le juge conserve des pouvoirs étendus, eu égard à la conception annamite, on ne saurait trop recommander aux mandarins judiciaires de se montrer dignes des « père et mère » du peuple d'autrefois. Qu'ils se sentent pénétrés de la fierté d'appartenir à un Corps qui, traditionnellement,

a dirigé le pays. Que cette fierté les encourage à marcher sur les traces des *To hien Thanh*, *Nguyen Trai*, *Nguyen cong Tru* qui, avec des guerriers comme *Trân quốc Tuấn* ou *Ly-thuong-Kiet* ont façonné l'Annam d'aujourd'hui et de toujours.

Certes, des critiques virulentes sont dirigées contre le mandarinat ; certaines sont justifiées par des abus publiquement reconnus. Mais ce n'est pas une raison pour condamner une institution. Il appartient aux nouveaux juges de relever leur prestige menacé et de mériter la confiance que la population n'a cessé de leur témoigner. Lettrés de la nouvelle école, ils ont le devoir de réduire à néant la légende de la justice vendue au plus offrant en pays d'Annam et de donner l'exemple de la Vertu et du Désintéressement dont le peuple annamite, depuis un certain temps, s'est déshabitué.

Pour que le spectre de la concussion soit définitivement écarté, il faut que le justiciable possède la notion de ses droits et ne cherche lui-même à prendre l'initiative de la corruption. La vénalité de la justice préjuge fâcheusement du niveau moral de la population. Il faut que l'enseignement reçoive un plus grand développement ; il faut que l'instruction pénètre dans toutes les couches de la société. Le problème de la justice se relie intimement aux problèmes de l'Education nationale. Construire de nouvelles écoles, apprendre à lire et à écrire aux adultes illettrés sont des mesures d'une portée incalculable. Dans tous les domaines, des bienfaits s'en ressentiront.

Pour cela, il faut que le gouvernement du Protectorat accorde sa sollicitude à la question de l'enseignement. Nous ne mettons pas en doute la bonne volonté des Chefs. Mais nous faisons appel à leur dévouement puisque le dévoue-

ment est traditionnellement exigé de tous ceux qui assument la mission de gouverner ce pays. La collaboration entre dirigeants français et peuple annamite est nécessaire, ici comme dans n'importe quel autre domaine, pour que le progrès soit réalisé.

Nous revenons sur le mot collaboration. On en a tellement abusé qu'il est devenu un lieu-commun. En réalité, collaborer est la seule politique raisonnable quand le Destin a mis deux peuples en présence sur un même territoire. Ce n'est pas à nous de soutenir la légitimité de la colonisation ! Mais le fait est là, qui s'impose à nous. Il serait vain de discuter des droits au peuple colonisateur. Il vaut mieux faire appel à la mission civilisatrice dont il se réclame, mission qui postule la reconnaissance du droit des peuples colonisés. Une compréhension réciproque éviterait des heurts inutiles. Elle est le seul moyen possible pour aboutir à des résultats pratiques. C'est pourquoi nous formons le vœu pour que l'idée de collaboration comprise sans hypocrisie et sans exagération préside à l'avenir aux rapports franco-annamites et serve de base à une politique générale.

Mais si, abandonnant le terrain épineux de la politique, nous nous confinons dans le domaine de la culture, nous pourrions regarder les choses avec plus de sérénité et d'optimisme. Il y a mille ans et plus, la vie du peuple annamite a été intimement mêlée avec celle de la Chine. Quelque jugement qu'on puisse porter sur les événements historiques, il n'en reste pas moins que l'Annam a tiré profit des trésors de la pensée confucéenne. Nous assistons aujourd'hui à un phénomène comparable. Entre la culture annamite, faite des belles doctrines philosophiques de l'Asie et la culture française, fruit de la civilisation gréco-latine et du rationalisme cartésien, une synthèse s'élabore dont le

symbole vivant est l'Université de Hanoï qui dispense à six cents étudiants annamites l'enseignement de maîtres français.

Des dix siècles de colonisation chinoise, il est resté quelques pages de l'histoire d'Annam. Cependant sur toute l'étendue du delta tonkinois, les temples dédiés à Confucius subsistent encore. Durant leurs veillées, les Notables s'entretiennent avec respect du Prince des Lettrés, *Si Nhiêp* qui, vers le second siècle de l'ère chrétienne, apporta aux Ancêtres l'enseignement des lettres chinoises.

Dans la mémoire du peuple annamite, le souvenir du Professeur français, étranger à toute guerre et à toute conquête, restera longtemps.

Nous voulons trouver une image pour exprimer notre pensée. Nous ne pouvons évoquer que la magnifique allégorie, finale du discours que prononça, dans le Grand Amphithéâtre de l'Université indochinoise, un professeur de la Faculté de Droit de Paris, M. René Maunier, lors de la distribution des diplômes aux sept premiers licenciés de l'Ecole Supérieure de Droit de *Hanoï*. Après avoir formulé des souhaits pour les jeunes lauréats et communiqué aux six cents étudiants annamites venus pour l'écouter, le salut fraternel de leurs camarades de France, le Professeur parla d'un pont qui serait jeté entre l'Universitas Parisiis, doyenne des Universités du monde et la jeune Université de *Hanoï*, sa filiale, fait de la communion des âmes et de l'élan des cœurs et par quoi la pensée française et la pensée annamite se rencontreraient.

Par dessus les continents et les mers, un pont est jeté, qui défiera le temps.

BIBLIOGRAPHIE

A. — DOCUMENTATION GÉNÉRALE.

ARRIGHI DE CASANOVA. — Recueil général des actes relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'Indochine jusqu'au 29 janvier 1919.

BIENVENUE. — Le législateur colonial.

BOUÏNAIS et PAULUS. — L'Indochine contemporaine.

Bulletins administratifs du Tonkin et de l'Annam.

Bulletin de l'Agence économique de l'Indochine.

BOUÏNAIS et PAULUS. — L'Indochine contemporaine 1885.

— — La France en Indochine 1887.

Code civil à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin, 1931.

Code des Lè, traduction Deloustal. Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient, 1908-1922.

Code d'organisation des juridictions indigènes du Tonkin.

Code de procédure civile et commerciale tonkinoise.

Code Gialong, traduction Philastre, 2 volumes, 1876.

Code pénal et de procédure pénale à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin.

Code pénal à l'usage des juridictions indigènes de l'Annam, 1933.

COUCHOUD. — Sages et poètes d'Asie, 1916.

DARESTE. — Traité de droit colonial.

DOUMER. — L'Indochine française (Souvenirs), 1905.

GANTER. — Recueil de législation de l'Annam et du Tonkin jusqu'au 1^{er} mai 1895.

— Supplément du 1-5-1895 à 1899.

GIRAULT — Principes de colonisation et de législation coloniale, 2 vol., 1907.

GROUSSET. — Histoire de l'Asie, 1922.

— Histoire de la philosophie orientale, 1923.

— La civilisation de l'Orient, 1929.

— Histoire de l'Extrême-Orient, 1929.

- HOANG TSEU YEU. — Etude comparative des philosophies de Lao-tseu, Confucius et Mencius.
— Thèse d'Université Lyon, 1925.
- HO TCHONG CHAU. — Le Code Civil de la République chinoise.
- KLEIN. — Condition juridique des indigènes d'Algérie sous la domination française.
- LANDES. — La Commune Annamite. Excursions et reconnaissances.
- LANGLET. — Le peuple annamite, 1913.
- LANESSAN. — La morale des philosophes chinois, 1896.
- LEONTIEV. — Lois et règlements de la dynastie mandchoue, 1781.
- MAUNIER (R.). — La ville annamite. Revue internationale de sociologie, 1909. Manuel bibliographique des sciences sociales, 1920.
- MESSIMY. — Notre œuvre coloniale, 1910.
- NER (Marcel). — La Cité antique et l'Annam d'autrefois.
Cahier de la Société de Géographie. Hanoï, 1930.
- OKAKURA. — Les idéaux de l'Orient, traduction J. Serruys, 1917.
- PAUTHIER. — La doctrine de Confucius, 1921.
— Esquisse d'une histoire de la philosophie chinoise, 1844.
— Confucius et Mencius, 1845.
- PAVIE. — Mission Pavie.
- PÉROT. — La société annamite. Thèse Paris, 1902.
- PHAM QUYNH. — Evolution intellectuelle et morale des Annamites.
— L'idéal du Sage dans la philosophie confucéenne, 1922. Editions de l'AFIMA.
— Essais franco-annamites, 1937. Editions Bui Huy Tin.
- Recueils DARESTE, GRANDIN, PENANT.
- SARRAUT (Albert). — La mise en valeur de notre domaine colonial, 1917.
— Grandeurs et servitudes coloniales.
- SOLUS (H.). — Traité de la condition juridique des indigènes en droit privé, 1929.

B. — OUVRAGES D'HISTOIRE ET DE DROIT INDOCHINOIS.

HISTOIRE.

CAO XUAN DUC. — Quoc trieu su toát yêú.

- CHENEAU. — Le protectorat français en Annam, au Tonkin, et au Cambodge. Thèse Paris, 1902.
- DO VAN TAM. — Dai Nâm dien le toat yeu.
- GOSSELIN (Capitaine). — L'Empire d'Annam, 1904.
- Khâm dinh Viet Su thong giam Cuong Muc.
- MAYBON. — Histoire moderne du pays d'Annam. Thèse Lettres Paris 1919.
- MAYBON et RUSSIER — Leçons d'histoire d'Annam.
- NGO SI LIEN. — Dai Viet su Ky.
- PASQUIER (Pierre). — L'Annam d'autrefois, 1930.
- PHAN HUY CHU. — Lich trieu hien chuong loai chi.
- SCHREINER. — Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française 1909-1910.
- TRAN TRONG KIM. — Viet Nam su luoc, 1930.
- VIAL. — Les premières années de la conquête de la Cochinchine, 1874.
- DROIT.
- AUBARET. — Lois et règlements du Royaume d'Annam.
- BOURAYNE. — Le Code Civil annamite ou les lois civiles annamites disposées d'après le Code Civil français, 1904.
- BRIFFAUT. — La loi civile dans le droit de Gia-Long.
- La Cité annamite.
- DARTIGUENAVE. — L'évolution indigène en Cochinchine. Le problème juridique, 1924.
- DUNOYER DE SEGONZAC. — Etude de l'organisation administrative du Tonkin et des pays de Protectorat.
- DUPRÉ (J.). — De l'assimilation des indigènes aux nationaux au point de vue répressif en Cochinchine. Thèse Toulouse, 1913.
- D'ENJOY (Paul). — Etude pratique de la législation civile annamite, 1894.
- DURWELL. — Doctrine et jurisprudence en matière civile indigène.
- GALEMBERT (Jean de). — Les administrations et les services publics indochinois, 1931.
- GARROS (Georges). — Les usages de Cochinchine, 1905.
- HO DAC DIEM. — La puissance paternelle dans le droit annamite. Thèse Paris, 1928.

- LASAUCE. — La Commune annamite et l'organisation administrative annamite. Thèse Paris 1922.
- LURO. — Le pays d'Annam, 1871.
— Cours d'administration annamite, 1897.
- MALOT. — La Commune annamite, 1903.
- MOQUAY. — Les principes du droit pénal d'après le Code Gialong. Thèse Poitiers, 1914.
- MIRABEN. — Précis de droit annamite, 1896.
- NGUYEN HUU GIAI. — La personnalité de la Commune annamite. Thèse Paris, 1937.
- NGUYEN MANH TUONG. — L'individu dans la Vieille Cité Annamite. Thèse Montpellier, 1932.
- PHAM QUANG BACH. — L'idée de la loi dans le Code Gialong. Thèse Paris, 1935.
- PHAM QUANG DAU. — Les principes directeurs du Code Civil tonkinois de 1931. Thèse Bordeaux, 1933.
- PHAN VAN TRUONG. — Essai sur le Code Gialong. Thèse Paris, 1922.
- PRÊTRE. — Législation et Administration de l'Indochine.
Cours à l'Ecole Coloniale, 1909-1910.
- SILVESTRE. — Considérations sur l'étude du droit annamite, 1923.
- SOMBSTHAY. — Cours d'administration annamite, 1898.
- TRAN VAN CHUONG. — Essai sur l'esprit du droit sino-annamite. Thèse Paris 1922.
- VILLARD. — Etudes sur le droit administratif annamite. Saïgon, 1882.
— Etudes sur le droit pénal annamite, 1882.

C. — OUVRAGES TRAITANT SPÉCIALEMENT DE LA PROCÉDURE
INDOCHINOISE.

- ANDT. — Cours de procédure civile indochinoise professé à l'Ecole Supérieure de Droit de Hanoï. (1936-1937). Inédit.
- BARBANNEAU. — Etude de l'organisation judiciaire en Indochine. Thèse Paris, 1906.
- BARRUEL. — De la substitution progressive des tribunaux français aux tribunaux indigènes en Indochine. Thèse Poitiers, 1905.
- Code de Procédure civile et commerciale à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin.

- Code de procédure des Lâ. Traduction Deloustal. « La justice dans l'ancien Annam ».
- Code d'organisation des juridictions indigènes du Tonkin.
- Code de procédure pénale tonkinoise.
- DUFILHO. — Procédure à l'usage des tribunaux français statuant en matière civile indigène commentée.
- FOURNIER-WAILLY. — Les institutions traditionnelles et la justice indigène en Annam et au Tonkin. Bulletin du Comité de l'Asie française, 1909.
- GOEFFROY. — L'organisation judiciaire des colonies françaises. Thèse Paris 1913.
- HAVANVUONG. — La réforme judiciaire en Annam. Thèse Paris, 1934.
- MICHEL. — Recueil des instructions, circulaires et avis concernant le service judiciaire de l'Indochine.
- NGUYEN VAN DIEN et NGUYEN HUÛ TIEN. — Notions sommaires sur la justice indigène au Tonkin d'après les nouveaux Codes révisés mis en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1923.
- ORDONNEAU. — Etude sur l'organisation judiciaire de l'Indochine. Thèse Paris, 1909.
- ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'INDOCHINE. Publication de la Direction des Services judiciaires.
- Exposition coloniale internationale 1931.
- Règles de procédure tracées par les lois annamites. Publication du gouvernement de la Cochinchine.

Vu :

Le Président de la Thèse,
SOLUS.

Vu :

Le Doyen,
Edgar ALLIX,

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
Présentation du sujet. Intérêts du sujet. Méthode et plan	
PREMIERE PARTIE	
La justice dans le vieil empire.	
CHAPITRE I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX D'ORGANISATION JUDICIAIRE.	17
Section I. — <i>Le concept de finalité</i>	21
§ 1. — La défense de la société	22
§ 2. — La moralisation de l'individu	27
Section II. — <i>Le principe d'autorité</i>	31
§ 1. — L'unité d'autorité	31
§ 2. — La théorie des pouvoirs du juge	34
Section III. — <i>Théorie de la responsabilité personnelle du juge</i>	38
§ 1. — Cas de responsabilité	39
§ 3. — Mise en œuvre de la responsabilité	44
§ 3. — La responsabilité impériale	47
CHAPITRE. II — EVOLUTION HISTORIQUE DES JURIDICTIONS MANDARINALES	49
Section I. — <i>Les juridictions mandarinales sous les Empereurs Ly et Tran</i>	51
§ 1. — Les juridictions et leur compétence.	52
§ 2. — Des magistrats et auxiliaires de la justice.	55
§ 3. — De la législation et de la procédure applicables.	56
Section II — <i>Les juridictions mandarinales sous les Empereurs Lê</i>	58
§ 1. — Les juridictions et leur compétence	59
§ 2. — Des magistrats et auxiliaires de la justice	63
§ 3. — De la législation et de la procédure applicables.	64
Section III. — <i>L'organisation judiciaire des Nguyen jusqu'à l'établissement du Protectorat</i>	67

	Pages
§ 1. — Les juridictions et leur compétence	67
§ 2. — Des magistrats et auxiliaires de la justice	71
§ 3. — De la législation et de la procédure applicables.	72

DEUXIEME PARTIE

Les apports français et la physionomie actuelle des juridictions mandarinales.

CHAPITRE I. — LES APPORTS FRANÇAIS	75
Section I. — <i>Le conflit des principes : Maintien et Assimilation</i>	76
§ 1. — Le conflit doctrinal	77
§ 2. — Position des parties en présence	83
Section II. — <i>Les vicissitudes des juridictions mandarinales</i>	93
§ 1. — Première phase : Maintien intégral des juridictions mandarinales	93
§ 2. — Deuxième phase : Réformes dans le sens de l'assimilation	97
§ 3. — Troisième phase : Refonte de l'organisation judiciaire	101
CHAPITRE II. — LA PHYSIONOMIE ACTUELLE DES JURIDICTIONS MANDARINALES	107
Section I. — <i>Les juridictions et leur compétence</i>	107
§ 1. — Le tribunal de la circonscription	109
§ 2. — Le tribunal provincial	112
§ 3. — La 2 ^e Chambre de la Cour d'Appel de Hanoï ...	114
§ 4. — La Commission Criminelle	115
Section II. — <i>Les magistrats et le personnel auxiliaire de la justice</i>	117
§ 1. — Les magistrats	117
§ 2. — Le personnel auxiliaire de la justice	119
Section III. — <i>Législation et procédure applicables</i>	122
§ 1. — Codification pénale et législation pénale	123
§ 2. — Codification civile et législation civile	125

TROISIEME PARTIE

La synthèse idéologique et la réforme judiciaire.

CHAPITRE I. — LA SYNTHÈSE IDÉOLOGIQUE	129
---	-----

	Pages.
Section I. — <i>La critique du système judiciaire annamite.</i>	130
§ 1. — La valeur des principes	131
§ 2. — Critique du fonctionnement en général	137
Section II. — <i>La critique du système judiciaire français.</i>	142
§ 1. — La valeur des principes	142
§ 2. — Critique du fonctionnement en général	149
Section III. — <i>La synthèse des principes</i>	152
§ 1. — Rapports de la justice avec les autres pouvoirs dans l'Etat	153
§ 2. — Théorie des pouvoirs du juge.....	157
§ 3. — Théorie des garanties des justiciables	160
CHAPITRE II. — LA RÉFORME JUDICIAIRE	164
Section I. — <i>Les réformes immédiatement réalisables</i> ..	169
§ 1. — Réforme de la composition et de la compétence des juridictions	169
§ 2. — Réforme du personnel de la justice	176
§ 3. — Réforme de la procédure et de la législation ...	184
Section II. — <i>L'unification des institutions judiciaires des pays annamites</i>	185
§ 1. — L'unité d'organisation judiciaire	186
§ 2. — La Cour de Cassation annamite	190
CONCLUSION	193
BIBLIOGRAPHIE	197

